

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

---

# LES AYANTS DROIT A INDEMNITÉ

pour le dommage subi personnellement

A LA SUITE D'UN ACCIDENT MORTEL

---

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention DROIT PRIVÉ)

*présentée et soutenue le Samedi 25 Novembre 1933, à 14 h. 30*

PAR

**Georges GALINSKI**

Licencié en Droit

Diplômé de l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes

---

*Membres du Jury :*

*Président.....* M. VOIRIN, Professeur

*Assesseurs* { MM. SIMONNET, Professeur  
LESCOT, Professeur

---

IMPRIMERIE CAMILLE ANDRÉ ET C<sup>ie</sup>

1, BOULEVARD JEAN-JAURÈS, 1

NANCY

1933



UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

---

# LES AYANTS DROIT A INDEMNITÉ

pour le dommage subi personnellement

A LA SUITE D'UN ACCIDENT MORTEL

---

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention DROIT PRIVÉ)

*présentée et soutenue le Samedi 25 Novembre 1933, à 14 h. 30*

PAR

**Georges GALINSKI**

Licencié en Droit

Diplômé de l'Ecole Nationale des Langues Orientales Vivantes

---

*Membres du Jury :*

*Président.....* M. VOIRIN, Professeur

*Assesseurs* { MM. SIMONNET, Professeur  
LESCOT, Professeur

---

IMPRIMERIE CAMILLE ANDRÉ ET C<sup>ie</sup>

1, BOULEVARD JEAN-JAURÈS, 1

NANCY

1933

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

*Doyen* : M. SENN (\*, \*\*, ☉ I).

*Doyens honoraires* :

MM. GÉNY (O \*, ☉ I).

MICHON (\*, ☉ I).

*Professeurs honoraires* :

MM. MAY (\*, ☉ I).

CARRÉ DE MALBERG (\* ☉ I)

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

GÉNY O \*, ☉ I),

*Maître de Conférences honoraire* : M. MÉLIN (☉ I), docteur en Droit.

MM. N..., professeur de Droit civil.

MICHON (\*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (\*, ☉ I), professeur d'Économie politique.

SENN (\*, \*\*, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public, en congé.

LAVERGNE (☉ I), professeur d'Économie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (\*, ☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (\*, ☉ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (\*), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON, professeur d'Économie politique.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

---

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières des candidats.*



# INTRODUCTION

OBJET ET PLAN DE L'ÉTUDE

HOMAGE À MON PÈRE

À MON PÈRE

A MA MÈRE

D'autre part, l'homme, tant qu'il vit, représente pour d'aucuns une valeur morale. Il est un objet d'affection pour sa famille, son entourage et ses amis.

Sa mort met fin aux avantages matériels dont il assurait le bénéfice. Les personnes qu'il a assistées perdent leur soutien; dès son décès, leurs ressources et leur patrimoine se trouvent amoindris.

En outre, en perdant celui à qui elles avaient voué leur affection et de qui elles avaient reçu des preuves d'amour ou d'amitié réciproques, elles sont atteintes dans leur patrimoine affectif et subissent par conséquent un dommage moral.

Le Code Civil français prévoit, dans son article 1382, que l'homme doit réparer le dommage causé à autrui par sa faute. On en déduit que si un accident mortel arrive par la faute d'un tiers, il crée à la charge de celui-ci une obligation de réparer le préjudice qu'il a entraîné.

Le présent travail a pour objet de rechercher et de déterminer les personnes qui auront, à l'encontre de l'auteur de l'accident, une action en réparation du dommage qu'elles subissent personnellement à la suite de la mort de la victime. La liste des demandeurs dépend de l'article 1382 du Code Civil. Bien que le texte ne l'indique pas d'une manière expresse, elle résulte de la conception du dommage qu'il entend réparer. Et c'est ainsi que la liste des personnes ayant droit à une indemnité varie suivant plusieurs thèses qui se basent sur différentes interprétations du mot « dommage » contenu dans l'article en question.

Les uns jugent que le dommage devant être réparé

résulte d'une situation de fait, où une personne se voit privée de certains avantages qu'elle obtenait de la victime. Par conséquent, il faut supposer que le nombre de personnes qui viendront se plaindre de la perte de quelque avantage, à la suite de la mort de la victime, pourra être infini.

Les autres prétendent, au contraire, que la loi entend par « dommage » la perte d'un avantage qu'une personne obtenait en vertu d'un droit prévu expressément par la loi. Ici, au contraire, les personnes pouvant invoquer le dommage seront peu nombreuses.

D'autres, enfin, proposent d'indemniser toute personne justifiant de la perte d'un avantage dont la cause n'est ni contraire aux mœurs, ni à la loi. Dans ce cas, pour que le demandeur soit déclaré recevable, on examinera la valeur morale de la cause des avantages dont il bénéficiait.

La doctrine et la jurisprudence tombent d'un extrême dans l'autre. D'une part, on arrive à protéger les intérêts d'un nombre illimité de demandeurs; d'autre part, on accorde la protection à un groupe de personnes restreint au minimum par une indication contenue dans la loi.

Or, nous voulons essayer de juger la recevabilité d'une demande en réparation du préjudice subi, non seulement d'après les caractères objectifs du préjudice, mais aussi d'après ses caractères intrinsèques. Nous prendrons en considération, en premier lieu, le dommage comme étant la perte d'avantages obtenus par ordre exprès de la loi positive. Mais nous ne nous arrêterons pas là. Nous tâcherons d'admettre les personnes

qui sont privées des avantages acquis en vertu des obligations issues du droit de la nature. Par ce système, nous croyons arriver à une solution qui, sans étendre à l'infini la liste des personnes qui se verront indemnisées, respectera certains droits acquis non seulement en vertu d'une disposition expresse de la loi écrite, mais par la force des règles générales de l'équité et de la conscience qui ne sont nullement contraires au droit commun.

D'ailleurs, nous pensons que ce point de vue coïncide avec une tendance récemment apparue dans la jurisprudence de la Cour de Cassation avec l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 février 1931 <sup>(1)</sup> et le fameux rapport du conseiller Pilon. Il est vrai que les origines de cette tendance semblent remonter très loin et nous les rencontrons pour la première fois dans la jurisprudence se rapportant au sujet étudié, dans le rapport du conseiller Nouguié précédant l'arrêt de la Chambre Criminelle du 20 février 1863 <sup>(2)</sup>.

Nous essaierons de suivre un chemin analogue dans l'appréciation du dommage moral. La mort d'un homme peut porter atteinte aux affections d'un grand nombre de personnes qui avaient pour lui le sentiment d'amour, d'affection, d'amitié, d'admiration ou de sympathie. Or, l'affection est un sentiment dont l'intensité varie selon le caractère de chaque individu. Elle ne dépend guère d'un lien existant entre deux personnes, découlant de la communauté de sang, de la proximité de la parenté, etc. C'est ainsi qu'une âme stoïque est moins accessible

---

(1) D. P. 1931.1.38.

(2) D. P. 1864.1.99.

aux douleurs morales qu'une âme faible et impressionnable. Il arrive parfois qu'un proche parent de la victime ressent une douleur plus faible qu'un ami.

Comme la douleur provenant de l'atteinte aux affections est un dommage qui semble incontestable, il faut que la personne qui en a été l'auteur soit condamnée à le réparer. Mais, d'autre part, l'affection étant un sentiment incontrôlable, nous devons, poussés par le désir de trouver un principe, nous guider par des présomptions en le reconnaissant *a priori* dans un groupe de personnes qui « y ont droit » en vertu de certaines consécration de la loi ou des mœurs, et dont la lésion créera à leur profit une action contre l'individu qui a provoqué l'accident.

Après avoir déterminé les personnes auxquelles l'indemnité devrait être accordée, nous tracerons à grands traits la situation particulière au demandeur lorsque, entre la victime et l'auteur de l'accident, il a existé un contrat contenant une clause de sécurité ; nous visons en cet endroit le contrat de transport des personnes. Nous nous arrêterons un moment pour examiner le caractère d'une clause de sécurité dans le contrat de transport des personnes ; nous nous demanderons ensuite si ce contrat, influant sur l'action de la victime même contre le voiturier en cas d'accident survenu au cours du transport, est susceptible de produire après sa mort quelque effet sur l'action intentée par les autres demandeurs agissant de leur propre chef.

Enfin, nous ne devons pas oublier que les solutions que nous verrons généralement admises par la doctrine et la jurisprudence sont écartées dans une large mesure

par la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898. Les dispositions de cette loi, vu les conditions du travail de notre époque, accordent avec beaucoup de facilité gain de cause aux demandeurs. Mais, d'autre part, par esprit d'équilibre, elles se montrent très parcimonieuses quant à l'étendue de la réparation et très restrictives quant au nombre des personnes pouvant obtenir l'indemnité: ici, elles se montrent plus limitatives que les thèses les plus limitatives sur l'admission des demandeurs dans le domaine du droit commun.

---

## II

### NOTIONS OBJECTIVES SUR LE DOMMAGE

---

Avant d'aborder l'étude directe de l'action des ayants-droit à la suite d'un accident mortel, il est nécessaire d'examiner la cause même de la réparation: le dommage. Nous essaierons de donner quelques notions sur le dommage, qui surgit dans la vie quotidienne sous des formes très variées.

Le dommage, c'est l'atteinte au patrimoine *stricto sensu* ou aux droits de la personnalité que l'on désigne parfois sous le nom de patrimoine moral.

Le patrimoine comprend les biens matériels évaluable en argent: les choses, les droits pécuniaires, la faculté de travail. Si une atteinte est portée à cette partie

du patrimoine de l'homme, il en résulte pour lui un dommage matériel.

Les droits de la personnalité sont des biens immatériels qui ne se chiffrent pas en argent : l'honneur, la réputation, la santé, la vie, les affections, etc. Si une atteinte leur est portée, l'homme subit un dommage moral.

Nous tâcherons d'étudier ces notions de plus près, en examinant en premier lieu les différentes formes du dommage matériel, et en deuxième lieu le dommage moral.

#### **A. — Dommage matériel**

Le dommage matériel subi par une personne à la suite de la mort de quelqu'un peut se manifester sous des formes très différentes :

Tantôt, ce sera la diminution des ressources d'une personne qui obtenait du défunt certains avantages pécuniaires : ce sera le cas du parent qui recevait du défunt des subsides en vertu d'une obligation alimentaire ; celui d'un individu qui était entretenu par son frère, dont la mort le laisse sans moyens de subsistance. Le dommage matériel pour la concubine se présentera sous forme de perte de divers avantages pécuniaires que lui assurait son amant. Souvent un étranger indigent a été entretenu par une personne charitable : la mort de celle-ci cause un dommage matériel au bénéficiaire en le privant des subsides. Pour l'associé du défunt, sa mort engendre un dommage matériel : la victime de l'accident

a pu être le moteur de l'entreprise, la perte de sa collaboration a diminué les avantages des associés <sup>(3)</sup>. Parfois un employeur peut subir un dommage matériel par la perte d'un de ses employés : cela arrive s'il est obligé de remplacer la victime par un ouvrier plus cher ou moins qualifié. Enfin, la désorganisation que peut produire dans l'entreprise l'accident mortel sera la source d'un dommage pour le patron <sup>(4)</sup>.

Tantôt, le dommage matériel se manifestera dans le fait que le décès accidentel aura rendu inutiles les dépenses engagées par une personne. Ce sera le cas de la fiancée qui avait fait des dépenses en vue de son futur mariage : achat de mobilier, de vêtements, etc., etc. ; du moment où son fiancé est victime d'un accident mortel, les frais qu'elle avait supportés sont désormais inutiles et elle subit de ce titre un dommage matériel <sup>(5)</sup>. Enfin, nous devons citer un cas unique où l'Assistance publique a invoqué un dommage matériel qu'elle avait subi à cause du décès de son pupille ; sa mort a rendu inutiles toutes les dépenses que l'Assistance avait faites pour son entretien <sup>(6)</sup>.

Une personne subira un dommage matériel si elle fait certaines dépenses pour la victime *pietatis gratia*. Un étranger a supporté par exemple les frais d'inhu-

---

(3) Cas prévu par M. Lacoste. V. note dans Rouen, 24 février 1894 S. Ref.

(4) Voir la note de M. Esmein dans Paris, 16 mai 1928 S. 1930.2.17.

(5) Voir la note de M. Marty sous Crim., 28 février 1930 et 31 octobre 1930. S. 1931.1.149.

(6) Trib. Civ. Carcassonne, 4 janvier 1923.

mation de la victime. Il peut invoquer un dommage qui devra être réparé par l'auteur de l'accident <sup>(7)</sup>.

Il faut assimiler ce cas à celui où une personne avait fait des dépenses pour la victime en vertu d'un devoir d'assistance <sup>(8)</sup>.

Le dommage matériel apparaît enfin lorsque, par la mort accidentelle de quelqu'un, une personne perd la chance de s'enrichir: les parents qui perdent leur fils mineur sont privés de la chance d'être assistés par lui dans l'avenir <sup>(9)</sup>. Nous citerons de même le créancier contre qui rejaillit l'effet de la mort de son débiteur: les affaires bonnes de celui-ci étant interrompues, le créancier perd l'espoir d'être remboursé <sup>(10)</sup>.

## B. — Dommage moral

Le dommage moral diffère du dommage matériel par le fait qu'il n'entraîne pas la diminution du patrimoine. On le définit souvent comme « préjudice non économique » <sup>(11)</sup>.

Le dommage moral est d'ordre social ou affectif suivant qu'il frappe la personne dans son honneur ou dans sa considération, ou bien dans ses affections <sup>(12)</sup>.

---

(7) Voir la note de M. Voirin sous Crim., 28 novembre 1930, D. P. 1930.1.49.

(8) Besançon, 6 juillet 1892. S. Ref. 2.115.

(9) Voir les notes 41, 42, 43, *infra*, page 40.

(10) Voir la note de M. Labbé sous Trib. Civ. de la Seine, 9 janvier 1879, Sirey Refonte.

(11) Mazeaud, *Traité théor. et prat. de la resp. civ. délict. et contract.*, t. I, p. 256 et s.

(12) MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.*, v. la note de M. Giboulot sous Aix, 14 janvier 1870, D. P. 1872.2.97.

Pour bien connaître la nature du dommage moral, il faut savoir : s'il existe, s'il est réparable et quel est le caractère de l'action en réparation.

a) LE DOMMAGE MORAL EXISTE-T-IL ?

Avant d'arriver à l'examen du dommage moral dans le droit moderne, il faut jeter un coup d'œil rapide sur sa condition dans le passé.

Or, l'existence d'un préjudice moral est admise depuis longtemps.

Le droit romain reconnaît que le patrimoine de l'homme ne se compose pas exclusivement de biens matériels. Il existe à côté de ceux-ci d'autres biens immatériels, auxquels l'homme attribue de la valeur. Ce sont des intérêts non-économiques que la loi reconnaît et protège <sup>(13)</sup>.

L'ancien droit a adopté la tradition romaine. La réparation du dommage moral a été accordée assez facilement. L'article 88 de l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 prescrit expressément qu'en calculant le montant des dommages-intérêts, le dommage moral subi par la victime d'un délit doit être pris en considération <sup>(14)</sup>.

Le Code Civil ne vise pas directement le dommage moral. L'article 1382, qui prescrit la réparation du dommage causé à autrui, est rédigé en termes très généraux. La doctrine prétend que les rédacteurs du Code Civil

---

(13) IHERING, *Œuvres choisies*, traduction Meulenaère, t. II, p. 164, chap. III. Intérêts non-économiques reconnus et protégés par le droit romain.

(14) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, p. 262 et s.

n'ont pas prévu le dommage moral en particulier; ils ont pensé, en rédigeant l'article 1382, au préjudice matériel surtout, mais par l'étendue du sens, ils n'ont pas écarté la nécessité de réparer le préjudice moral. Telle est l'opinion de M. MAZEAUD quand il examine les travaux préparatoires (N° 30) <sup>(15)</sup>.

L'existence du dommage moral est envisagée d'une manière indirecte par certains textes législatifs: les rédacteurs du Code de Procédure Civile <sup>(16)</sup> et les rédacteurs du Code Pénal <sup>(17)</sup> ont prévu des allocations accordées à la victime d'un préjudice extra-pécuniaire.

Enfin, le projet du Code franco-italien des obligations et des contrats dit, dans son article 85: « Le juge peut allouer une indemnité aux parents, alliés ou conjoint, pour réparer la douleur » <sup>(18)</sup>.

La doctrine admet en général l'existence du dommage moral donnant action en réparation <sup>(19)</sup>.

Certains auteurs ont prétendu cependant que le dommage moral se confond avec le dommage matériel, et ils ne l'admettent pas comme préjudice isolé pouvant être réparé <sup>(20)</sup>. Cette opinion ne correspond pas toujours à la réalité. Il est vrai que, dans certains cas, il y a

---

(15) *Idem*.

(16) V. art. 246, 314, 360, 361, 390, 494, 500, 513, 516.

(17) V. art. 114, 117, 119, 430, 433.

(18) Certaines législations étrangères, par exemple le Code Civil allemand (art. 253), n'admettent pas le préjudice moral.

(19) MAZEAUD, *op. cit.*, p. 256 et s. RIPERT, *La règle morale dans les obligations*, 2<sup>e</sup> éd., n° 18. AUBRY et RAU, *Cours de Droit Civil*, 5<sup>e</sup> éd., t. VI, § 445, p. 347, note 3 bis. JOSSERAND, *Cours de Droit Civil posit. français*, t. II, n° 441 et s. COLIN et CAPITANT, *Cours élém. de Droit Civil*, t. II, p. 362 et s. Voir la note de M. ESMEIN sous Req., 10 avril 1922. S. 1924.1.153.

(20) BEAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Obligations*, t. IV, n° 2871. MEYNIAL, *Revue pratique*, 1884, p. 442. ESMEIN, *Revue trimestrielle*, 1903, p. 25.

confusion entre les dommages matériel et moral : cela arrive lorsqu'il y a atteinte à la partie sociale du patrimoine moral <sup>(21)</sup> ; mais si, au contraire, l'atteinte porte sur la partie affective du patrimoine moral, le dommage moral se détache facilement comme un fait isolé ; on voit nettement le problème dans l'hypothèse où le préjudice matériel fait défaut : par exemple quand la famille perd un de ses membres qui était à sa charge. Dans ce cas, le préjudice matériel est nul, bien au contraire la famille se voit libérée d'une dépense obligatoire ; mais cela n'écarter pas une profonde douleur qu'elle peut ressentir à la suite de la mort d'un parent.

La jurisprudence a admis pour la première fois le dommage moral dans un arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1833 <sup>(22)</sup>.

Depuis, l'idée du dommage moral a été prise en considération dans l'évaluation des dommages-intérêts <sup>(23)</sup>. Mais la jurisprudence a eu tendance à le reconnaître et à le réparer seulement chez ceux qui justifiaient d'un lien d'obligation alimentaire avec le défunt <sup>(24)</sup>. Ce raisonnement nous conduit plutôt à la né-

---

(21) Voir *supra*, page 13.

(22) S. 1833.1.438.

(23) Besançon 1<sup>er</sup> décembre 1880, S. Ref. Paris 8 février 1896, D. P. 1896.2.459. Dijon 12 mai 1897, D. P. 1897.2.414. Alger 22 juin 1900, S. 1902.2.128. Trib. Toulouse 17 janvier 1906, D. P. 1906.5.64. Nancy 4 juin 1910, S. 1911.2.206. Trib. Com. Seine 31 octobre 1923, D. P. 1924.2.35. Douai 2 mars 1926, Rec. Douai 1926.102. Paris 24 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.683. Trib. de Clermont, 22 juillet 1930. Paris 13 juin 1931, *Gaz. Pal.* 1931.2.273.

(24) V. arrêts Rouen 24 février 1894 et Douai 23 janvier 1899, S. Ref. Trib. de Charleroi 15 avril 1931, S. 1931.4.21.

gation du préjudice moral<sup>(25)</sup>. On a invoqué, pour expliquer cette tendance de la jurisprudence, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui n'admet pas la réparation du dommage moral. Mais comme c'est une loi d'exception<sup>(26)</sup>, elle ne peut pas servir à l'interprétation du droit commun.

Enfin, conformément à la doctrine de certains auteurs<sup>(27)</sup>, une partie de la jurisprudence accepte le dommage moral en tant qu'il se confond avec le dommage matériel. Elle ne le prend en considération que s'il se manifeste sous une forme matérielle, par exemple s'il cause des troubles organiques qui ébranlent la santé<sup>(28)</sup>, ou s'il double le dommage matériel<sup>(29)</sup>. Dans ce cas, les juges élèvent un peu le montant de l'indemnité fixée pour réparer le dommage matériel.

La Cour de Cassation a unifié l'esprit de la jurisprudence en reconnaissant l'existence du dommage moral isolé, dans son arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 avril 1922<sup>(30)</sup>. Désormais, les arrêts de la Cour admettent la réparation de l'atteinte aux sentiments d'affection. Elle explique cette jurisprudence par l'interpré-

---

(25) Voir dans ce sens la note de M. LALOU sous Trib. Com. Seine 28 octobre 1919, D. P. 1920.2.137.

(26) Voir *infra*, deuxième partie, chapitre II, § 2.

(27) MEYNIAL, *Revue pratique*, 1884, p. 492. BAUDRY-LACANTINIERE et BARDE, *Obligations*, t. IV, p. 287.

(28) Caen 13 février 1911, S. 1911.2.279. Paris 21 février 1927, *Gaz. Trib.* 11 octobre 1927. Cons. d'Etat 19 juillet 1919 et 25 juillet 1919, D. P. 1920.3.7. Assises de la Dordogne 24 mai 1930, D. P. 1930.2.133. Voir la note de M. GIBOULOT sous Aix 14 janvier 1870, D. P. 1872.2.97.

(29) Besançon 27 décembre 1901, D. P. 1903.2.155. Bordeaux 26 juin 1905, D. P. 1906.5.56. Bourges 16 décembre 1872, D. P. 1873.2.197. Crim. 21 février 1919, *Rec. Gaz. des Trib.* 1919.1.54. Trib. Com. Marseille 12 décembre 1923, *Rec. Marseille* 1925, 1.248.

(30) S. 1924.1.153.

tation de l'article 1382 du Code Civil qui ne limite en rien la nature du dommage faisant l'objet de la réparation <sup>(31)</sup>.

#### b) LE DOMMAGE MORAL EST-IL RÉPARABLE ?

Le problème soulève la question de savoir si l'atteinte portée aux droits de la personnalité peut être réparée au moyen d'une somme d'argent. Une des raisons principales pour laquelle on a refusé d'admettre le dommage moral, c'est l'impossibilité de son évaluation <sup>(32)</sup>. La douleur existe bien dans la vie, mais on ne peut pas l'invoquer en justice et demander à ce titre des dommages-intérêts, car elle n'a pas de valeur en argent.

Cet argument prête à controverse. Quelquefois, le dommage moral étant un fait actuel, il est plus facile à établir, et, par conséquent, à évaluer qu'un dommage matériel qui se produira dans l'avenir, et que les juges prennent pourtant en considération. Dans cette hypothèse, la victime qui prouve l'existence d'un préjudice moral actuel, ne risque pas qu'on lui oppose le caractère incertain du dommage matériel futur.

Il est vrai que, sauf certains cas exceptionnels <sup>(33)</sup>,

---

(31) Crim. 31 octobre 1930, *Gaz. Pal.* 1930.2.724. Req. 13 février 1923, S. 1926.1.325. Crim. 15 décembre 1923, S. 1926.1.331. Req. 2 février 1931, D. H. 1931.113. Voir de même Cass. Belgique 17 mars 1881, S. Ref. 4.23.

(32) BEAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Obligations*, 2<sup>e</sup> éd., t. II, 2<sup>e</sup> partie, n° 287.

(33) Il y a des cas où l'argent peut effacer le dommage moral : par exemple la douleur physique peut disparaître avec des soins médicaux, l'effet d'une diffamation peut être atténué par des insertions placées dans un journal, etc., etc...

l'argent n'est pas susceptible d'effacer un préjudice moral. Une somme d'argent peut-elle faire disparaître ou même atténuer la douleur d'un père qui a perdu son enfant?

Néanmoins, l'impossibilité de réparer avec de l'argent une atteinte à l'affection n'est pas une raison pour refuser l'indemnité pécuniaire à celui qui en a été victime. L'argent est inefficace en tant qu'il s'agit d'effacer la douleur, mais il peut procurer certaines joies et satisfactions, lesquelles, en adoucissant la vie de celui qui ressent cette douleur, la lui feront oublier au bout d'un temps plus court <sup>(34)</sup>. Cette conception hédonistique de la réparation pécuniaire a été vivement critiquée par certains auteurs : il est profondément immoral de dire que celui qui a été atteint dans ses sentiments, se consolera de cette atteinte grâce à l'indemnité qu'il recevra <sup>(35)</sup>. M. RIPERT fait apparaître le caractère choquant de cette conception dans les cas où l'indemnité a été allouée au fils atteint dans ses affections après la mort de son père, au mari trompé réclamant des dommages-intérêts à la femme adultère et à son complice, au conjoint qui ne parvient pas à obtenir l'accomplissement du devoir conjugal <sup>(36)</sup>. « Il suffit de dire, dans ces « différentes hypothèses, que la victime a été satisfaite

---

(34) Voir la note de M. ESMEIN sous Req. 10 avril 1922, S. 1924.1.153.

(35) PLANIOL et RIPERT, *Traité prat. de dr. civ. français par Esmein*, t. IV, n<sup>os</sup> 546 et 549. Voir de même la note de M. GIBOUTLOT sous Aix 14 janvier 1870, D. P. 1872.2.97.

(36) Montpellier 29 novembre 1897, D. P. 1899.2.15.

« quand elle a touché l'indemnité obtenue, pour la rendre aussi odieuse que l'auteur » <sup>(37)</sup>.

L'allocation des dommages-intérêts est pourtant plus justifiée si l'on envisage son rôle d'un point de vue différent. Il faut attribuer un sens large au mot « réparation ». Dans son sens restreint qui désigne le fait de remettre les choses en état, l'argent sera toujours une mesure inefficace, inadéquate, même immorale, toutes les fois qu'il s'agit de remettre en état l'âme d'un homme en effaçant la douleur dont elle était atteinte.

Mais lorsqu'on dit « réparation du préjudice moral », on pense au devoir pesant sur celui qui a lésé par sa faute l'élément moral du patrimoine d'autrui, de placer une certaine valeur dans son patrimoine. La nature des choses empêchera l'auteur de placer cette valeur dans l'élément moral du patrimoine de sa victime, il devra se borner à la placer dans son élément matériel <sup>(38)</sup>.

Lorsqu'on arrive à la détermination du taux de l'indemnité, elle sera toujours arbitraire, c'est entendu, mais malgré la difficulté « d'évaluation », les juges devront tenir compte des circonstances qui font présumer chez le demandeur une douleur plus ou moins profonde, et allouer en conséquence des dommages-intérêts plus ou moins élevés <sup>(39)</sup>.

---

(37) RIPERT, *La règle morale dans les obligations civiles*, 2<sup>e</sup> édit., n° 181.

(38) Dans le même sens, MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.*

(39) Civ. 13 février 1923, *Gaz. Pal.* 1923.1.427, et Crim. 15 décembre 1923, *Gaz. Pal.* 1924.1.246, et la note de M. ESMEIN sous Req. 10 avril 1922, *loc. cit.*

c) LE CARACTÈRE DE L'ACTION EN RÉPARATION  
DU DOMMAGE MORAL

Une partie de la doctrine trouve la justification de l'allocation des dommages-intérêts à la suite d'un dommage moral dans l'idée de vengeance qui est à la base de l'action en réparation. Ce serait une réminiscence de l'ancien droit qui admettait une action de vengeance privée. On invoque, pour soutenir cette idée, les décisions de la jurisprudence tendant à ouvrir le droit à réparation au conjoint ou aux proches parents du défunt. Si une personne n'a ni conjoint, ni parents en ligne directe, le droit s'ouvre aux collatéraux. A défaut de collatéraux, on va passer aux alliés, car autrement l'auteur serait impuni.

Or, dans l'ancien droit, la vengeance privée, le droit au « vergeld » appartenait d'abord au conjoint et aux parents en ligne directe, et à leur défaut il passait aux parents plus éloignés et aux collatéraux<sup>(40)</sup>.

Comme autre conséquence du caractère vindicatif de l'action en réparation, on cite la situation des créanciers qui ne peuvent pas l'exercer en vertu de l'article 1166 du Code Civil.

Enfin, on mentionne comme dernière conséquence du caractère pénal de l'action la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui ne répare pas le dommage moral. Cela s'ex-

---

(40) Voir JOUSSE, *Justice criminelle*, éd. 1771, t. III, p. 564.

plique par le fait que l'Etat ne peut pas être puni. « La responsabilité de l'Etat n'a pas de reflet pénal » (41).

Cette tendance à dire que les actions en réparation du dommage moral sont « *vindictam spirantes* » est assez contestée. Dans notre droit moderne, la séparation entre l'action pénale qui appartient exclusivement à l'Etat et l'action en réparation qui seule appartient aux personnes, est nettement définie. La différence, qui n'existait pas dans l'ancien droit, est définitivement fixée. L'idée de peine exercée par un particulier doit être écartée (42). D'ailleurs, et c'est là l'argument prépondérant, l'idée de peine privée n'explique pas l'allocation des dommages-intérêts accordés si souvent à la suite d'un préjudice moral causé par un quasi-délit, où la question de châtement ne se pose pas (43).

Néanmoins, malgré l'opinion presque unanime qui tend à faire abstraction du caractère pénal dans l'action en réparation du dommage moral, nous ne saurions ignorer ce caractère apparaissant chaque fois que les tribunaux accordent une somme minime pour réparer le dommage moral isolé (un franc). Une telle indemnité ressemble plus à une sanction qu'à un dédommagement.

---

(41) L'idée que les actions en réparation du dommage moral sont « *vindictam spirantes* » a été préconisée par M. RIPERT dans son ouvrage : *La Règle morale dans les obligations civiles*, 2<sup>e</sup> éd., n° 181 et s. Voir la même tendance dans le rapport du conseiller PILON, Req. 2 février 1931, D. P. 1931.1.38.

(42) BEAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *op. cit.*, *loc. cit.* MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.*

(43) Voir dans le même sens la note de M. LACOSTE sous Rouen 24 février 1894, S. Ref.

# PREMIERE PARTIE

---

## LE DROIT COMMUN

---

### CHAPITRE PREMIER

---

#### FONDEMENT DE L'ACTION DES AYANTS-DROIT

---

##### § 1. — L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Cette règle générale, constituant le texte de l'article 1382 du Code Civil, envisage le cas où un individu se trouve lésé d'une manière quelconque par un acte fautif commis par un tiers. Ces termes sont très larges : ils ne visent pas un cas concret ; nous pouvons en déduire qu'ils s'appliqueront lorsqu'une personne aura subi un dommage personnel, causé par la mort accidentelle d'une autre personne, en lui donnant une action en réparation contre l'auteur de cette mort. Pour obtenir gain de cause, le demandeur devra prouver deux faits : la faute

de l'auteur et le dommage qu'il a subi. En ce qui concerne la faute, le demandeur devra établir que l'auteur de l'accident ne s'est pas conduit comme un homme normalement diligent et prudent.

L'existence d'une faute dans la conduite de l'auteur de l'accident mortel ne suffit pas pour que celui-ci soit condamné à payer des dommages-intérêts.

Il faut, en deuxième lieu, que le demandeur justifie d'un préjudice qu'il a subi, et c'est la réparation de ce préjudice qui fera l'objet de la condamnation aux dommages-intérêts que l'auteur devra payer au demandeur lésé.

L'idée du dommage soulève une série de questions assez délicates. Tout d'abord, il s'agit de savoir ce qu'est le dommage; après avoir défini sa nature juridique, on verra surgir la liste des personnes qui pourront l'invoquer; cette liste changera suivant le point de vue que l'on adoptera pour définir le dommage faisant l'objet de protection; le cercle des ayants-droit sera tantôt plus large, tantôt plus restreint.

## **§ 2. — CARACTERES QUE DOIT PRESENTER**

### **LE DOMMAGE POUR DONNER LIEU A L'ACTION**

La doctrine et la jurisprudence ne sont pas unanimes sur le point de savoir quand il y a dommage donnant le droit à la personne qui l'invoque d'en demander la réparation en vertu de l'article 1382 du Code Civil. Les idées qu'on a exprimées à ce sujet peuvent être classées en plusieurs groupes, dont chacun représente une théorie

distincte quant à la définition de la nature du dommage et quant aux personnes qui sont admises dans l'action en réparation.

## **I. — Lésion d'un intérêt non aléatoire**

### **Dommage matériel et moral**

La première des thèses que nous allons examiner est la plus extensive. Ses partisans se montrent peu sévères quant à l'admission du dommage qui doit être réparé. Ils disent que chaque fois qu'une personne invoque la lésion d'un intérêt quelconque, elle a droit à une pleine réparation. Il suffit que cet intérêt présente un caractère de stabilité et de continuité; du moment où ces qualités sont établies, le juge doit allouer des dommages-intérêts à la personne lésée. Contrairement à ce que nous verrons dans les théories exposées ci-après, la thèse qui demande la lésion d'un simple intérêt fait abstraction complète du lien qui unissait la victime du dommage à la victime de la mort accidentelle; peu importe quel était le lien entre ces deux personnes: s'il s'agit de lien d'obligation alimentaire entre parents ou conjoints, si le lien était né du concubinage, ou même d'une simple amitié; le demandeur qui est capable de démontrer qu'il a subi un préjudice se verra protégé par la loi.

Cette théorie, extrêmement large en ce qui concerne la définition du dommage, qui fait naître au profit de celui qui le subit une action en indemnité, et qui, par conséquent, tend à élever sans observer presque aucune

limite le nombre des personnes dont les droits seront protégés légalement, a pour origine l'interprétation de l'article 1382 du Code Civil.

L'article 1382 du Code Civil est rédigé en termes généraux qui ne suggèrent aucune distinction entre la nature du lien dont résulterait un préjudice. Les rédacteurs du Code n'ont pas pensé au lien; sa nature ne justifie pas le dommage, le dommage est un fait apprécié indépendamment, qui exige la réparation à partir du moment où il est constaté<sup>(1)</sup>.

Mais alors, la question se pose de savoir quand surgit le dommage énoncé par le texte de l'article 1382. Tout d'abord, il faut qu'il y ait lésion d'un intérêt. Ce sera tantôt le cas de l'ascendant privé par la mort du descendant de la pension alimentaire qui lui a été servie par ce dernier, tantôt le cas de l'enfant qui était entretenu par son père. Il y aura de même intérêt lésé pour un frère, qui, se trouvant dans le besoin, a été assisté par son frère victime d'un accident mortel. La mort de celui-ci a interrompu les prestations. Nous pouvons citer la même situation qui pourra être invoquée par les alliés et par tous les parents plus ou moins éloignés. L'existence de l'intérêt lésé par la mort de quelqu'un peut dépasser le cercle de la famille: ainsi la concubine en souffrira également; la mort de son amant lui cau-

---

(1) Dans le même sens : H. LALOU, *La responsabilité civile*, 2<sup>e</sup> éd., n<sup>os</sup> 159 et suiv.

On rencontre la première application de cette théorie dans l'arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 20 février 1863, D. P. 1864.1.99, qui écarte la nécessité d'un lien d'obligation alimentaire, et accorde la réparation toutes les fois que la mort cause un préjudice direct et actuel à un individu quelconque.

sera un préjudice sensible : elle lui enlèvera quelquefois tous les moyens de vivre. De même, le cas peut se présenter d'un tiers quelconque qui se verra privé de certaines prestations, cadeaux que lui faisait le défunt, etc.

Toutes les personnes énumérées justifieront parfaitement d'un intérêt lésé.

Mais alors, l'existence d'un simple intérêt lésé suffit-elle pour donner base à l'action en réparation ? Non. Même la thèse qui nous préoccupe en ce moment et qui est si extensive quant à la définition du dommage et quant à la liste des personnes qui peuvent l'invoquer pour obtenir l'indemnité, ne l'admet pas. Il serait, en effet, contraire au bon sens d'attribuer des dommages-intérêts à celui qui ne justifie que d'un intérêt faible, voire même illusoire. Tel sera par exemple le cas d'une personne qui recevait de temps en temps des cadeaux du défunt. Cette personne justifiera d'un certain intérêt, qui, cependant, sera en l'espèce tellement faible et tellement précaire qu'il ne pourra pas être envisagé par les juges comme base d'une condamnation au profit du demandeur. Il faut par conséquent un autre élément qui rende cet intérêt plus appréciable, qui lui donne plus de valeur, de manière que le jour où il sera lésé il en résulte un dommage assez certain pour justifier l'allocation des dommages-intérêts.

Si on examine les différentes sortes d'intérêts que nous avons énumérées, on voit immédiatement une différence profonde entre certains intérêts, par exemple entre celui de l'ascendant qui perd le bénéfice de la pension alimentaire et celui de l'individu qui recevait du défunt certains avantages sous forme de cadeaux.

Les préjudices subis par ces deux individus seront-ils identiques? L'intérêt du bénéficiaire des cadeaux est-il aussi fort que celui de l'ascendant bénéficiaire d'aliments qui lui étaient régulièrement servis par le descendant? La différence est manifeste et ne prête pas à controverse. Ce qui caractérise le premier cas, c'est son extrême précarité: le bénéficiaire ne peut pas prétendre que si son bienfaiteur n'était pas mort il aurait continué à lui faire régulièrement des cadeaux; aucune circonstance ne l'indique. Tandis que l'ascendant qui touchait sa pension alimentaire n'aura pas de difficulté à établir que cette pension étant servie régulièrement et de façon continue par son descendant, ne serait pas interrompue si ce dernier n'avait pas été victime de l'accident. Son intérêt n'est pas aléatoire, il est certain; par conséquent, il peut intenter une action en réparation contre l'auteur de l'accident qui lui a causé un dommage en le privant par sa faute de l'avantage dont il était titulaire.

Pour établir l'existence du dommage, il faudra examiner par conséquent si l'intérêt lésé invoqué par le demandeur est aléatoire, ou si, au contraire, on se trouve en présence d'un intérêt certain. Il appartiendra au juge de fait <sup>(2)</sup> d'analyser les circonstances et de décider que tel intérêt invoqué par la victime lésée est stable, continu et certain, par opposition à tel autre, qui est précaire et incertain.

La tâche du juge est facilitée du moment où le demandeur avait une action pour obtenir de la victime les

---

(2) H. LALOU, *La responsabilité civile*, 2<sup>e</sup> éd., n<sup>os</sup> 159 et suiv.

avantages dont le décès le prive<sup>(3)</sup> : ce sera le cas du conjoint, des ascendants, des descendants, de certains alliés, qui, étant créanciers alimentaires du défunt, touchaient leur pension en vertu d'une obligation légale.

Mais l'existence d'un droit contre le défunt n'implique pas l'existence d'un préjudice<sup>(4)</sup>. Il faut examiner si le débiteur exécutait son obligation : les aliments sont fournis en tenant compte non seulement des besoins du créancier, mais de la fortune du débiteur. Ce dernier étant ruiné n'a pas pu assister ses parents, créanciers alimentaires. Ou bien, profitant du fait que ces parents, bien qu'ils fussent dans le besoin, n'exigeaient pas la fourniture d'aliments, s'abstenait de les assister ; ou bien il le faisait d'une manière irrégulière ou temporaire. Dans tous ces cas, le créancier alimentaire ne pourra pas justifier d'un dommage causé par la mort de son débiteur. Mais si, au contraire, le débiteur alimentaire exécutait son obligation consciencieusement, assistait ses parents sous forme d'émoluments servis d'une façon régulière et continue, les créanciers, qui au moment de sa mort se trouvent privés de son assistance, pourront invoquer l'action qu'ils avaient contre le débiteur pour renforcer la certitude du dommage qu'ils ont subi, certitude découlant du fait de la continuité et de la régularité avec laquelle était servie la pension alimentaire. L'existence de l'action n'est qu'une présomption de plus, en ce qui concerne l'absence de tout élément aléatoire dans l'intérêt lésé.

---

(3) V. note MARTY sous Cass. 28 février 1930 et 31 octobre 1930, S. 1931.1.147.

(4) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*

Mais lorsque le juge se trouve en présence de personnes non munies d'action contre la victime, il ne pourra apprécier l'existence du dommage qu'en tenant compte d'un autre élément : de l'élément d'incertitude, celui qui tient à la possibilité du retrait *ad nutum* <sup>(5)</sup>. Cette possibilité résulte des circonstances mêmes ; parfois les prestations faites au demandeur revêtent un caractère de régularité et de continuité, tel qu'on peut prétendre, sans hésiter, qu'elles n'auraient pas été interrompues si la personne qui les procurait n'avait pas été victime d'un accident mortel <sup>(6)</sup>. Par conséquent, le dommage est manifeste, et celui qui en a souffert aura une action en réparation contre l'auteur de l'accident.

Envisageons un cas concret : celui de la concubine qui vient demander la réparation du préjudice qu'elle subit par la mort de son amant. Durant sa vie, ce dernier assurait les moyens de subsistance dont elle se voit privée dès le moment du décès. Elle vient demander une indemnité à celui par la faute de qui sa situation se trouve empirée ; son action sera-t-elle admise ? En principe, d'après la thèse que nous examinons, la concubine ne sera pas déboutée *de plano*. L'article 1382 ne distingue pas la nature du lien, il importe peu que l'intérêt lésé ait pour origine l'union immorale du concubinage ; ce que le texte vise, c'est l'existence d'un dommage. Du moment où la concubine aura justifié d'un dommage personnel, on lui accordera l'action en réparation. Pour savoir s'il y a dommage, on examinera si

---

(5) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*

(6) V. la note sous Besançon 1<sup>er</sup> décembre 1880, D. P. 1881.2.65.

les avantages que la concubine tirait de l'union avec son amant présentaient un caractère de certitude, ou s'ils étaient, au contraire, précaires et aléatoires.

Cela dépendra des circonstances qui auront accompagné le concubinage :

Sa durée : la Cour de Cassation admet l'action de la concubine qui justifie d'une vie en commun prolongée (7). Cette circonstance fait présumer que la concubine qui était entretenue par son amant pendant de longues années ne courrait pas le risque d'être abandonnée sans ressources par la seule volonté de celui-ci ; en cas de concubinage prolongé, la possibilité du retrait *ad nutum* est faible (8). Il est presque certain que la concubine profitera des subsides fournis par son amant, tant que durera sa vie.

L'union devient plus stable avec la naissance d'enfants communs (9).

La jurisprudence fait également une distinction, suivant que le concubinage est une communauté de lit ou une communauté de vie (10). Dans le premier cas, l'union n'étant pas stable, le préjudice que la femme subit par la perte de son amant est aléatoire et n'est pas pris en considération. Quant au deuxième cas, il en découle une communauté d'intérêts et d'affections (11) dont la rup-

---

(7) Crim. 26 novembre 1926, D. P. 1927.1.73.

(8) Rennes 8 juillet 1931, D. H. 1931.503. Lyon 23 octobre 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.885. Lyon 23 juin 1927, *Mon. jud. Lyon* 14 février 1928. Trib. Corr. Seine 12 février 1931, D. P. 1931.2.57. Trib. Corr. Marseille 26 mai 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.146.

(9) Crim. 26 novembre 1926, *loc. cit.* Lyon 23 octobre 1929, *loc. cit.*

(10) Lyon 31 mars 1930, D. P. 1930.2.64.

(11) Il s'agit du dommage moral.

ture causée par la mort de l'amant porte à la concubine un préjudice certain méritant d'être réparé (12).

Enfin, certains arrêts décident d'une manière générale que, s'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'union était stable et durable, les subsides dont bénéficiait la concubine n'étaient pas aléatoires, et qu'elle subit par conséquent au moment de la mort de son amant un préjudice lui permettant d'agir contre l'auteur de l'accident (13). Si les circonstances témoignent, au contraire, que l'union était instable et passagère, les subsides étant aléatoires, la concubine sera déboutée (14).

Le même système devra être appliqué chaque fois que le demandeur n'est pas muni d'action contre le défunt. Sans considérer le lien qui l'unit au défunt, il faut examiner si les circonstances de fait qui accompagnent l'existence de certains avantages rendent ces avantages durables et non aléatoires. Ces qualités étant constatées, on en déduit que le demandeur a subi un dommage qui doit être réparé par l'allocation de dommages-intérêts. Si, au contraire, l'intérêt lésé est précaire et aléatoire, celui qui l'invoque ne sera pas protégé.

Une fois le dommage établi, on s'aperçoit que la liste des personnes qui pourront s'en prévaloir pour

---

(12) Sur la valeur de ce raisonnement, voir la note de M. VOIRIN sous Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.49.

(13) Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.49. Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145. Aix 27 octobre 1928, *Gaz. Pal.* 1929.1.7. Rennes 8 juillet 1931, *loc. cit.* H. LALOU, *op. cit.*, p. 159.

(14) Crim. 9 novembre 1928, D. P. 1929.1.23 et la note de M. LALOU, Paris 12 juin 1928, S. 1928.2.125. Voir de même la note de M. ROUX sous Crim. 26 novembre 1926, S. 1927.1.273.

obtenir l'indemnité est très longue et presque illimitée. Rien ne s'oppose à ce que toute personne qui prouve par l'état de fait que son intérêt était stable et non aléatoire soit admise dans l'action en réparation, intentée contre l'auteur de l'accident <sup>(15)</sup>.

C'est ainsi que l'indemnité sera accordée non seulement au conjoint, aux parents en ligne directe, mais aux collatéraux <sup>(16)</sup> et aux alliés <sup>(17)</sup>. L'action dépassera le cercle de la famille: seront recevables les enfants adultérins et les enfants naturels non reconnus qui apporteront la preuve d'une affection et d'une assistance non aléatoires, dont ils étaient l'objet de la part de leurs parents <sup>(18)</sup>.

La personne qui viendra demander la réparation pourra être un étranger. Rien ne s'oppose à son action du moment où son dommage est constaté <sup>(19)</sup>. D'après Demolombe, on devra admettre les associés du défunt qui subiront un préjudice par le fait de son décès <sup>(20)</sup>. Ce sera enfin l'Assistance Publique qui viendra réclamer la réparation du préjudice subi par la perte de son pupille <sup>(21)</sup>, ou la concubine qui se plaindra du dommage occasionné par la mort de son amant <sup>(22)</sup>.

---

(15) V. AUBRY et RAU, *Cours de dr. civ.*, 5<sup>e</sup> éd., t. VI, § 445, p. 347, note 3 bis. PLANIOL et RIPERT, *Traité prat. de dr. civ. français par Esmein*, t. IV, n<sup>os</sup> 546 et 549. LALOU, *Les ayants-droit à indemnité à la suite d'accidents mortels*, D. H. 1931, n<sup>o</sup> 11, *Chron.*, p. 21-27.

(16) Voir *infra*, page 64.

(17) Voir *infra*, page 70.

(18) Crim. 10 janvier 1929, D. P. 1929.1.4, et la note H. L.

(19) V. note de M. LACOSTE sous Rouen 24 février 1894, Ref. Sirey.

(20) V. *Cours de Code Napoléon*, t. XXXI, n. 673.

(21) Trib. Civ. de Carcassonne 4 janvier 1923.

(22) Voir *infra*, page 93 et s.

## II. — Lésion d'un droit acquis

### a) DOMMAGE MATÉRIEL

La thèse extensive que nous venons d'étudier est vivement combattue par les partisans d'une autre théorie qui n'admet l'existence d'un dommage devant être réparé que dans le cas où il y a lésion d'un droit acquis. La lésion d'un intérêt résultant d'un simple état de fait ne peut pas être protégée par la loi. La loi ne peut protéger que des situations juridiques.

L'interprétation large de l'article 1382 du Code Civil étudié précédemment est repoussée. Comme c'est un texte de loi, il ne peut pas viser tous les intérêts, mais seulement l'intérêt légal dérivant d'une situation juridique (23). Bien que l'article 1382, par la généralité de ses termes, n'insiste pas sur la nature du lien qui donne naissance à l'intérêt lésé, en fait, il exige l'existence d'un lien, et le seul lien qu'il puisse envisager, c'est celui qui est consacré par la loi (24).

Pour qu'il y ait dommage donnant lieu à une action en réparation, il faut :

1° constater l'existence d'un intérêt;

2° que cet intérêt soit lésé par l'atteinte à un droit acquis (25) ayant pour base un lien légal.

---

(23) V. la note MARTY sous Cass. 28 février 1930 et 31 octobre 1930, S. 1931.1.146.

(24) V. conclusions de M. ANDRIEUX, Commissaire du Gouvernement, sous Cons. d'Etat 11 mai 1928, D. P. 1929.3.6.

(25) Note de M. HAURIOU sous Cons. d'Etat 11 mai 1928, S. 1928.3.97. Crim. 7 février 1913, D. P. 1913.1.373. V. note de M. GIBOULOT sous Aix 14 janvier 1870, D. P. 1872.2.97. L. JOSSERAND, *Cours de droit civil posit. français*, t. II, p. 424. Même auteur, *L'avènement du concubinat*, D. H. 1932, *Chron.*, p. 48-49. H.-L. MAZEAUD, *Traité théor. et prat. de la resp. civ. délict. et contract.*, t. I, p. 275 et s.

Une personne, pour avoir l'action en justice, doit invoquer un droit protégé légalement : dans notre système moderne, les actions ne sont que des droits produits en justice <sup>(26)</sup>.

Pour qu'il y ait lésion d'un droit, il faut que la mort accidentelle interrompe certains avantages dont le bénéficiaire profitait en vertu d'une disposition légale, ayant pour origine un lien légal. Ce sera le cas de la personne qui touchait une pension en vertu d'une obligation alimentaire à la charge du défunt. A cause de la mort, la victime ne pouvant plus continuer à fournir les prestations, le créancier se trouve privé d'un avantage qui lui était dû par l'effet d'une disposition légale. L'auteur de l'accident a lésé son droit : il doit le réparer.

L'auteur de l'accident ne peut pas être poursuivi civilement s'il n'a pas porté atteinte à un droit acquis, car alors on ne voit pas qu'il ait causé un véritable dommage <sup>(27)</sup> ; il a pu léser simplement un intérêt qui ne peut pas être protégé pour les raisons suivantes : celui qui jouissait des libéralités d'une personne qui ne les faisait que par esprit de bienfaisance, pouvait en être privé à tout moment par la seule volonté de son bienfaiteur, sans avoir le droit de les lui réclamer en justice. En somme, le défendeur ne sera protégé que dans un seul cas : dans celui où il aura prouvé que, par la mort de la victime de l'accident, il est

---

(26) V. L. JOSSERAND, *Cours de droit civil posit. français*, t. II, p. 424.

(27) V. note de M. ROUX sous Cass. Crim. 26 novembre 1926, S. 1927.1.273.

privé de la pension alimentaire légale qu'il recevait du défunt <sup>(28)</sup>. Tous les autres intérêts, si respectables qu'ils soient, relèvent de la charité et non de la responsabilité civile <sup>(29)</sup>.

L'existence du droit acquis aura toujours pour base un lien légal. Les relations extra-légales ne donneront jamais lieu à un droit acquis <sup>(30)</sup>. On voit, par conséquent, que la liste des personnes pouvant justifier de ce lien sera très limitée. Ce ne seront que les personnes liées au défunt par l'obligation alimentaire: le conjoint, les parents légitimes en ligne directe et les enfants naturels et leurs pères et mères qui les ont reconnus, et certains alliés. L'action appartiendra aux enfants adultérins et incestueux dans les cas exceptionnels où leur filiation a été établie: en cas de désaveu et, selon certaines opinions, en cas d'annulation du mariage (non putatif) pour bigamie, en cas d'annulation du mariage pour inceste. Dans ces circonstances, l'enfant aura contre ses parents un droit aux aliments <sup>(31)</sup>.

L'action sera refusée aux autres personnes; seront déboutés: les frères et sœurs <sup>(32)</sup> et les autres colla-

---

(28) Rouen 24 février 1894, Ref. Sirey. Amiens 28 juin 1924, D. P. 1924.2.146 et la note de M. SAVATIER. Cons. d'Etat 11 mai 1928, S. 1928.3.97 et la note de M. HAURIOU. Cons. d'Etat 12 décembre 1930, S. 1931.3.23. Paris 18 mai 1932, *Gaz. Pal.* 28 mai 1932. MAZEAUD, *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral à la suite d'un décès accidentel*, D. H. 1932, *Chron.*, p. 77-83.

(29) V. note de M. MARTY sous Cass. 28 février 1930 et 31 octobre 1930, S. 1931.1.146.

(30) H.-L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n. 285 et s. Crim. 7 février 1913, D. P. 1913.1.373. Rennes 26 mai 1926, S. 1926.2.120.

(31) Voir *infra*, page 78.

(32) Rouen 24 février 1894, Ref. Sirey.

téraux <sup>(33)</sup>, la concubine <sup>(34)</sup>, les enfants adultérins et naturels dont la parenté n'est pas légalement établie <sup>(35)</sup>, les étrangers assistés par le défunt <sup>(36)</sup>, et, d'une manière générale, toutes les personnes qui obtenaient du défunt des avantages autrement qu'en vertu d'un droit légal.

#### b) DOMMAGE MORAL

Dans l'ordre du dommage moral, on peut demander la réparation si l'on remplit les conditions prévues pour l'action en réparation du dommage matériel. Il faut justifier de la lésion d'un droit acquis. Mais quand y a-t-il lésion d'un droit moral? La doctrine a imaginé l'existence d'un domaine de patrimoine familial uni par les liens d'amour et d'affection réciproque. Les membres de la famille ont un droit acquis à l'affection. La lésion de ce patrimoine leur donne l'action en réparation <sup>(37)</sup>.

Le dommage moral juridique a pour base les droits de famille. En l'absence de lien familial, il n'y a qu'une simple atteinte à l'affection; elle ne sera pas protégée. Il y a des droits de famille, mais il n'y a pas de droits d'ami <sup>(38)</sup>.

---

(33) Cons. d'Etat 12 décembre 1930, S. 1931.3.23.

(34) Cons. d'Etat 11 mai 1928, S. 1928.3.97. Amiens 28 juin 1924, D. P. 1924.2.146. Paris 18 mars 1932, *Gaz. Pal.* 28 mai 1932.

(35) Rennes 26 mai 1926, S. 1926.2.120.

(36) Crim. 7 février 1913, D. P. 1913.1.373 et la note.

(37) MAZEAUD, *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral à la suite d'un décès accidentel*, D. H. 1932, *Chron.*, p. 77-83.

(38) Note de M. LALOU sous Trib. de Com. Seine 28 octobre 1919, D. H. 1920.2.137.

Pour savoir si le demandeur a droit à la réparation du dommage moral, il faut examiner deux faits :

1° S'il y a atteinte à l'affection ;

2° Si cette atteinte à l'affection est juridiquement protégée. Cela arrivera quand le demandeur aura établi l'existence d'un lien de parenté légitime, de parenté naturelle reconnue légalement, ou d'alliance <sup>(39)</sup>.

Nous voyons que, dans l'ordre du dommage moral, la liste des personnes ayant l'action en réparation est plus étendue que celle des personnes admises à réclamer une indemnité pour le dommage matériel. Pourront agir : le conjoint, les alliés et tous les parents du défunt, pourvu qu'ils aient subi effectivement une atteinte à leurs affections.

### III. — Lésion d'un intérêt certain et légitime

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

La thèse dont l'examen nous occupe à présent établit une sorte de compromis entre les deux théories étudiées précédemment. Elle emprunte à chacune certains caractères fondamentaux et elle tâche de les concilier dans une règle harmonieuse et modérée.

---

(39) Reg. 2 février 1931 et le rapport de M. PILON, D. P. 1931. 1.38. Note de M. LALOU sous Trib. de Com. Seine 28 octobre 1919, D. P. 1920.2.137. PLANIOL et RIPERT, *Traité prat. de dr. civ. français* par Esmein, t. IV, n<sup>os</sup> 546 et 549.

En premier lieu, elle adopte le principe essentiel de la première thèse, d'après lequel le droit à la réparation doit être envisagé en fonction de l'intérêt lésé, abstraction faite du lien qui lui a servi de base. L'interprétation large de l'article 1382 du Code Civil, qui n'exige que l'existence d'un préjudice objectif pour donner droit à l'action, est entièrement admise.

Pareillement à la première thèse que nous avons exposée, l'existence d'un intérêt lésé ne suffira pas pour donner une action en réparation. Pour que cet intérêt soit protégé, il faut qu'il présente certains caractères de force et de stabilité; il devra être certain.

Ici, M. Marty <sup>(40)</sup> démontre que les termes « direct » et « actuel » qu'on emploie parfois pour désigner la certitude du préjudice sont des qualificatifs sans importance: « En disant *direct* — écrit M. Marty — on applique l'article 1151 du Code Civil qui limite les dommages-intérêts en matière contractuelle « à une suite immédiate et directe de la convention. « Il s'agit là surtout de relation de cause à effet entre « le fait et le dommage. En pratique, on se montre « large sur la définition du dommage *direct* en admettant « tant les personnes lésées par contre-coup... Si on « n'a jamais contesté le préjudice direct de la femme « et des enfants, il n'y a pas préjudice moins direct « pour la concubine. »

Par conséquent, ce n'est pas le caractère « direct » du préjudice qui servira de critérium.

---

(40) V. note de M. MARTY sous Cass. 28 février 1930 et 31 octobre 1930, S. 1931.1.147.

Quant au qualificatif « actuel », il est aussi sans importance. En pratique, cette règle ne sera pas observée <sup>(41)</sup>, car les tribunaux admettent souvent le préjudice qui n'apparaît pas au moment même de l'action, mais qui se produira dans l'avenir. Le préjudice futur, ce sera d'habitude la perte d'une chance <sup>(42)</sup>.

Il faut néanmoins que ce préjudice puisse être apprécié au moment du jugement; il doit être, selon l'expression de M. Josserand, « contenu en puissance dans le présent qui le postule fatalement » <sup>(43)</sup>. En somme, tout en étant futur, le préjudice devra être certain, ou plus exactement « actuellement certain » <sup>(44)</sup>.

L'existence d'un préjudice certain n'est pas cependant susceptible de donner une action en réparation à celui qui l'invoque. Ici, la thèse introduit une limitation qu'elle emprunte à la théorie du droit acquis. Ce n'est pas pourtant son principe de déterminer la personne du demandeur recevable, d'après le lien légal, qu'elle adopte. Elle écarte toute idée de détermination *a priori*. Ce qu'elle emprunte à la théorie du droit acquis, c'est son caractère subjectiviste qui tend à apprécier le préjudice non d'après ses qualités matérielles extérieures, mais d'après sa va-

---

(41) JOSSERAND, *Cour de droit civil*, t. II, n° 439.

(42) Alger 23 mai 1892, D. P. 1894.2.47. Trib. Civ. de Meaux 29 juin 1920, D. P. 1920.1.157, et la note de M. LALOU. *Contra*, Paris 10 mars 1920, D. P. 1920.1.157.

(43) *Op. cit.*, *loc. cit.*

(44) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*

leur morale et intrinsèque. Tout en acceptant l'interprétation large de l'article 1382, en tant qu'il n'exige pas l'existence d'un lien juridique, elle lui accorde un sens limitatif en ce qui concerne la qualité de l'intérêt qu'il protège : un texte légal ne peut protéger que les intérêts qui ne sont contraires ni à la morale, ni à la loi. Par conséquent, l'intérêt, pour demander la défense de l'article 1382, doit être non seulement certain, mais en plus ni immoral, ni illicite, c'est-à-dire légitime.

M. Marty distingue, en vue d'établir la liste des personnes qui auront l'action en réparation, deux groupes de demandeurs qui invoqueront un intérêt lésé <sup>(45)</sup>. Le premier groupe comprend les personnes qui justifieront d'un intérêt légitime, mais dont la certitude pourra être discutée. Le deuxième groupe comprend les personnes qui justifieront d'un intérêt dont la certitude et la légitimité pourront être discutées.

1° *L'intérêt est légitime, mais sa certitude est discutée*

Feront partie de ce groupe : le conjoint, les descendants, les ascendants, les collatéraux, les alliés, les personnes assistées, la fiancée, l'associé. L'intérêt de toutes ces personnes est parfaitement légitime, mais est-il toujours certain ? Quand il s'agit de personnes ayant une action pour obtenir du défunt les avantages dont le décès les prive, la certitude du préjudice sera plus grande, à condition qu'on ait constaté

---

(45) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*

que le demandeur touchait effectivement et régulièrement sa pension alimentaire <sup>(46)</sup>.

Mais si, au contraire, le demandeur n'était pas muni d'action contre le défunt, il faudra considérer un autre élément : l'élément d'incertitude, de possibilité de retrait *ad nutum* qui accompagne les prestations <sup>(47)</sup>. Cet élément découlera des circonstances que le juge devra examiner et apprécier. Un individu a été assisté par son frère ; après la mort de ce dernier, il demande à l'auteur de l'accident la réparation du préjudice que lui cause l'interruption de l'assistance dont il bénéficiait. En principe, son avantage était précaire ; pour écarter l'élément de précarité, il faudra examiner la solidité de la promesse qui a été faite par le défunt à son frère. Les circonstances le démontreront : si les subsides étaient servis avec une telle continuité et une telle régularité qu'il sera permis de présumer que l'assistance n'allait pas être interrompue, le préjudice du demandeur sera jugé certain, et l'action en réparation lui sera accordée.

Le même procédé sera appliqué à l'égard de toutes les personnes qui ont été assistées par le défunt.

Le cas de la fiancée est un peu plus délicat : nous savons que les fiançailles ne sont pas un lien légal qui oblige les parties ; elles peuvent toujours être rompues par la volonté d'un seul des fiancés, sans engager sa responsabilité vis-à-vis de l'autre. Ce qui engage la responsabilité, ce n'est pas la rupture des

---

(46) Voir *supra*, page 29.

(47) Voir *supra*, page 30.

fiançailles, mais la rupture abusive qui constitue un délit (48).

Il s'agit de savoir quand la fiancée justifie d'un préjudice certain.

On ne peut pas admettre le préjudice matériel de la fiancée en tant qu'elle perd une situation matérielle avantageuse qu'elle espérait tirer de son futur mariage (49); ce préjudice est incertain, car plus tard une autre union meilleure peut l'effacer. Par contre, la fiancée peut demander réparation du préjudice qu'elle subit à la suite des dépenses faites en vue du mariage et qui désormais seront inutiles. Mais alors intervient l'élément d'incertitude, car la rupture non abusive des fiançailles pourrait aussi les rendre inutiles sans que la fiancée soit admise à demander à son ex-fiancé des dommages-intérêts. Pour écarter l'élément d'incertitude, les juges devront examiner si l'accord des fiancés, la proximité du mariage rendaient l'union assez certaine.

Si le demandeur en réparation est par exemple un fournisseur, son cas sera étudié de la même façon que celui des personnes plus haut citées; on ne peut pas écarter sa demande *a priori*: il faut examiner si son intérêt est certain. Or, en l'espèce, la solution est simple: son intérêt est incertain, car rien ne fait présumer que son client aurait continué à acheter chez lui.

---

(48) H. LALOU, *La responsabilité civile*, 1<sup>re</sup> éd., n° 280. V. les notes de M. VOIRIN sous Poitiers 29 octobre 1928, D. P. 1929.2.19, et sous Dijon 7 février 1928, D. P. 1928.2.109. Dans le même sens : JOSSE-RAND, *Chronique*, p. 10, D. H. 1927.

(49) Bruxelles 14 novembre 1928, S. 1929.4.16.

2° *La certitude et la légitimité de l'intérêt sont discutées*

Le deuxième groupe vise en premier lieu l'enfant adultérin ou incestueux, et en deuxième lieu la concubine.

L'enfant adultérin ou incestueux dont la filiation a été, dans les cas exceptionnels (50), légalement établie, est un créancier alimentaire de ses parents. Le cas est difficile lorsque la filiation n'a pas été légalement établie. Il faut alors chercher d'abord la certitude de l'intérêt. Ensuite, il faut poser la question de sa légitimité. L'auteur de l'accident pourrait invoquer le caractère illégitime de l'intérêt comme ayant pour base un lien illégitime. Mais son exception ne sera pas admise pour deux raisons : d'abord il devrait prouver la filiation adultérine ou incestueuse, preuve qui n'est pas admise ; d'autre part, bien que la parenté soit illégitime, elle n'écarte pas la légitimité de l'intérêt invoqué par l'enfant.

Néanmoins, la légitimité de l'intérêt sera plus discutable lorsque ce sont les parents qui l'invoquent (51).

Le cas de la concubine suggère un problème très délicat. S'il est admis, d'après la thèse que nous étudions en ce moment, que l'absence de lien juridique entre concubins ne peut pas exclure son action *a priori*, la difficulté surgira sur le point de savoir si l'intérêt de la concubine est certain et légitime.

---

(50) Voir *supra*, page 36.

(51) Voir dans ce sens : MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la resp. civ. délict. et contract.*, t. I, p. 275 et suiv. COLIN et CAPITANT, *Droit Civil français*, t. I, n° 369.

En principe, cet intérêt ne sera pas certain. Le concubinage est une union libre, où les parties entendent ne pas créer d'obligations mutuelles. Cette union de fait ne donne par conséquent naissance à aucune obligation; elle peut être rompue *ad nutum*, sans engager la responsabilité de celui qui en cause la rupture <sup>(52)</sup>.

Toutefois, il est exagéré de dire que l'intérêt de la concubine n'est jamais certain. Une série de circonstances, par exemple une vie en commun assez longue, l'existence d'enfants communs, fait supposer la continuation du concubinage et des subsides apportés à la femme. Du moment où la mort lui enlève son amant, la concubine peut prétendre avoir perdu des avantages qui n'avaient rien d'aléatoire <sup>(53)</sup>.

Supposons que son intérêt soit certain, est-il légitime?

Par le fait même de demander des dommages-intérêts, la concubine invoque implicitement l'espoir de continuer le concubinage. Or, on ne peut pas réparer le dommage qui résulte de l'empêchement à la continuation du concubinage: cet intérêt est contraire à la règle morale; il est illégitime <sup>(54)</sup>. Quand l'union est adultérine, l'intérêt est en plus illicite. Ainsi, même

---

(52) V. la note de M. VOIRIN sous Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.49, la note de M. SAVATIER sous Amiens et Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145. Lyon 18 janvier 1929, D. P. 1929.2.37. Trib. Civ. Rouen 22 mars 1927, *Gaz. Pal.* 1927.1.718.

(53) Crim. 28 février 1930, S. 1931.1.145, et la note de M. MARTY.

(54) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*, p. 150. Voir *contra*: VANDAMME, *La concubine doit-elle être admise à agir en réparation contre l'auteur de la mort de celui avec qui elle vivait?* (Extrait de la *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, Paris 1933).

dans les cas où il est certain, l'intérêt de la concubine ne lui donnera pas d'action en réparation à cause de son caractère d'illégitimité <sup>(55)</sup>.

#### b) DOMMAGE MORAL

De même que pour le dommage moral, on n'écartera pas *a priori* l'action des personnes qui invoquent le dommage moral. Il sera réparé à condition d'être certain et légitime <sup>(56)</sup>.

L'intérêt du conjoint, des ascendants, des descendants, des collatéraux, des alliés, de la fiancée, et même des amis sera parfaitement légitime, mais est-il toujours certain?

Il faudra examiner les circonstances; la cohésion avec le défunt qui a pu créer une affection profonde et sincère, ou bien un lien de proche parenté qui fait toujours présumer l'existence de l'affection.

Lorsqu'on se trouve en présence de la famille naturelle incestueuse ou adultérine, il y a des cas où l'affection sera bien certaine. D'autre part, on ne peut nier la légitimité de cette affection, bien qu'elle ait à sa base un lien illicite <sup>(57)</sup>.

---

(55) L'intérêt de la concubine pourra être légitime lorsque, à l'origine du concubinage, il y avait séduction dolosive qui lui donne une action en réparation. Dans ce cas, elle peut dire qu'elle subit un dommage, au moment de la mort de son amant, par l'interruption de la réparation qui lui était due et qu'elle touchait sous forme de subsides. Voir *infra* : l'étude de l'action de la concubine, page 93 et suiv.

(56) V. la note de M. MARTY, *loc. cit.*, p. 151.

(57) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, p. 275 et s. L'auteur prévoit le cas de la famille naturelle simple, mais on ne voit pas de raison pour ne pas étendre le caractère légitime de l'affection à la famille adultérine ou incestueuse. Voir *infra*, l'étude de son action, page 74 et suiv.

Quant à la concubine, la douleur après la perte de son amant peut être bien certaine, mais son caractère légitime ne sera jamais admis. Il s'agit là d'une affection qui est contraire aux bonnes mœurs; elle prend naissance dans l'union libre qui s'oppose à l'ordre social en tant qu'elle n'assure pas la vie de la famille (58).

En somme, après un homicide, pourront invoquer un droit personnel à la réparation tous ceux qui rapportent la preuve d'un préjudice certain et légitime. L'existence d'un lien juridique est inutile: il faut qu'il y ait un lien quelconque d'intérêt ou d'affection. Si ce lien est durable, dit M. MARTY, le préjudice est certain; il suffit qu'il ne soit ni immoral, ni illicite, pour que le préjudice soit légitime (59).

#### IV. — Point de vue proposé:

##### **Lésion d'un droit ayant pour base un lien légal, accompagnant un préjudice certain**

###### *a)* DOMMAGE MATÉRIEL

La théorie qui nous servira de critérium dans l'étude consacrée aux droits des personnes agissant en réparation d'un dommage subi personnellement, à la suite d'un décès accidentel, tout en contenant certains principes empruntés aux thèses que nous avons examinées précé-

---

(58) Voir dans le même sens : PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, t. IV, n<sup>os</sup> 546 et 549. MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, p. 275 et s. La note de M. VOIRIN sous Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.149, et de M. SAVATIER sous Amiens et Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145.

(59) Voir la note de M. MARTY, *loc. cit.*, p. 152.

demment, propose, d'autre part, des considérations qui leur sont sur quelques points étrangères.

L'interprétation large de l'article 1382 du Code Civil qui constitue le point de départ de la première thèse suggère quelques critiques d'ordre juridique et pratique.

Tout d'abord, la règle selon laquelle l'article 1382 du Code Civil aurait admis, par la généralité de ses termes, le dommage ayant pour origine un lien quelconque, voire extra-légal, découle d'une interprétation trop littérale de ce texte. L'article 1382, bien qu'il n'insiste pas d'une manière expresse sur la nature du lien, exige implicitement son existence<sup>(60)</sup>. Dès lors, le seul lien qu'il puisse envisager est celui qui a quelque valeur aux yeux de la loi, celui que la loi a pu consacrer et reconnaître directement ou indirectement. Le texte de l'article 1382 suppose l'existence d'un lien ayant le caractère légal. Par conséquent, il ignore l'intérêt issu d'un lien de fait, étant une situation extra-légale<sup>(61)</sup>.

L'interprétation extensive de l'article 1382 tend à élargir d'une manière presque infinie la liste des personnes qui viendront réclamer des dommages-intérêts à la suite d'un accident mortel. Cela fait apparaître des inconvénients d'ordre pratique. Avant tout, il est inadmissible que des personnes ne justifiant d'aucun lien avec le défunt viennent demander la réparation d'un dommage qu'elles prétendent avoir subi à la suite de sa mort. Si on finit par admettre les étrangers, rien ne s'oppose à ce que les actions soient intentées par un

---

(60) Voir la note sous Crim. 7 février 1913, D. P. 1913.1.373.

(61) Voir dans ce sens le rapport du conseiller PILON sous Req. 2 février 1931, D. P. 1931.1.38.

nombre infini d'étrangers qui se croient lésés par le décès de la victime. La nécessité d'une certaine limite s'impose impérieusement.

D'autre part, la première thèse nous conduit à l'extension excessive des pouvoirs du juge. Les magistrats qui auront un droit illimité quant à l'appréciation du préjudice donnant action en réparation, introduiront dans la jurisprudence un élément d'incohérence et de contradiction : on verrait souvent la demande de personnes remplissant les mêmes conditions admises et écartées dans différents tribunaux. L'unité d'esprit qui est une des qualités fondamentales de la jurisprudence à une époque déterminée, serait sérieusement menacée ; il faut indiquer aux juges un principe bien défini, une règle de conduite qui assure la cohérence de leurs jugements et de leurs arrêts.

La deuxième thèse suivant laquelle seul le titulaire d'un droit acquis contre le défunt serait recevable dans l'action en réparation suppose, au contraire, une théorie ayant son origine dans une interprétation trop restrictive de l'article 1382 du Code Civil. Le droit à la réparation exige l'existence préalable d'un lien d'obligation alimentaire entre le demandeur et la victime de l'accident, lien qui se trouve rompu par la mort de ce dernier. Cette règle suggère également deux sortes d'observations.

Tout d'abord, elle attribue à l'article 1382 du Code Civil un sens trop limitatif. Le texte exige l'existence d'un lien reconnu par la loi ; c'est entendu, mais le seul lien reconnu par la loi, est-ce exclusivement celui qui emporte une obligation alimentaire légale ? Certaines

personnes ne sont-elles pas liées par un lien ayant sa source dans les lois de la nature? celui que l'on désigne par le nom d'obligation naturelle<sup>(62)</sup>. Cette obligation n'a pourtant rien d'extra-légal, puisqu'elle est consacrée expressément par la loi<sup>(63)</sup>. Peut-on dire, enfin, qu'un individu indigent qui est entretenu par son frère est l'objet de bienfaisance, sans avoir aucun droit aux subsides qu'il touche? Un frère ne doit-il rien à son frère?<sup>(64)</sup>

Les restrictions apportées par la deuxième thèse demandent à être partiellement écartées, pour des raisons d'ordre pratique. Elles sont tombées en désuétude: aujourd'hui, on voit de plus en plus la tendance à admettre l'action des personnes qui justifient d'un lien légal plus étendu. L'existence du lien d'obligation alimentaire a cessé d'être la condition essentielle de la recevabilité de l'action en réparation.

Enfin, la troisième thèse repousse, comme la première, la nécessité d'une règle *a priori*: elle adopte son interprétation des termes de l'article 1382. Elle a pourtant le mérite de limiter considérablement le nombre des personnes qui auront droit à la réparation.

Les personnes que la troisième thèse indique comme étant recevables dans l'action<sup>(65)</sup> sont bien celles qui doivent être protégées par la loi. Mais pour arriver à leur désignation, il faut trouver préalablement une règle qui justifie leur demande.

---

(62) Voir dans le même sens le rapport du conseiller NOUGUIER sous Crim. 20 février 1863, D. P. 1864.1.99.

(63) L'article 1235 du Code Civil.

(64) Voir le rapport du conseiller NOUGUIER, *loc. cit.*

(65) Voir *supra*, page 41 et suiv.

Nous avons dit précédemment que pour avoir l'action en réparation, il faut justifier de la rupture de certains avantages que le demandeur recevait du défunt en vertu d'un lien légal. La question est bien simple quand le demandeur est un créancier alimentaire légal du défunt. L'existence du lien découle alors d'une disposition expresse de la loi.

Mais si le demandeur est une personne qui n'a pas d'action pour obtenir les aliments, il faut se demander s'il les reçoit en vertu d'un lien légal. Ce lien légal sera alors l'obligation naturelle existant à son profit et à la charge de la victime de l'accident.

Celle-ci est un lien reconnu par la loi : nous savons que l'obligation naturelle volontairement acquittée est considérée comme ayant une cause valable et n'est pas sujette à répétition <sup>(66)</sup>. En d'autres termes, une obligation naturelle exécutée ou reconnue devient une obligation civile.

On pourrait prétendre que celui qui faisait des prestations régulières en vertu d'une obligation naturelle, consolidait celle-ci par une reconnaissance tacite, en créant de cette façon au profit du créancier un véritable droit civil qui sera lésé par le décès du débiteur. Cependant, il faut remarquer qu'une obligation naturelle n'acquiert le caractère d'obligation civile que pour la partie qui a été acquittée ; quant au surplus, elle ne se transforme pas en obligation civile : par conséquent, le créancier n'aura pas d'action en justice pour demander une exécution intégrale <sup>(67)</sup>.

---

(66) Article 1235 du Code Civil.

(67) Voir la note de M. VOIRIN, D. P. 1929.2.171, et les renvois.

Cette circonstance n'influe pourtant pas sur le principe de notre thèse. En effet, nous ne chercherons pas à établir au profit du demandeur l'existence d'un droit *stricto sensu* qui seul serait susceptible de justifier son action. Cela supposerait une tendance à se rallier à la thèse restrictive du *droit acquis*, que nous avons pourtant abandonnée pour son manque d'élasticité qui ne correspond ni à l'esprit de la loi, ni aux courants actuels de la jurisprudence. Le fait de l'obligation naturelle suffit. Celle-ci, loin d'être ignorée par la loi qui lui reconnaît le pouvoir de se convertir dans certaines circonstances en obligation civile, contient à sa base un germe de droit incontestable; et par cela même, dès qu'elle surgit, elle constitue la garantie du caractère légal de la situation qu'elle engendre, laquelle doit être alors protégée par la loi.

Mais alors apparaît la question de savoir entre quelles personnes existe le lien d'obligation naturelle. Ce seront d'abord les obligations de secours et d'assistance résultant des lois de la nature, que la loi civile ne vise pas directement, mais dont elle ne défend pas de tenir compte<sup>(68)</sup>. Elles sont une conséquence directe de la parenté, du lien de sang: elles existeront, sauf certaines limites<sup>(69)</sup>, entre les membres d'une famille. Le mot « fa-

---

(68) Voir le rapport du conseiller NOUGUIER, *loc. cit.*

(69) L'idée de famille dans son sens très large peut comprendre un nombre infini de membres à des degrés tellement éloignés qu'il serait exagéré et contraire à la réalité de faire intervenir l'idée d'obligation naturelle; il faut par conséquent limiter le nombre de parents pouvant invoquer l'obligation naturelle; cette limite, inutile entre parents en ligne directe, s'impose en ce qui concerne les parents collatéraux et les alliés. On verra cette limite tracée dans la détermination détaillée des ayants-droit. Voir *infra*.

mille » pourra être pris dans un sens large: il comprendra même les personnes qui, n'étant pas liées entre elles par un lien de sang, font partie d'une communauté de famille consacrée par les mœurs, qui ne peut pas être réprouvée <sup>(70)</sup>.

L'obligation naturelle peut exister au profit des personnes qui restent en dehors du cercle de la communauté familiale: on a prétendu que même les fiançailles donnaient naissance à une obligation naturelle et parfois civile <sup>(71)</sup>.

Les enfants naturels non reconnus légalement peuvent invoquer une obligation naturelle dérivant du fait même de leur filiation <sup>(72)</sup>.

Le cas des enfants incestueux et adultérins est plus discutable: sauf les cas où leur filiation a été établie légalement, ce qui leur donne un droit légal aux aliments, le lien ne peut pas être prouvé <sup>(73)</sup>.

Cependant, l'existence purement théorique d'une obligation naturelle ne justifie pas l'allocation des dommages-intérêts au profit de celui qui l'invoque. La personne qui perd son débiteur naturel sans que celui-ci ait jamais pensé à exécuter l'obligation pesant sur lui, ne subit aucun dommage. Le demandeur, pour avoir gain de cause, doit établir qu'il recevait des subsides

---

(70) Voir la note de M. ROUX sous Crim. 26 novembre 1926, S. 1927.1.273, et le fameux rapport du conseiller PILON qui confirme notre thèse: Req. 2 février 1931, D. P. 1931.1.38.

(71) Voir la note de M. HÉMARD sous Civ. 2 décembre 1907 et Req. 10 février 1909, S. 1909.1.553. — *N.-B.*: En droit allemand, les fiançailles produisent un effet légal.

(72) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n°s 285 et suiv.

(73) Voir cependant *infra* l'étude de leur cas, page 74 et suiv.

effectifs de la victime. En plus, ces subsides devront présenter un caractère de stabilité et de continuité; dès lors, corroborés par l'obligation naturelle, ils acquièreront non seulement la qualité d'avantages ayant leur source dans un lien légal, mais, en plus, ils rempliront la deuxième condition indispensable: ils deviendront certains. En effet, l'existence d'une obligation naturelle fait présumer que, du moment où elle a déterminé chez le débiteur une volonté spontanée assez forte pour se manifester sous la forme d'un service de subsides réguliers et continus, elle allait être le stimulant et le garant d'une exécution ininterrompue au profit du créancier-demandeur. Le demandeur qui, par le fait de la mort de son débiteur, se voit privé des avantages obtenus jusqu'à ce jour peut prétendre avec raison que ceux-ci n'avaient rien d'aléatoire et que, par conséquent, leur interruption, due à la faute de l'auteur de la mort, lui cause un dommage certain.

Avec ces considérations, nous arrivons à une conception de la certitude du dommage un peu différente de celle qui a été admise par les thèses précédentes. Là, pour arriver au caractère certain du dommage qui, dans deux thèses, constituait le fondement de l'action en réparation, on s'est borné à observer l'élément objectif qui découlait de la continuité et de la régularité avec lesquelles les avantages avaient été procurés par la victime jusqu'au moment de son décès.

Dans notre thèse, nous allons plus loin: l'obligation naturelle semble jouer un double rôle. En premier lieu, elle détermine *a priori* les situations qui mériteront la protection de la loi, et ensuite elle vient achever la réali-

sation de la deuxième condition de la recevabilité de l'action : elle détermine la certitude des avantages dont découle la certitude du dommage.

L'effet de son deuxième rôle est appréciable si l'on se rend compte que le créancier naturel n'est pas muni d'action pour obtenir de son débiteur les avantages dus. Il faut remarquer que lorsque le demandeur est muni d'une action civile, la certitude du dommage est appréciée d'après le caractère purement objectif des avantages obtenus. Mais quant aux avantages obtenus en vertu d'une obligation naturelle, si réguliers et si continus qu'ils soient, ils présentent, à l'état isolé, toujours un certain *aléa* : celui du retrait *ad nutum*. C'est seulement l'idée d'obligation naturelle qui a déclenché leur fourniture, qui écarte d'une manière sinon indéfiniment certaine, du moins « actuellement certaine », la possibilité du retrait *ad nutum* pouvant être opéré par le débiteur.

Nous savons par ailleurs que la jurisprudence condamne souvent l'individu auteur d'un accident mortel qui par sa faute enlève au demandeur la chance de s'enrichir dans l'avenir ; cette chance étant actuellement certaine, sa perte qui survient avec la mort de la victime qui allait procurer au demandeur l'enrichissement en question, constitue un dommage certain justifiant une action en réparation <sup>(74)</sup>. A plus forte raison devra-t-on condamner celui qui, par sa faute, enlève à autrui une chance de ne pas s'appauvrir, chance jugée certaine jusqu'au moment de l'accident <sup>(75)</sup>.

---

(74) Voir *supra*, page 40, et les notes 41, 42, 43, page 40.

(75) La théorie de l'obligation naturelle que nous proposons comme base du droit à la réparation a été adoptée ultérieurement dans toute son étendue par l'arrêt de Nîmes le 3 avril 1933, D. H. 1933.389.

## b) DOMMAGE MORAL

Dans le domaine du dommage moral, nous devons nous guider par les mêmes principes que dans l'ordre du dommage matériel. L'article 1382 du Code Civil, qui ne distingue pas la nature du dommage subi, englobe par la généralité de ses termes le dommage moral. Il exige, par conséquent, que l'atteinte soit portée à une affection ayant pour base un lien légal. Ce lien, on le rencontrera exclusivement dans une famille. Ses membres pourront invoquer un véritable « droit à l'affection » <sup>(76)</sup> qui va être lésé par la mort d'un parent.

Le mot « famille » sera pris dans son sens le plus large <sup>(77)</sup>, il comprendra les parents directs, les collatéraux, les alliés, la famille adoptive et même la fiancée <sup>(78)</sup>, laquelle, comme nous le verrons plus tard, pourra être considérée, par une anticipation assez justifiée, comme un membre de la famille.

D'autre part, pour accorder la réparation de l'atteinte à l'affection, il faut que le dommage moral ait été effectivement subi. Il n'y a aucune distinction à faire entre les parents ; mais il faut se demander s'il y a entre le demandeur et la victime une cohésion familiale suffi-

---

(76) V. MAZEAUD, *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral, à la suite d'un décès accidentel*, D. H. 1932, *Chron.*, p. 77-83.

(77) V. le fameux rapport du conseiller PILON sous Req. 2 février 1931, D. P. 1931.1.38. Dans le même sens, JOSSERAND, *Cours de droit civil posit. français*, t. II, n<sup>os</sup> 441 et s. ; note de M. ESMEIN sous Req. 10 avril 1922, S. 1924.1.153.

(78) Nous acceptons par conséquent la théorie du droit acquis dans le domaine du préjudice moral, adoptée par la deuxième thèse. Voir *supra*, page 37.

sante pour qu'il y ait préjudice moral <sup>(79)</sup>. Ainsi, en pratique, seront admis les proches parents du défunt, ou bien des parents plus éloignés, mais qui, vu les circonstances, comme par exemple le fait de cohabiter avec la victime, sont présumés avoir subi un préjudice moral certain <sup>(80)</sup>.

---

(79) Voir la note de M. LALOU sous Trib. de Com. Seine 28 octobre 1919, D. P. 1920.2.137.

(80) Les idées exprimées dans la quatrième thèse n'ont pas été appuyées par des cas concrets rencontrés dans la jurisprudence. Comme cette thèse est l'idée directrice de notre ouvrage, nous indiquerons des applications pratiques, en étudiant la situation des ayants-droit particuliers.

## CHAPITRE II

---

### DETERMINATION DES AYANTS-DROIT A INDEMNITE

---

Les demandeurs qui intentent l'action en réparation du dommage personnel subi à la suite d'un décès accidentel peuvent être divisés en deux groupes :

1° Personnes justifiant d'un lien de parenté quelconque ou d'alliance, et le conjoint ;

2° Tiers.

L'étude de l'action intentée par les personnes comprises dans chacun de ces groupes fera l'objet d'un paragraphe séparé.

En plus, l'action étant différente selon qu'elle poursuit la réparation du dommage matériel ou moral, elle sera envisagée chaque fois de ce double point de vue.

#### § 1. — PERSONNES JUSTIFIANT D'UN LIEN DE PARENTE QUELCONQUE OU D'ALLIANCE, ET LE CONJOINT

##### I. — Parents en ligne directe, légitimes, naturels et le conjoint

###### a) DOMMAGE MATÉRIEL

La situation d'un parent en ligne directe de la victime de l'accident mortel est toujours avantageuse lorsque celui-ci poursuit l'auteur de l'accident en réparation du dommage matériel qu'il a subi de ce chef.

Le devoir d'assistance que cette parenté entraîne et qui prend sa naissance dans le droit naturel, sa confirmation dans le droit civil qui l'exprime en établissant entre parents en ligne directe une obligation alimentaire réciproque, font supposer que, toutes les fois que cette assistance a été rompue par la faute d'un tiers, le parent à qui cette rupture porte un dommage peut invoquer un droit lésé et en demander la réparation à l'auteur <sup>(1)</sup>.

Ainsi la jurisprudence se montre très large quand il s'agit d'admettre l'action d'un descendant ou d'un ascendant de la victime. Elle accorde l'indemnité pourvu que le parent ait justifié d'un préjudice matériel certain <sup>(2)</sup>. La certitude du dommage est conçue généralement dans un sens très étendu : les tribunaux témoignent une extrême bienveillance vis-à-vis des père et mère qui ont perdu un enfant, même s'il était à leur charge, en décidant qu'ils ont subi de ce titre un dommage par cela même que son décès les prive du droit de se faire servir des aliments dans l'avenir. Au moment de la mort de leur enfant <sup>(3)</sup>, les parents ne subissent aucun dommage, mais les juges décident qu'ils le subiront dans l'avenir, donc le dommage est « actuellement certain » <sup>(4)</sup>. L'indulgence des juges a même été poussée

---

(1) Voir *supra*, page 34 et suiv., et page 47 et suiv.

(2) Crim. 20 février 1863, D. P. 1864.1.99. Req. 13 février 1923, S. 1926.1.325. Req. 27 juillet 1925, D. P. 1926.1.5. Besançon 14 novembre 1888, D. P. 1890.2.239. Alger 23 mai 1892, S. Ref. Dijon 12 mai 1897, D. P. 1897.2.414. Besançon 6 juillet 1892, S. Ref. Besançon 27 décembre 1901, D. P. 1903.2.155. Alger 22 juin 1900, S. 1902.2.128. Caen 13 février 1911, S. 1911.2.279. Trib. Civ. Meaux 29 juin 1920, D. P. 1920.1.157. Paris 24 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.683.

très loin dans un arrêt de la Cour de Paris du 24 juillet 1929 <sup>(5)</sup>, qui a accordé l'indemnité pour le préjudice matériel et moral à la mère, qui, quoique éloignée de sa fille, l'avait subi, alors qu'elle était en droit d'attendre d'elle le concours sur lequel elle pouvait compter légalement. Il est vrai qu'on ne s'explique nullement les raisons de cet arrêt, du moment où la mère ne touchait pas une pension alimentaire de sa fille majeure et n'avait même pas la chance d'en toucher une dans l'avenir. Les juges, en l'espèce, ont fondé leur arrêt sur la lésion d'un droit qui était purement théorique, comme n'étant pas soutenu par un dommage matériel certain, ni même « actuellement certain ».

On doit néanmoins attirer l'attention sur le fait que la jurisprudence se montre aussi peu sévère quant à la définition de la certitude du dommage, exclusivement dans les cas où ce sont les ascendants qui intentent l'action pour la mort de leurs descendants.

Si ce sont, au contraire, les descendants qui demandent la réparation du préjudice que leur cause la mort de leurs ascendants, ils doivent justifier d'un dommage qui soit certain dans le présent. Ainsi, la Cour de Cassation déboute les petits-enfants qui ne prouvent pas qu'ils étaient entretenus par leur grand-père au moment de sa mort et n'admet pas pour ces petits-enfants la chance d'obtenir des aliments en cas de besoin <sup>(6)</sup>.

---

(3) Besançon 14 novembre 1888, D. P. 1890.2.239. Alger 23 mai 1892, D. P. 1894.2.47. Besançon 27 décembre 1901, D. P. 1903.2.155. Trib. Civ. Meaux 29 juin 1920, D. P. 1920.1.157. Voir cependant *contra* : Paris 10 mars 1920, D. P. 1920.1.157.

(4) Voir page 40.

(5) *Gaz Pal.*, 1929.2.683.

(6) Req. 15 avril 1890, S. Ref.

Nous entendons assimiler à la situation des parents<sup>(7)</sup> légitimes celle des parents naturels, dont la parenté a été légalement reconnue; les droits qui en découlent sont alors identiques.

Nous assistons également à une grande indulgence de la part des tribunaux, quand l'action en réparation du préjudice personnel est intentée par le conjoint de la victime<sup>(8)</sup>. Il peut demander une indemnité à côté des parents en ligne directe, car ses droits sont aussi forts que ceux des ascendants et des descendants: le mariage entraîne l'obligation d'assistance et de secours mutuels. Cette assistance étant rompue par l'auteur de l'accident, le conjoint aura une action contre lui à cause de la lésion d'un droit issu d'un lien légal.

La jurisprudence s'est montrée assez sévère vis-à-vis de la femme de la victime dans un arrêt du Tribunal Correctionnel de la Seine du 12 février 1931<sup>(9)</sup>. L'arrêt refuse l'indemnité à la veuve, tandis qu'il l'accorde à la concubine du défunt. Il fonde son refus sur le fait que la veuve, qui vivait séparée de son mari, avait une « existence à part », par conséquent elle n'a subi aucun dommage après la mort de celui-ci. Nous croyons cependant que l'arrêt n'a pas été mal fondé en ce qui concerne l'action de la veuve. La mort de son mari a porté

---

(7) Par mot « parents », nous désignons exclusivement les père et mère et leurs enfants; il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas d'obligation alimentaire entre l'enfant naturel reconnu et ses grands-parents. Le cas de ceux-là se confond avec celui des parents naturels dont la parenté n'a pas été établie légalement.

(8) Civ. 12 juin 1872, D. P. 1872.1.327. Req. 12 février 1894, D. P. 1894.1.486. Aix 14 janvier 1870, D. P. 1872.2.97. Aix 6 mai 1872, D. P. 1873.2.57. Paris 15 juillet 1875, D. P. 1877.2.120

(9) D. P. 1931.2.57 et la note de M. VOIRIN.

atteinte à un droit à l'assistance, qui ne disparaît pas avec la séparation de fait, mais ce droit était, en l'espèce, purement théorique. Il ne faut pas oublier que la lésion d'un droit éventuel ne suffit pas ; il faut encore qu'il soit consolidé par l'existence d'un préjudice certain, lequel, en l'espèce, n'était pas constaté. L'arrêt pouvait être mal fondé seulement en ce qui concerne l'action de la concubine, qui, tout en démontrant un préjudice certain, ne le basait sur aucun lien légal <sup>(10)</sup>. C'est plutôt la première des deux idées de M. VOIRIN qui propose de débouter les deux demandes, que nous devons adopter <sup>(11)</sup>.

#### b) DOMMAGE MORAL

Dans l'ordre du dommage moral, ce seront les parents en ligne directe et le conjoint qui seront plus favorisés que les autres demandeurs. Leur droit est d'autant plus fort qu'il trouve une confirmation expresse soit dans l'article 446 du Code d'instruction criminelle, d'après lequel les personnes pouvant se prévaloir du dommage (dommage moral) causé par une erreur judiciaire, sont le conjoint, les descendants et les ascendants ; les autres parents ne pouvant invoquer que le préjudice matériel ; soit dans le projet du Code franco-italien des obligations et contrats, qui dit, dans son paragraphe 3, article 84 : « Le juge peut allouer une indemnité aux parents, alliés ou conjoint pour réparer la douleur ».

---

(10) Voir *supra*, page 47 et suiv., et *infra*, page 93 et suiv.

(11) Voir la note de M. VOIRIN sous l'arrêt cité.

C'est ainsi que la jurisprudence admet l'action en réparation de l'atteinte aux affections, quand elle est invoquée par les parents en ligne directe<sup>(12)</sup> ou le conjoint<sup>(13)</sup>.

Cependant, certains arrêts n'admettent le préjudice moral que s'il est intimement lié au préjudice matériel<sup>(14)</sup>. Ils refusent l'indemnité pour un préjudice moral isolé<sup>(15)</sup>.

Pour que l'atteinte à l'affection fasse l'objet d'une réparation, les tribunaux exigent que le préjudice soit certain; ils refusent l'indemnité à ceux qui, par le fait de vivre séparés de la victime, sont présumés ne pas avoir subi de dommage moral<sup>(16)</sup>.

Il n'y a aucune difficulté à accorder l'indemnité lorsque le dommage moral est invoqué par des parents naturels dont la parenté a été légalement établie. Les droits de ces personnes sont les mêmes que ceux des membres de la famille légitime<sup>(17)</sup>. Néanmoins, il faut admettre l'action avec circonspection quand ce sont les père et

---

(12) Aix 6 mai 1872, D. P. 1873.2.57. Alger 23 mai 1892, S. Ref. Dijon 12 mai 1897, D. P. 1897.2.414. Alger 22 juin 1900, S. 1902.2.128. Nancy 4 juin 1910, S. 1911.2.206. Trib. Com. Seine 31 octobre 1923, D. P. 1924.2.35. Paris 24 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.683. Trib. de Clermont 22 juillet 1930. Trib. Corr. Seine 25 février 1931, *Gaz. Pal.* 1931.2.825. Paris 13 juin 1931, *Gaz. Pal.* 1931.2.273. Req. 13 février 1923, S. 1926.1.325. Voir de même Cass. Belgique 17 mars 1881, S. Ref. Trib. de Charleroi 15 avril 1931, S. 1931.4.21.

(13) Paris 8 février 1896, D. P. 1896.2.459. Bordeaux 26 juin 1905, D. P. 1906.5.56.

(14) Besançon 27 décembre 1901, D. P. 1903.2.155. Caen 13 février 1911, S. 1911.2.279. Conseil d'Etat 19 juillet 1919 et 25 juillet 1919, D. P. 1920.3.7.

(15) Voir *supra*, page 17.

(16) Trib. Corr. Seine, 12 février 1931, D. P. 1931.2.57. Voir cependant *contra* : Paris 24 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.683.

(17) Besançon 6 juillet 1892, S. Ref.

mère naturels qui intentent l'action <sup>(18)</sup>. Il faut se montrer sévère dans le cas où les parents naturels qui demandent l'indemnité n'ont reconnu leur enfant que postérieurement à l'accident. Dans cette circonstance, il est à craindre que des parents de mauvaise foi, s'étant désintéressés du sort de leur enfant pendant toute sa vie, s'empressent de le reconnaître avant son décès uniquement dans le but d'obtenir injustement des dommages-intérêts. Ceux-ci devront leur être alors refusés. Il en sera autrement si des parents, sans reconnaître officiellement leur enfant, l'ont toujours considéré comme leur, en cohabitant avec lui, et en assumant les charges que leur imposait la filiation de fait. S'ils ont négligé de reconnaître l'enfant avant l'accident, ce n'était que par ignorance. Le cas est assez fréquent, surtout dans le milieu populaire. Plus tard, s'ils reconnaissent l'enfant après l'accident, on peut supposer qu'ils désirent régulariser la situation afin d'obtenir une indemnité ; mais alors celle-ci leur sera due à juste titre <sup>(19)</sup>.

## II. — Parents collatéraux

Nous avons examiné jusqu'ici l'action en réparation intentée par un parent en ligne directe ou par le conjoint. Le cas de ces demandeurs ne soulève aucune discussion. La doctrine et la jurisprudence ne leur ont jamais refusé l'indemnité, du moment où la certitude de leur préjudice a été constatée. Le cas des parents colla-

---

(18) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, p. 275 et s.

(19) Nancy 18 mars 1932, *Rec. de Dijon et de Nancy*, 1932, p. 120 ; voir de même Trib. de Luxembourg 17 avril 1931, S. 1931.4.28.

téraux nous conduit à un problème plus compliqué. Leur droit à la réparation du dommage moral a été discuté et même écarté par la doctrine et par certains arrêts.

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

Le principe qui a servi de fondement pour écarter l'action en réparation intentée par un parent collatéral de la victime d'un accident mortel a été dicté par la théorie du droit acquis<sup>(20)</sup>. Le Code Civil ne prévoit pas d'obligation alimentaire entre parents collatéraux, par conséquent l'individu qui invoque un préjudice matériel que lui cause la mort de son parent collatéral se trouve débouté, car il ne justifie d'aucun droit acquis. Ces avantages dont il bénéficiait auraient leur origine dans un acte bénévole de la victime et leur perte ne peut pas être envisagée par la loi. Tel est le raisonnement qui a motivé certaines décisions de la jurisprudence<sup>(21)</sup>.

Cette manière de concevoir les choses est trop restrictive. Le défaut d'obligation alimentaire n'écarte pas l'obligation naturelle d'assistance et de secours qui existe entre parents collatéraux et qui prend sa naissance dans le lien de sang<sup>(22)</sup>. Du moment où la personne fournit des prestations régulières à son parent, elle ne fait pas acte de simple bienfaisance, en créant une situation de fait extra-légale, mais elle exécute une obligation natu-

---

(20) Sur le principe, voir *supra*, page 34 et suiv.

(21) Rouen 24 février 1894, S. Ref. Caen 20 juin 1923, S. 1924.2.127. Cons. d'Etat 12 décembre 1930, S. 1931.3.23.

(22) L'existence d'une obligation naturelle dérivant d'un lien de sang, même en l'absence de lien civil, a été admise tout récemment par Nîmes 3 avril 1933, D. H. 1933.389.

relle dont elle est tenue. Quant au bénéficiaire, après la mort de son parent, il pourra, en prouvant l'interruption des subsides, invoquer la lésion d'un droit basé sur un lien consacré par la loi<sup>(23)</sup>.

La plus grande partie de la jurisprudence condamne la théorie du droit acquis qui écarte l'action des collatéraux. Certains arrêts déclarent expressément que le lien d'obligation alimentaire ne peut pas être la base de l'action en réparation<sup>(24)</sup>.

Aujourd'hui, l'action des parents collatéraux est presque toujours admise<sup>(25)</sup>, et on ne saurait nier le bien-fondé de cette tendance à allouer des dommages-intérêts aux collatéraux qui justifient d'un préjudice matériel certain<sup>(26)</sup>.

Il faut remarquer que plusieurs arrêts<sup>(27)</sup> qui admettent l'action des parents collatéraux fondent leur action non sur l'idée d'obligation naturelle qui fait naître un droit au profit du demandeur, mais sur la règle d'après laquelle l'article 1382 du Code Civil ne limite en rien la nature du lien entre le demandeur et la victime,

---

(23) Voir *supra*, page 50 et suiv., et la note de M. ROUX sous Crim. 26 novembre 1926, S. 1927.1.273.

(24) Bourges 16 décembre 1872, D. P. 1873.2.127. Bordeaux 14 mai 1907, S. 1909.2.221. Crim. 15 décembre 1923, S. 1926.1.331.

(25) Bourges 16 décembre 1872, *loc. cit.* Dijon 12 mai 1897, D. P. 1897.2.414. Trib. Civ. Toulouse 17 janvier 1906, D. P. 1906.5.64. Bordeaux 14 mai 1907, S. 1909.2.221. Crim. 20 février 1863, D. P. 1864.1.99, et le rapport du conseiller NOUGUIER. Crim. 21 février 1919, *Bull. Crim.* n° 54. Crim. 15 décembre 1923, S. 1926.1.331. Voir de même Cass. Belgique 17 mars 1881, S. Ref.

(26) L'action est refusée lorsque le demandeur ne justifie pas d'un préjudice certain. V. Trib. Civ. Lyon 11 juin 1892, S. Ref. Toulouse 17 avril 1902, S. 1905.2.8. Paris 10 février 1933, D. H. 1933.290.

(27) Crim. 15 décembre 1923, *loc. cit.* Trib. de Toulouse 17 janvier 1906, *loc. cit.* Dijon 12 mai 1897, *loc. cit.*

et accorde la réparation à toute personne qui justifie d'un dommage certain <sup>(28)</sup>.

Le cas de l'arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 20 février 1863 est discutable. Cet arrêt admet l'action des frères de la victime en fondant sa décision sur le fait que l'article 1382 ne limite en rien la nature du lien. Mais si, d'autre part, on consulte le rapport du conseiller NOUGUIER qui précède l'arrêt <sup>(29)</sup> on remarque que celui-ci envisage, d'une manière particulière, le droit à la réparation appartenant aux collatéraux : le conseiller NOUGUIER reconnaît l'existence d'un lien d'obligation entre frères, qui prend sa source dans la nature. Si la mort d'une personne interrompt les avantages qu'elle assurait à son frère, celui-ci pourra demander une indemnité à l'auteur de la mort, parce qu'il a subi la lésion d'un droit ayant sa source dans un lien légal. La lecture de ce rapport nous fait supposer que l'arrêt de la Cour, tout en écartant la nécessité de justifier d'un lien entraînant une obligation alimentaire, ne dispense pas de prouver l'existence d'un lien quelconque ayant une valeur légale <sup>(30)</sup>.

La Cour de Cassation semble par cela même repousser l'interprétation extensive de l'article 1382 du Code Civil qui consacre le préjudice issu d'une situation extralégale.

L'étude des droits des parents collatéraux ne peut pas être close sans que l'on se demande quelle est l'éten-

---

(28) Sur le principe, voir la thèse extensive, *supra*, page 25 et suiv., et la critique, page 25 et suiv.

(29) Voir l'arrêt, *loc. cit.*, et le rapport.

(30) Voir *supra*, page 48.

due du jeu de l'obligation naturelle de secours et d'assistance entre parents collatéraux. Tous les parents pourront-ils l'invoquer à leur profit? La question est assez délicate. Tout d'abord, il est évident que ne peuvent pas être admis tous les parents collatéraux à quelque degré que ce soit. On verrait affluer une quantité infinie de personnes qui viendraient invoquer à l'appui de leurs droits une obligation naturelle. Si on ne gardait pas la mesure, on serait finalement obligé d'accorder l'indemnité à toute une partie de la société dont les membres se croiraient membres d'une seule famille. C'est pourquoi, bien que la détermination d'un critérium soit difficile, la nécessité d'une limite s'impose.

Pour arriver à cette limite, on pourrait, sans courir le danger de s'engager dans l'arbitraire, suivre une idée exprimée par le conseiller NOUGUIER dans son rapport précédant l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 février 1863. Le conseiller NOUGUIER est le premier qui reconnaît au profit des parents collatéraux un droit découlant de l'obligation naturelle existant entre eux. Et, ici, l'éminent rapporteur remarque avec extrême justesse que le fait d'une obligation naturelle de secours et d'assistance découlant de la communauté de sang est indéniable du moment où cette communauté entraîne une conséquence fondamentale consacrée par la loi positive : celle-ci attache à la parenté collatérale le droit d'hérédité<sup>(31)</sup>.

Or, nous savons que, d'après la loi, le droit d'hérédité n'existe que jusqu'à une certaine limite. Cette limite est

---

(31) Voir le rapport, *loc. cit.*

fixée au sixième et, dans certaines circonstances, au delà du sixième degré<sup>(32)</sup>. Le législateur a jugé qu'au delà de cette limite, la communauté de sang est trop faible pour justifier une solidarité se traduisant par le droit de successibilité.

Ne pourrions-nous pas adopter le critérium dicté par le législateur? Rien ne s'y oppose. En effet, pour tracer cette limite indispensable, on pourra décider, de même qu'il a été fait pour la succession *ab intestat*, qu'au delà du sixième degré<sup>(33)</sup> l'éloignement de parenté suppose une communauté de sang tellement faible qu'elle est inefficace pour donner naissance à une obligation naturelle pouvant produire un effet de droit. En dehors de cette limite, les parents collatéraux seront assimilés aux tiers étrangers et traités comme tels.

#### b) DOMMAGE MORAL

Certains arrêts ont refusé aux parents collatéraux l'action en réparation du dommage moral. Ils ont motivé leur refus par le fait qu'il n'existe pas d'obligation alimentaire entre ces parents; le dommage moral ne peut être envisagé que s'il double le dommage matériel basé sur un droit acquis<sup>(34)</sup>. Cette conception conduit logiquement à la négation du dommage moral<sup>(35)</sup>.

---

(32) Article 755 du Code Civil, alinéa 1<sup>er</sup>.

(33) Sauf le tempérament prévu dans l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 755 du Code Civil.

(34) Rouen 24 février 1894, cité. Douai 23 janvier 1899, cité. Caen 20 juin 1923, S. 1924.2.127. Voir de même Charleroi 15 avril 1931, D. P. 1931.4.21.

(35) Voir *supra*, page 17.

Le dommage moral est un fait séparé, apprécié indépendamment de tout dommage matériel; il résulte de la douleur qu'on éprouve après la mort d'une personne que l'on a aimée. Celui qui la subit aura droit à une indemnité, du moment où il existe un lien de parenté entre la personne qui l'invoque et le défunt. La loi protège les affections qui découlent de la parenté<sup>(36)</sup>.

La douleur des parents collatéraux sera par conséquent prise en considération par les tribunaux. Ils obtiendront l'indemnité toutes les fois qu'ils auront justifié d'un préjudice moral certain<sup>(37)</sup>. Ainsi la jurisprudence du xx<sup>e</sup> siècle accorde presque toujours la réparation de l'atteinte aux affections d'un parent collatéral<sup>(38)</sup>.

### III. — Alliés

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

En étudiant l'action en réparation intentée par les alliés de la victime de l'accident, nous ferons abstraction des alliés qui peuvent invoquer l'obligation alimen-

---

(36) Voir *supra*, page 37 et suiv. et page 56.

(37) Douai 29 janvier 1929, *Rec. Douai* 1929.134. Toulouse 17 avril 1902, cité. Les deux cas admettent en principe la réparation du dommage moral invoqué par les parents collatéraux, mais, en l'espèce, ils la refusent puisque les circonstances révèlent un dommage incertain.

(38) Bourges 16 décembre 1872, cité. Dijon 12 mai 1897, cité. Toulouse 17 avril 1902, cité. Trib. Civ. Toulouse 17 janvier 1906, cité. Douai 2 mars 1926, *Rec. Douai* 1926.102. Lyon 26 novembre 1927, *Mon. jud. Lyon* 22 juin 1928. Douai 29 janvier 1929, cité. Paris 10 février 1933, D. H. 1933.290. Crim. 15 décembre 1923, cité. Voir de même Cass. Belgique 17 mars 1881, cité.

Certains des arrêts cités : Bourges 16 décembre 1872 ; Trib. Civ.

taire légale <sup>(39)</sup>. Leur action ne diffère alors nullement de celle des parents en ligne directe <sup>(40)</sup>.

Nous envisagerons exclusivement le cas où l'action en réparation du dommage matériel est intentée par un allié qui n'est pas muni d'une action en justice pour obtenir les avantages de la personne qui les lui assure <sup>(41)</sup>.

Le droit de l'allié à la réparation du préjudice subi semble au premier abord plus faible que celui d'un parent collatéral : ce dernier pourra toujours invoquer le lien de sang qui existe entre lui et la victime ; les avantages qu'il obtenait par exemple de son frère s'expliqueront par l'exécution d'une obligation naturelle qui a pris origine dans ce lien de sang. Quant à l'allié, sa situation est différente : il ne peut appuyer sa demande sur aucune obligation découlant de la communauté de sang ; celle-ci n'existe pas.

Mais l'allié est-il un simple étranger ? Nous ne saurions le prétendre. L'affinité que produit l'alliance rapproche les alliés, qui deviennent membre d'une communauté familiale. Ce rapprochement entre alliés leur en-

---

Toulouse 17 janvier 1906 ; Lyon 26 novembre 1927, et Crim. 15 décembre 1923, accordent l'indemnité aux parents collatéraux en vertu de la thèse extensive étudiée *supra*, page 25. Les autres arrêts admettent l'action en réparation en vertu du « droit à l'affection » qui prend sa naissance dans la parenté. Voir *supra*, page 37. Cette tendance a été définitivement consacrée dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 février 1931 et dans le fameux rapport du conseiller PILON.

(39) L'art. 206 du Code Civil dit : « Les gendres et belles-filles doivent également et dans les mêmes circonstances des aliments à leurs beau-père et belle-mère... » ; d'autre part, l'art. 207 dit : « Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques ».

(40) Voir *supra*, page 58.

(41) Belles-sœurs et beaux-frères (sœurs et frères du conjoint de la victime).

lève le caractère d'étrangers et établit entre eux un lien consacré par les mœurs <sup>(42)</sup>, lequel ne saurait être réprouvé <sup>(43)</sup>. Ce lien crée nécessairement une obligation naturelle d'assistance et de secours. Si un individu accueille et entretient son allié, il reconnaît et exécute l'obligation naturelle qui pèse sur lui. Par conséquent, après sa mort, l'allié pourra demander à l'auteur la réparation de la lésion d'un droit qui a eu pour base un lien légal.

La jurisprudence ne refuse pas les dommages-intérêts aux alliés <sup>(44)</sup> qui invoquent un préjudice matériel certain <sup>(45)</sup>.

Nous avons vu, en étudiant le cas des parents collatéraux, qu'il était indispensable de tracer le cercle des personnes entre lesquelles l'obligation naturelle génératrice de droits était susceptible de produire un effet.

---

(42) Voir la note de M. ESMEIN sous Req. 10 avril 1922, *loc. cit.*

(43) Voir la note de M. ROUX sous Crim. 26 novembre 1926, *loc. cit.*

(44) La jurisprudence a alloué la première fois des dommages-intérêts pour le préjudice matériel, dans l'arrêt de la Chambre Criminelle du 28 février 1930, S. 1931.1.145. L'arrêt accorde l'indemnité à la belle-sœur, parce qu'il constate que les avantages qu'elle obtenait de son beau-frère étaient durables et continus, donc le préjudice était actuel et certain. On en déduit que l'arrêt fonde sa décision non sur l'existence d'un lien légal entre alliés, mais sur l'interprétation extensive de l'article 1382 C. Civ. d'après lequel toute personne, même un étranger, peut obtenir l'indemnité du moment qu'elle établit l'existence d'un intérêt actuel et certain. Quant au suivant arrêt de la Chambre Criminelle, celui du 31 octobre 1930 (D. H. 1930.5.72), il alloue des dommages-intérêts à la belle-sœur non seulement parce qu'un préjudice certain a été établi, mais parce que le lien d'alliance a été constaté. Nous voyons par conséquent que le deuxième arrêt se rapproche de notre thèse en tant qu'il reconnaît le droit de l'allié ayant pour base « un lien ».

(45) Le droit de l'allié à la réparation du préjudice matériel a été consacré implicitement dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 avril 1922, D. P. 1923.1.52. L'arrêt admet seulement le préjudice moral de l'allié, et refuse la réparation du dommage matériel parce que, en l'espèce, il était incertain.

Le cas des alliés demande aussi la fixation d'une certaine limite. Celle-ci est pourtant très difficile à trouver, puisque dans la question qui nous intéresse la loi ne nous indique aucun point de repère possible, comme elle l'a fait pour les parents collatéraux <sup>(46)</sup>.

Les droits des alliés à une obligation naturelle prennent leur naissance dans les mœurs qui leur confèrent la qualité de membres de la famille. C'est donc aux mœurs que devrait incomber la tâche de tracer la limite au delà de laquelle les alliés ne pourraient plus se prévaloir de leur qualité de parents. Mais comment arriver à discerner ce cercle sans courir le risque de s'engager dans des jugements arbitraires? Pour cela, nous devons nous borner à suivre l'esprit de la jurisprudence. Nous devons considérer comme décisif l'arrêt de la Chambre Criminelle du 31 octobre 1930 <sup>(47)</sup>, comme étant celui qui a reconnu un droit de l'allié découlant de l'affinité. Or, l'arrêt en question a accordé l'indemnité à la belle-sœur du défunt. Nous en déduisons que la Cour a admis que l'affinité ne produira son effet que par rapport aux frères et sœurs du conjoint de la victime. Nous n'avons pas de décisions de la jurisprudence se prononçant sur le cas des alliés plus éloignés, mais nous croyons que, le cas échéant, les juges qui se seraient guidés par les principes adoptés par notre thèse auraient statué dans la négative, car il paraît impossible d'étendre l'effet de l'obligation naturelle de secours et d'assistance aux alliés des degrés plus éloignés.

---

(46) Voir *supra*, page 68 et suiv.

(47) *Loc. cit.*

## b) DOMMAGE MORAL

Le droit des alliés à la réparation du dommage moral a été consacré dans le projet du Code franco-italien des obligations et contrats <sup>(48)</sup>. On ne peut pas leur refuser l'indemnité pour l'atteinte aux affections, de même qu'on ne pouvait pas leur refuser la réparation du préjudice matériel.

Dans l'ordre du dommage moral, l'alliance qui introduit les alliés dans le cercle de la communauté familiale créée à leur profit un véritable « droit à l'affection » qui donnera le droit à réparation, du moment où il sera lésé par la mort d'un allié <sup>(49)</sup>.

La jurisprudence, qui a admis ce droit pour la première fois dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 10 avril 1922 <sup>(50)</sup>, l'a consacré depuis d'une manière définitive, dans ses décisions postérieures <sup>(51)</sup>.

### IV. — Parents naturels dont le lien n'a pas été légalement constaté, parents incestueux et adultérins

Les partisans de la théorie restrictive du droit acquis <sup>(52)</sup> ont l'habitude de ne voir aucune différence entre ces trois catégories de demandeurs. Leur situation

---

(48) L'art. 84 du §3 dit : « Le juge peut allouer une indemnité aux parents *alliés* et au conjoint pour réparer la douleur ».

(49) Voir *supra*, page 37 et suiv., et page 56.

(50) D. P. 1923.1.52.

(51) Trib. de Clermont 22 juillet 1930, *Gaz. Trib.* 9 mai 1931. Crim. 31 octobre 1930, cité. Civ. 13 février 1923, D. P. 1923.1.53. Voir de même le rapport du conseiller PILON, Req. 2 février 1931, cité.

(52) Voir *supra*, page 34 et suiv.

serait dans les trois cas identique à celle des personnes qui ne justifient d'aucun droit acquis vis-à-vis de la victime de l'accident mortel. Si la mort de leur parent leur cause un préjudice, ils ne se verront jamais protégés par la loi.

Il nous semble cependant que ce raisonnement introduit une certaine confusion entre les situations des trois catégories de demandeurs qui ne sont pas absolument identiques, et tend, d'autre part, à effacer certaines différences fondamentales qui influent sur le succès ou sur l'échec de l'action en réparation intentée par chacun d'eux.

Ces considérations nous conduisent à la nécessité d'étudier séparément l'action intentée par un parent naturel dont le lien n'a pas été constaté légalement, celle intentée par un parent incestueux et celle d'un parent adultérin. Cette distinction nous permettra de voir les différences dans chacun des cas particuliers et les conséquences qu'elles vont entraîner.

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

##### 1. *Parents naturels*

L'enfant naturel dont la filiation n'est pas légalement établie n'a pas les mêmes droits qu'un enfant naturel reconnu : il n'acquiert pas le droit au nom ni à la succession de ses père et mère. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il soit pour eux un simple étranger. Le fait même de sa naissance crée à la charge de ses auteurs l'obligation de l'élever et de l'entretenir. Cette obligation est

une conséquence directe de sa filiation, elle est dictée par le droit de la nature<sup>(53)</sup> et par la conscience. Le père qui s'engage à entretenir son enfant naturel qu'il n'a pas reconnu remplit un devoir d'honneur et de conscience; s'il l'entretient, il exécute une obligation naturelle<sup>(54)</sup> et il ne sera pas recevable à rétracter son engagement en alléguant le défaut de lien constaté légalement<sup>(55)</sup>.

La constatation légale de la filiation naturelle suppose une série de conditions strictement déterminées par la loi. La reconnaissance volontaire exige une forme spéciale; elle doit être faite par acte authentique. Quant à la reconnaissance forcée de la filiation naturelle, celle-ci exige que l'on remplisse des conditions assez difficiles. La loi du 16 novembre 1912, qui est venue modifier l'article 340 du Code Civil sur l'interdiction de la recherche de la paternité, admet celle-ci dans un nombre de cas très limité; en plus, l'action doit être intentée dans des délais très courts<sup>(56)</sup>. Un enfant peut se voir refuser les avantages de la filiation naturelle légalement constatée, soit parce que sa reconnaissance a été faite sous seing privé, soit parce qu'il rapporte une preuve de filiation, laquelle, si irréfutable qu'elle soit morale-

---

(53) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n° 288. Paris 18 février 1910, S. 1910.2.220. Aix 5 avril 1913, S. 1913.2.313, et la note de M. NAQUET.

(54) Avant la modification de l'article 340 C. Civ. par la loi du 16 novembre 1912, qui a admis la recherche de la paternité, la jurisprudence reconnaît une obligation naturelle d'entretenir son enfant pesant sur le père. V. Req. 27 mai 1862, S. 1862.1.566. Req. 15 janvier 1873, S. 1873.1.29. Req. 20 avril 1912, S. 1913.1.214. Angers 11 août 1871, S. 1872.2.128.

(55) Aix 5 avril 1913, S. 1913.2.313, et la note de M. NAQUET.

(56) Voir l'article 340 du C. Civ. modifié.

ment, n'entre pas dans les cas prévus par la loi du 16 novembre 1912. D'autre part, tout en justifiant d'un des cas prévus par ladite loi, il peut avoir intenté l'action après l'expiration des délais prévus.

Les dispositions légales en matière de reconnaissance de la filiation naturelle justifient leur sévérité par la nécessité d'agir avec la plus grande circonspection lorsqu'il s'agit d'établir au profit de quelqu'un un lien qui aura comme conséquence, pour celui qui l'aura allégué, l'attribution du nom et de la succession d'un tiers. Mais cette sévérité n'entrera plus en jeu toutes les fois que l'enfant aura rapporté la preuve de sa filiation dans le but unique de créer à son profit une obligation alimentaire. Celle-ci naîtra en effet au moment où la parenté aura été constatée, sans qu'il soit nécessaire d'observer toutes les rigueurs mentionnées (57). De même, le père qui, après avoir négligé de reconnaître son enfant, ou après l'avoir reconnu dans un acte nul pour inobservation des formes, se charge de son entretien, exécute une obligation naturelle (58).

Par conséquent, l'enfant non reconnu, à qui la mort accidentelle de son père cause une préjudice en le privant de sa pension alimentaire, aura pleinement le droit de demander la réparation du dommage matériel à l'auteur de l'accident. Il ne se verra pas opposer, tel un simple étranger, l'existence d'un intérêt dépourvu de valeur légale; il lui suffira de rapporter la preuve de sa

---

(57) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n<sup>os</sup> 285 et s., et la note de M. NAQUET sous Aix 5 avril 1913, cité.

(58) Voir la note sous Req. 10 avril 1912, cité, et la note de M. NAQUET, *loc. cit.*

filiation et celle des prestations régulièrement servies par son père, preuves régies par le droit commun, pour alléguer la lésion d'un droit découlant de l'interruption de l'exécution d'une obligation naturelle dont il était titulaire.

La jurisprudence n'a pas été toujours unanime sur ce point. Nous ne saurions nullement approuver la décision de la Cour de Cassation qui, après une série d'arrêts<sup>(59)</sup> constatant l'existence d'une obligation naturelle au profit d'un enfant naturel non reconnu, lui refuse, dans l'arrêt de sa Chambre Criminelle du 7 février 1913, l'action en réparation à cause du manque de lien légal<sup>(60)</sup>.

Le même raisonnement sera appliqué dans le cas où ce seront les ascendants qui demanderont la réparation du dommage que leur cause la mort du descendant<sup>(61)</sup>. Néanmoins, on devra refuser l'action aux père et mère de l'enfant non reconnu, si le défaut de reconnaissance est dû à leur faute, c'est-à-dire à une négligence ou à la mauvaise foi. Ils se verront alors opposer l'adage : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* ».

## 2. Parents incestueux

La reconnaissance d'un enfant issu d'un commerce incestueux est en général interdite<sup>(62)</sup>. Cependant, d'après certaines opinions, cette parenté sera judiciai-

---

(59) Voir la note 30, page 67, et la note 34, page 69.

(60) D. P. 1913.1.373.

(61) Au cas des père et mère naturels, nous entendons assimiler le cas des grands-parents naturels, dont l'action devra être admise. Voir Nîmes 3 avril 1933, D. H. 1933.389.

(62) Voir l'article 335 du Code Civil.

rement établie dans une circonstance exceptionnelle : cela va se passer en cas d'annulation pour inceste du mariage non putatif<sup>(63)</sup>. Cette constatation produit alors certains effets : elle accorde à l'enfant un droit aux aliments<sup>(64)</sup> qui découle du fait même de la filiation<sup>(65)</sup>. C'est une exigence du droit naturel.

Par conséquent, si l'enfant perd ses aliments à la suite de l'accident mortel survenu à son père ou à sa mère qui l'entretenait, il obtiendra facilement la réparation du préjudice, en alléguant la lésion d'un véritable *droit acquis*.

Mais si, en dehors du cas exceptionnel où la constatation légale de la filiation incestueuse est possible, l'action est intentée par l'enfant, sa situation sera plus compliquée. On pourra lui opposer l'article soit 335 du Code Civil qui interdit de régulariser l'état de cet enfant par une reconnaissance émanant de ses parents, soit l'article 342 interdisant à l'enfant la recherche de la paternité ou de la maternité incestueuse. Néanmoins, de même que nous l'avons vu dans le cas de l'enfant naturel non reconnu, les prescriptions légales tendant à rendre difficile ou impossible l'établissement officiel de la parenté s'écartent du moment où il s'agit simplement d'accorder à l'enfant un droit aux aliments<sup>(66)</sup>. Celui-ci

---

(63) Voir la note de M. LALOU sous Crim. 26 novembre 1926, D. P. 1927.1.73. Trib. Civ. Seine 13 janvier 1928, *Gaz. Pal.* 1928.1.412. *Contra* : COLIN et CAPITANT, *Droit Civ. français*, 7<sup>e</sup> éd., t. I, n° 353.

(64) Voir la note de M. LALOU sous Crim. 26 novembre 1926, *loc. cit.* Trib. Civ. Seine 13 janvier 1928, *loc. cit.*

(65) Il faut remarquer que, par exception, ce droit n'est pas réciproque : une faute aussi grave que l'inceste ne peut pas créer de droit au profit de celui qui l'a commise.

(66) Voir *supra*, page 77.

découle directement du fait même de la parenté. Il est dicté par le droit de la nature qui ordonne d'élever et d'entretenir les enfants qu'on a mis au monde. Rien ne s'oppose par conséquent à ce que l'enfant incestueux, poursuivant l'obtention de la réparation pour la perte des aliments qui lui étaient fournis par ses père et mère, prouve par tous moyens le fait de sa filiation, génératrice de son droit. Dès lors, l'auteur de l'accident qui a entraîné la mort du parent devra être condamné pour avoir porté atteinte à un intérêt certain ayant pour base un lien légal <sup>(67)</sup>.

Il faut remarquer que, dans le cas où l'enfant se serait trouvé dans l'impossibilité matérielle de prouver le lien de filiation incestueuse avec la victime de l'accident, il pourrait quand même obtenir gain de cause en établissant devant le tribunal un lien différent l'unissant à la victime, qui serait aussi susceptible de justifier aux yeux de la loi l'allocation des dommages-intérêts.

Prenons un cas concret : un enfant est issu du commerce entre un frère et une sœur ; sa filiation est par conséquent incestueuse. L'enfant, étant reconnu par la mère, est élevé et entretenu par son père qui, un jour, est victime d'un accident mortel. Cet enfant pourra-t-il alléguer un lien légal différent de celui de parenté incestueuse qui fasse réparer le dommage qu'il subit ? Or, le père de l'enfant était en même temps son oncle, puisqu'il était le frère de sa mère. Le demandeur pourra prétendre alors qu'il était élevé et entretenu non par son père incestueux, mais par son oncle qui exécutait à son

---

(67) Voir dans ce sens MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n° 288.

égard une obligation naturelle dérivant de la parenté collatérale <sup>(68)</sup>. Dans cette hypothèse, nous ne voyons aucune raison de refuser les dommages-intérêts à l'enfant <sup>(69)</sup>.

### 3. *Parents adultérins*

De même que la reconnaissance de la filiation incestueuse, celle de la filiation adultérine est interdite par la loi <sup>(70)</sup>.

On trouve cependant deux circonstances exceptionnelles où cette filiation est constatée: ceci se produit dans le cas de désaveu et, d'après certaines opinions, en cas de nullité pour bigamie du mariage non putatif <sup>(71)</sup>.

Les conséquences de cette constatation sont les mêmes que celles que nous avons rencontrées dans la situation de l'enfant incestueux: elle lui accorde un droit aux aliments <sup>(72)</sup>. Si, par conséquent, l'enfant adultérin est privé de subsides par la mort de son père ou de sa mère qui les lui fournissait, il aura droit aux dommages-intérêts <sup>(73)</sup>.

Le cas est tout différent si l'action est intentée par un enfant adultérin dont la filiation n'est pas établie. La situation de cet enfant est exactement la même que celle

---

(68) Son cas se confond alors avec celui où l'action est intentée par un parent collatéral. Voir *supra*, page 64 et suiv.

(69) La jurisprudence n'enregistre pas de cas où l'action soit intentée par un enfant incestueux. Ce silence nous fait supposer que si un enfant incestueux avait intenté une action en réparation, il avait allégué sa situation de parent collatéral.

(70) Article 335 du Code Civil. V. de même l'article 342.

(71) Voir la note 62, page 78.

(72) Voir les notes 63 et 64, page 79.

(73) Voir *supra*, page 78.

de l'enfant incestueux. L'enfant adultérin ne peut pas justifier d'un lien légal *stricto sensu*, mais, par ailleurs, il devra être admis, en vue d'obtenir la réparation, à prouver le fait de sa filiation. Dès lors, il pourra démontrer que les subsides qu'il recevait de la victime de l'accident lui étaient dus en vertu d'une obligation, sinon civile, du moins naturelle <sup>(74)</sup>, et que leur interruption provoquée par la faute de l'auteur de l'accident constitue la lésion d'un intérêt ayant pour base un lien légal.

L'attitude de la jurisprudence vis-à-vis de l'enfant adultérin n'est pas homogène. Certaines décisions admettent son action en reconnaissant à son profit un droit basé sur une obligation naturelle dont il est le titulaire <sup>(75)</sup>, d'autres l'admettent en vertu de la règle d'après laquelle l'article 1382 ne tiendrait pas compte du lien existant entre le demandeur et la victime <sup>(76)</sup> ; d'autres, enfin, déboutent l'enfant pour manque de droit acquis <sup>(77)</sup>.

## b) DOMMAGE MORAL

### 1. *Parents naturels*

Le lien de la filiation naturelle, même non constatée dans les conditions prescrites par la loi, donne lieu à une affection réciproque entre les père et mère et l'en-

---

(74) Voir *supra*, page 79, et MAZEAUD, *op. cit.*, n° 288. La recevabilité de l'enfant adultérin a été pourtant critiquée : voir DEMOGUE, *Traité des obligations en général*, t. IV, n° 129, et la note de M. SAVATIER, D. P. 1924.2.145.

(75) Paris 18 février 1910, S. 1910.2.221. Aix 5 avril 1913, S. 1913.2.313.

(76) Trib. Corr. Seine 19 décembre 1926, D. P. 1927.2.55. Trib. Corr. Marseille 26 mai 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.146. Crim. 10 janvier 1929, S. 4.

(77) Rennes 26 mai 1926, S. 1926.2.120.

fant. Cette affection, ayant pour base le lien de parenté, sera protégée toutes les fois que l'enfant, après avoir établi le lien de parenté avec la victime de l'accident, aura invoqué la douleur que lui cause la mort de son parent.

Si l'atteinte aux affections est alléguée par le père ou la mère de l'enfant, nous devons distinguer, ainsi que nous l'avons fait pour la réparation du dommage matériel, deux cas, suivant que le défaut de reconnaissance de la part de l'ascendant est dû à sa négligence ou à sa mauvaise foi, ou s'il est la conséquence d'une abstention de bonne foi<sup>(78)</sup>. Seul, dans le deuxième cas, l'ascendant pourra obtenir la réparation du dommage moral<sup>(79)</sup>, du moment où la certitude de ce dommage aura été prouvée<sup>(80)</sup>.

## 2. Parents incestueux<sup>(81)</sup>

Nous avons vu que les prohibitions contenues dans les articles 335 et 342 du Code Civil ne mettaient pas obstacle à la preuve du fait de la filiation incestueuse justifiant l'allocation d'une indemnité pour le dommage matériel subi par l'enfant<sup>(82)</sup>.

---

(78) Voir *supra*, page 78.

(79) Voir *supra*, page 83, et la note 78.

(80) La certitude du dommage moral sera constatée lorsque le demandeur aura prouvé l'existence d'une cohésion familiale suffisante, qui soit susceptible de créer une véritable affection.

(81) Nous laisserons de côté les parents dont la parenté incestueuse a été constatée en justice. Dans ce cas, les enfants auront facilement le droit à la réparation du dommage moral.

Quant aux père et mère, ce droit leur sera refusé ; la faute qu'ils ont commise ne peut pas tourner à leur profit.

(82) Voir *supra*, page 79, note 66.

Dans l'ordre du dommage moral, nous devons appliquer la même règle. La filiation incestueuse peut donner naissance à une affection devant être protégée. Du moment où cette affection a été jugée certaine, l'atteinte qui lui est portée par la mort du père ou de la mère constitue pour l'enfant un dommage moral formant la base de la condamnation de l'auteur de l'accident.

D'autre part, de même que dans l'hypothèse du dommage matériel, l'enfant incestueux pourra se prévaloir, afin d'obtenir une indemnité, d'une atteinte aux affections ayant leur source dans la parenté collatérale<sup>(83)</sup>.

### 3. *Parents adultérins* <sup>(84)</sup>

En ce qui concerne le dommage moral subi par l'enfant adultérin, nous devons appliquer le même raisonnement que celui que nous avons développé au sujet des enfants naturels non reconnus<sup>(85)</sup> et des enfants incestueux<sup>(86)</sup>.

## § 2. — TIERS

La mort d'un homme porte préjudice à un grand nombre de personnes : avant tout en souffriront certains parents et certains alliés ; le dommage peut atteindre aussi des personnes qui se trouvent en dehors de la fa-

---

(83) Voir *supra*, page 80, note 67.

(84) Comme *supra*, note 81.

(85) Voir *supra*, page 82 et suiv.

(86) Voir *supra*, pages 83, 2<sup>e</sup> alinéa, et 84, 1<sup>er</sup> alinéa.

La réparation du dommage moral a été pourtant refusée : Rennes 26 mai 1926, cité.

mille: on verra souvent des étrangers qui viendront se plaindre de ce que le décès de la victime d'un accident mortel a eu comme conséquence leur appauvrissement ou une atteinte à leurs affections. Le dommage qu'ils subissent pourra-t-il donner base à l'allocation de dommages-intérêts?

Nous essaierons de voir si un dommage que la mort accidentelle cause à un tiers est susceptible de lui donner une action en réparation. En premier lieu, on examinera le cas de la fiancée et celui de la concubine, qui supposent une série d'opinions et de thèses contradictoires, et ensuite, après avoir trouvé le critère, on tâchera de l'appliquer dans l'hypothèse où l'action en réparation est intentée par un tiers quelconque: un créancier, un fournisseur de la victime, une personne secourue, etc...

## **I. — Fiancée**

### **a) DOMMAGE MATÉRIEL**

Avant de résoudre la question de savoir si la fiancée est admise à demander la réparation du dommage matériel que lui cause la mort de son fiancé, nous devons préciser en quoi consiste le dommage matériel qu'elle invoquera.

On ne peut pas admettre un préjudice qui résulte pour elle de la perte d'une situation avantageuse qu'elle espérait tirer de son futur mariage. Ce préjudice est

incertain, car à tout moment une nouvelle union peut l'effacer en partie ou en entier <sup>(87)</sup>.

Par contre, la fiancée pourra démontrer sans peine que la mort de son fiancé lui a causé un dommage matériel bien actuel et bien certain : il découle des frais qu'elle a engagés en vue de son mariage (achat de mobilier, de trousseau, avances de frais de noce, etc.), et qui désormais deviennent inutiles <sup>(88)</sup>. La réalité de ce dommage est indéniable, et si l'on arrive à accorder à la fiancée un droit à réparation, c'est exclusivement ce dommage qui entrera en ligne de compte pour calculer le montant de l'indemnité.

Mais alors surgit la question fondamentale : la fiancée aura-t-elle une action en réparation après la mort de son fiancé ?

En France, les fiançailles ne produisent pas l'effet d'une obligation civile <sup>(89)</sup>, elles n'obligent pas les parties à contracter mariage, et leur rupture, en principe, n'est pas génératrice de responsabilité civile chez celui qui l'a provoquée.

Néanmoins, la doctrine <sup>(90)</sup> et la jurisprudence sont d'accord sur le point qu'un projet de mariage engage la responsabilité de la partie qui l'abandonne d'une manière abusive <sup>(91)</sup>.

---

(87) Voir la note de M. MARTY sous Crim. 28 février 1930, cité. Bruxelles 14 novembre 1928, S. 1929.4.16.

(88) Voir la note citée de M. MARTY, LALOU, *La responsabilité civile*, 2<sup>e</sup> éd., n° 170.

(89) En droit allemand, les fiançailles ont un caractère contractuel.

(90) LALOU, *op. cit.*, 1<sup>re</sup> éd., n° 280. Voir la note de M. VOIRIN n° 280. Voir la note de M. VOIRIN sous Dijon 7 février 1928, D. P. 1928.2.169. La note citée de M. MARTY, la note A. C. sous Civ. 2 mars 1926, D. P. 1927.1.67.

(91) Dijon 7 février 1928, D. P. 1928.2.169, et la note de M. VOIRIN. Req. 5 mars 1838, S. Ref. Req. 16 janvier 1877, S. Ref. Req. 12 novembre 1901, S. 1902.1.237, et la note. Civ. 2 mars 1926, *Gaz. Pal.* 1926.2.24.

On pourrait essayer de se baser sur ces décisions pour justifier la demande de la fiancée après la rupture de la promesse de mariage qui accompagne le décès de son fiancé. Mais, ici, on va se heurter à une difficulté qui découle nécessairement de la condition *sine qua non* de la responsabilité civile en cas de rupture des fiançailles. La promesse de mariage n'étant pas une convention légale, ne lie pas la volonté des parties et la résiliation unilatérale ne donne pas droit aux dommages-intérêts. Ce qui donne naissance à la responsabilité civile, c'est le délit qui surgit par le fait d'une rupture abusive. Ce délit est distinct de l'entente des parties; il est générateur d'une responsabilité extra-contractuelle lorsque, ayant sa source dans la faute de celui qui le commet, il entraîne un dommage <sup>(92)</sup>.

Il conviendra de qualifier d'abusives la rupture des fiançailles, lorsque le fiancé l'a provoquée par pur caprice, sans alléguer une raison plausible.

L'abandon de la promesse de mariage peut causer alors à la partie délaissée un dommage matériel <sup>(93)</sup> ou moral <sup>(94)</sup> que l'auteur du délit devra réparer <sup>(95)</sup>.

---

(92) Cette opinion est reconnue à l'unanimité par la doctrine et la jurisprudence qui accordent des dommages-intérêts à la fiancée abandonnée. Voir *supra*, page 86, les notes 90 et 91.

(93) Le dommage matériel résultera des dépenses faites en vue du mariage, qui deviennent désormais inutiles.

(94) Le dommage moral résultera de l'atteinte à l'honneur et à la considération de la jeune fille, et des soupçons injurieux que la rupture des fiançailles peut provoquer. V. LALOU, *op. cit.*, n° 280.

(95) Le cas mentionné n'est pas le seul où une faute engendre un droit que la convention n'est pas susceptible d'engendrer : certaines fautes conjugales justifient entre époux la séparation de fait que ne saurait légitimer une convention ; les femmes mariées et les mineurs s'obligent par leurs délits, bien qu'ils ne puissent pas s'obliger par contrat. V. la note de M. VOIRIN sous Dijon 7 février 1928, cité.

Ces observations font voir clairement qu'il est impossible d'appliquer les règles qui déterminent la responsabilité pesant sur le fiancé anéantissant abusivement le projet de mariage, au cas où cette rupture serait due à la mort du fiancé causée par la faute d'un tiers. Le délit du fiancé qui engendre sa responsabilité découle de sa qualité de fiancé, qui s'est engagé sans réflexion vis-à-vis de l'autre partie en assurant qu'il allait l'épouser. Si un jour le projet de mariage n'est pas dans ses convenances, il peut l'abandonner, mais alors il fera voir l'imprudence qu'il a commise en s'engageant à la légère, en créant pour la fiancée une « possession d'état » dont la rupture injustifiée révélera une faute<sup>(96)</sup>. L'idée de faute est alors inséparable de celle des fiançailles; elle naît dans les circonstances qui les accompagnent dès le moment de la promesse jusqu'au moment de la rupture. Nous ne saurions imputer la même faute à un tiers, lequel, étranger à l'entente des parties, a provoqué un jour la mort d'un des fiancés. On se trouve ici en présence soit engagée, il faut chercher s'il a causé un dommage en de deux situations qui ne coïncident pas<sup>(97)</sup>.

Pour que la responsabilité de l'auteur de l'accident portant atteinte à un droit issu d'un lien reconnu par la loi. Or, nous avons vu que la promesse de mariage n'a aucun effet en tant qu'obligation civile. Mais cela fait-il supposer que les fiançailles sont un lien dépourvu de toute valeur?

---

(96) Voir la note sous Req. 12 novembre 1901, cité.

(97) Voir dans le même sens la note de M. LALOU sous Assises de la Dordogne 24 mai 1930, D. P. 1930.2.133.

On ne peut pas refuser à la promesse de mariage le caractère d'obligation naturelle de ne pas rompre les fiançailles et de tendre avec bonne foi à la réalisation du mariage <sup>(98)</sup>. Cette obligation naît au moment même de la promesse; sa force augmente avec la durée des fiançailles, et enfin les parties sont plus liées si elles créent l'une à l'autre une « possession d'état de fiancé ».

Si la fiancée engage des frais en vue de son prochain mariage, elle agit en ayant un germe de droit à ce que ses dépenses ne soient pas rendues inutiles par l'anéantissement du projet de mariage. Elle n'a pas d'action pour empêcher la rupture des fiançailles, mais, en cas de résiliation, l'obligation naturelle de réparer le dommage qu'elle subit persiste tout de même.

Lorsque la mort accidentelle du fiancé aura rendu les dépenses inutiles, et que la fiancée aura subi de ce titre un préjudice matériel, elle s'adressera à l'auteur, en exigeant une réparation. Celui-ci pourra lui répondre que ce préjudice aurait pu avoir lieu indépendamment de la mort de son fiancé, si celui-ci provoquait la rupture du lien. Mais alors la fiancée invoquera les circonstances de fait, telles que la durée des fiançailles, la « possession d'état de fiancés », les démarches faites en vue du mariage, qui, dans l'ensemble, feront présumer que, selon toute probabilité, le mariage devait avoir lieu. Ces circonstances augmenteront la chance qu'avait la fiancée, avant l'arrivée de l'accident, de ne pas être lésée. Nous avons vu précédemment que la perte d'une chance de s'enrichir crée, si celle-ci était assez forte, un préjudice

---

(98) La jurisprudence a reconnu ce caractère des fiançailles dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 mars 1838, cité.

certain <sup>(99)</sup>. Inversement, nous pouvons prétendre qu'il résulte un préjudice certain de la perte d'une chance de ne pas s'appauvrir. Ce sera le cas de la fiancée pour laquelle la probabilité du futur mariage était une chance de ne pas se voir appauvrie par des dépenses rendues vaines.

Le dommage que subit la fiancée devra être protégé; il aura pris naissance dans un lien, lequel, sans donner un droit acquis à celui qui en justifie, existe aux yeux de la loi, puisqu'il donne lieu à une obligation naturelle. Or, nous avons vu, au début de notre thèse, que l'article 1382 du Code Civil ne distingue pas la nature du lien entre le demandeur et la victime; il suffit que ce lien existe. En l'espèce, le lien découlant des fiançailles ne sera pas ignoré par la loi: il aura sa protection, étant donné que, bien loin d'être contraire à l'esprit de la loi, il est à la base d'un « avant-contrat » <sup>(100)</sup> qui conduit à la réalisation du mariage.

La jurisprudence française a été appelée une seule fois à statuer sur le cas de la fiancée qui a subi un préjudice par la mort accidentelle de son fiancé: son action a été admise <sup>(101)</sup>.

#### b) DOMMAGE MORAL

La nature du dommage moral subi par la fiancée en cas de rupture des fiançailles est différente selon que la

---

(99) Voir *supra*, page 40, et les notes 41, 42, 43.

(100) M. HÉMARD, dans sa note sous Civ. 2 décembre 1907 et Req. 10 février 1909, S. 1909.1.553, dit que la promesse de mariage, bien qu'elle n'engendre pas l'obligation de se marier, est un « avant-contrat » qui produit certains effets civils.

(101) Assises de la Dordogne 24 mai 1930, D. P. 1930.2.133, et la note de M. LALOU. La jurisprudence belge a statué deux fois sur le cas de la fiancée: Trib. Corr. Liège 8 décembre 1925, écarte l'action; Com. de Bruxelles 14 novembre 1928: admet l'action.

rupture est causée par la volonté unilatérale du fiancé, ou qu'elle est la conséquence de la mort accidentelle du fiancé. Dans le premier cas, le dommage moral pour la jeune fille, c'est l'atteinte à son honneur et à sa considération; dans le deuxième cas, c'est la douleur causée par la perte de son futur mari.

Nous avons vu qu'en cas d'abandon abusif de la promesse de mariage, il y a faute qui engendre la responsabilité de celui qui en est coupable; il en résulte par conséquent l'obligation de réparer le dommage que cette faute a causé à l'autre partie. La réparation s'applique aussi bien au dommage matériel qu'au dommage moral.

En ce qui concerne l'atteinte aux affections de la fiancée après la mort de son futur mari, le dommage moral qu'elle subit donnera-t-il lieu à une action en réparation? Nous avons vu jusqu'ici qu'une douleur est susceptible de donner un droit à la réparation lorsqu'elle suppose la lésion d'un droit à l'affection, lequel prend sa naissance dans le cercle de la famille. Mais, d'autre part, on a donné au mot « famille » un sens très large; il comprend non seulement les personnes unies par un lien de sang, mais il englobe même les alliés qui font partie d'une communauté familiale en vertu d'une habitude consacrée par les mœurs. Comme, d'une part, le dommage moral donnant lieu à réparation est seulement celui qui a pour base un lien de famille; comme, d'autre part, ce lien ne se confond pas absolument avec une communauté de sang, mais suppose une communauté de famille déterminée par les mœurs, il nous semble que pour justifier le dommage moral de la fiancée, en lui enlevant son caractère d'intérêt d'affection issu d'une situation de

fait ignorée par la loi, on pourrait incorporer la fiancée, par une anticipation nullement blâmable, dans le cadre de la communauté qui est sa future famille. C'est à ce moment seulement que la fiancée pourra être fondée à demander en justice la réparation du dommage moral.

Il nous semble que, considérant le but social hautement louable que poursuivent les fiançailles, l'acte d'anticipation que nous avons proposé, constituant une légère déviation du chemin tracé par notre règle générale, n'est ni contraire à l'esprit de la loi, ni à la conscience.

Néanmoins, si nous nous montrons indulgents dans le cas exceptionnel de la fiancée, il faut bien examiner si nous ne nous éloignons pas trop de la réalité. Il faudra par conséquent chercher dans chaque espèce si le lien entre les fiancés est assez fort, assez sérieux pour qu'il soit permis de considérer la fiancée comme un membre « anticipé » de la famille du fiancé. On pourra en juger d'après certaines circonstances, comme par exemple le caractère de l'accord des fiancés, la proximité du mariage, les relations entre la jeune fille et la famille du fiancé, etc., etc...

La jurisprudence française a accordé une indemnité à la fiancée, pour le dommage moral, dans une décision unique, la même qui l'a jugée recevable dans l'action en réparation du dommage matériel <sup>(102)</sup>.

---

(102) Voir *supra* la note 101, page 92.

N.-B. : Il faut remarquer que, dans le cas cité, le dommage moral de la fiancée a été indemnisé en tant que choc entraînant des troubles de santé ; par conséquent, ce n'est pas la douleur par la perte du futur mari qui a fait l'objet de la réparation.

## II. — Concubine

Avec l'étude de l'action de la concubine, nous abordons une question très délicate qui a fait l'objet d'une série de discussions dans la doctrine et qui a trouvé des applications souvent contradictoires dans la jurisprudence.

Le concubinage suppose en général l'union libre entre un homme et une femme, qui, sans contracter un mariage régulier, mènent une vie en commun et se font même passer quelquefois aux yeux des tiers pour des gens mariés.

Leur situation a un caractère extra-légal ; cette union de fait n'entraîne pas les conséquences du mariage : elle ne crée pas à l'égard des parties les mêmes droits et obligations que la loi prévoit au profit et à la charge des époux <sup>(103)</sup>.

On en déduit aisément que les concubins, qui, du point de vue légal, n'ont pris aucun engagement réciproque, peuvent rompre à tout moment leur union sans

---

(103) Le concubinage ne suppose pas le devoir de fidélité, de secours, d'assistance et, en général, tous les droits et les devoirs respectifs des époux prévus par les art. 212 et s. C. Civ. En ce qui concerne les relations patrimoniales entre concubins, ceux-ci ne peuvent pas invoquer une communauté de biens légale. Si les concubins établissent entre eux une communauté de patrimoine, celle-ci va être partagée, après la rupture du concubinage, non d'après les règles qui régissent la communauté de biens légale entre époux, mais suivant les règles de liquidation et de partage prévues pour une simple société de fait. Si la concubine avait fait des apports, elle aura un droit contre son amant en vertu de l'enrichissement sans cause consacré par l'adage : « *locupletio rem neminem fieri cum alterius detrimento et injuria jure naturae aequum est* ». V. Paris 19 août 1851, D. P. 1854.2.84. Bordeaux 19 mars 1868, D. P. 1868.2.222. Trib. Civ. Seine 3 mai 1922, D. P. 1924.2.9, et la note de M. SAVATIER.

que la responsabilité civile de la partie qui a provoqué la rupture soit engagée<sup>(104)</sup>.

Le Code Civil ne réglemente pas les relations entre concubins; il en fait mention à titre exceptionnel dans son article 340, à l'occasion de la recherche de la paternité, laquelle est permise en cas de concubinage notoire des parents.

Néanmoins, malgré cette circonstance unique dans laquelle la loi parle du concubinage, on peut dire que, de manière générale, le Code garde le silence sur l'union libre et la condition des concubins.

Le concubinage a été reconnu par deux textes qui sont des dispositions de circonstance, à savoir: la loi du 9 mars 1918, article 20.<sup>(105)</sup>, sur l'interdiction de procédure contre les locataires mobilisés, laquelle s'applique aussi à leurs concubines; la circulaire interministérielle du 27 août 1914 sur les allocations militaires pendant la guerre, accordées aux compagnes des combattants<sup>(106)</sup>.

Ce qui nous intéresse dans notre ouvrage, c'est la question de savoir si une concubine dont l'amant a été victime d'un accident mortel aura une action contre l'auteur de l'accident, pour lui réclamer la réparation du préjudice que lui cause cette mort. Le problème et la solution varient suivant que le concubinage a été simple, ou qu'il a eu pour origine la séduction.

---

(104) LALOU, *La responsabilité civile*, t. I, n° 280. Paris 8 juillet 1926, S. 1926.2.91. Trib. Civ. Rouen 22 mars 1927, *Gaz. Pal.* 1927.1.718. Dijon 7 février 1928, D. P. 1928.2.169.

(105) D. P. 1918.4.49, 89.

(106) D. P. 1914.4.8.

C'est par conséquent de ces deux points de vue, et en tenant compte séparément du dommage matériel et du dommage moral, que nous envisagerons le problème

a) DOMMAGE MATÉRIEL

1. *Concubinage simple*

Le silence de la loi écrite sur l'union libre n'a pas empêché la doctrine et une partie de la jurisprudence de manifester une assez grande bienveillance à l'égard de la concubine ayant subi un préjudice par la mort de son amant. La tendance à ne pas regarder d'un œil défavorable le concubinage, et à accorder l'indemnité à la femme toutes les fois qu'elle prouve que la mort de son amant l'a privée de certains avantages, trouve sa première source dans les idées philosophiques d'après lesquelles l'homme est libre de choisir le genre de vie qui lui convient et qui doit être respecté par la société<sup>(107)</sup>. On invoque en faveur de la concubine le fait que l'union n'est interdite par aucun texte. D'après les idées modernes, le concubinage normal n'est plus qualifié d'immoral s'il n'est pas doublé d'adultère; cette circonstance seule est susceptible de lui attribuer un caractère illicite<sup>(108)</sup>.

D'autre part, le grand argument en faveur de la recevabilité de l'action de la concubine est apporté par la thèse d'après laquelle la généralité des termes de l'ar-

---

(107) Voir la note de M. ROUX sous Crim. 26 novembre 1926, S. 1927.1.273.

(108) V. la note de M. LALOU sous Paris 5 juin 1923, D. P. 1924. 2.34. Req. 16 et 17 avril 1923, D. P. 1923.1.172. VANDAMME, *op. cit.*, *loc. cit.*

ticle 1382 du Code Civil ne mettrait aucune limite au lien qui unissait la victime au demandeur. Il suffit que celui-ci ait justifié d'un dommage certain pour que la réparation lui soit accordée<sup>(109)</sup>.

Désormais, rien ne s'oppose à ce que la concubine soit admise à demander une réparation toutes les fois que la mort de son amant lui cause un préjudice certain.

C'est le qualificatif « certain » qui seul doit décider du succès ou de l'échec de son action ; s'il accompagne le préjudice subi par la concubine, les juges se verront obligés de lui en accorder la réparation. Il s'agit de trouver les indices de cette certitude. Comment y arriver ?

Une femme qui vit en état de concubinage avec un homme reçoit de celui-ci des subsides qui assurent son existence. Elle les reçoit à titre précaire, car l'homme, qui n'est lié vis-à-vis de la femme par aucun engagement légal, peut, à tout moment, mettre fin à l'union et priver la concubine des avantages qu'elle en tirait. En principe, les subsides reçus par la concubine ont un caractère aléatoire, leur suppression entraînera par conséquent un dommage incertain. Mais en pratique, malgré cette présomption défavorable, il y a des cas où le préjudice est assez probable pour être certain<sup>(110)</sup>.

Ce caractère aura sa source dans le fait même du concubinage : pour l'apprécier, il faudra examiner les relations unissant les amants, s'engager dans l'analyse et la critique de leur vie en commun.

---

(109) Voir *supra*, page 25 et suiv.

(110) Voir la note de M. MARTY sous Crim. 28 février 1930, citée.

C'est ainsi que la jurisprudence, poussée par un esprit de tolérance à l'égard de l'union libre, admet l'action de la concubine toutes les fois que les avantages dont elle est privée sont présumés non précaires, grâce à la durée et à la continuité qui caractérisaient l'union. Telle est l'opinion exprimée dans l'arrêt de la Cour de Cassation, Chambre Criminelle, du 26 novembre 1926<sup>(111)</sup>.

Cette tendance de la Cour de Cassation semble pourtant être momentanée et paraît abandonnée avec l'arrêt de la Chambre Criminelle du 9 novembre 1928<sup>(112)</sup>. Cet arrêt rejette la demande de la concubine en jugeant que le concubinage qu'elle invoquait était une situation précaire, et ne donnait lieu à aucun droit actuel et certain.

Néanmoins, la contradiction avec le précédent arrêt de la Cour est simplement apparente et doit être écartée si l'on examine de plus près sa pensée.

La Cour, en repoussant la demande de la concubine formée contre l'auteur de la mort de l'homme avec qui elle vivait maritalement pendant plusieurs années, fait supposer que le rejet de la demande est motivé par le principe d'après lequel le concubinage est une situation précaire et instable et ne donne par conséquent naissance à aucun droit.

Si la Cour appuyait sa décision sur ce principe, lequel

---

(111) D. P. 1927.1.73. L'arrêt du 26 novembre 1926 est celui qui consacre pour ainsi dire le concubinage en allouant l'indemnité à la concubine. Cet arrêt invoque 28 ans de vie digne et la naissance d'un enfant commun. Ces circonstances font présumer que le concubinage n'allait pas être rompu par la volonté unilatérale d'une des parties ; par conséquent, avec la mort de l'amant, la concubine avait subi un dommage certain.

(112) D. P. 1930.1.23.

du reste ne peut dépendre que de la volonté du législateur <sup>(113)</sup>, la contradiction avec la tendance de l'arrêt du 26 novembre 1926 serait manifeste. La Cour estime cependant que la stabilité ou la précarité de ce lien dépend du sentiment des juges du fond; l'action de la concubine a été repoussée parce que, *en l'espèce*, les juges ont décidé que sa situation était instable et précaire. Ainsi la Cour ne fait qu'accentuer le critérium introduit par l'arrêt de 1926. D'autre part, toute idée de contradiction et d'incohérence dans la jurisprudence de la Cour de Cassation se trouve définitivement écartée avec les arrêts de la Chambre Criminelle du 28 février 1930 et du 1<sup>er</sup> octobre 1930 <sup>(114)</sup>.

Ce point de vue de la Cour de Cassation a été adopté par certains Tribunaux et certaines Cours d'Appel <sup>(115)</sup>.

La jurisprudence est allée plus loin. Choquée dans une certaine mesure par la reconnaissance pure et simple du concubinage, qui est une situation contraire aux mœurs, elle a essayé de justifier l'admission de l'action de la concubine en lui donnant pour base une situation qui ne soit pas blâmable. C'est ainsi que la jurisprudence a introduit dans deux arrêts, dans celui de la Cour de Lyon du 31 mars 1930 et dans celui de la Cour de Rennes du 8 juillet 1931 <sup>(116)</sup>, un nouveau critère: elle dis-

---

(113) Voir la note de M. LALOU sous Crim. 9 novembre 1918, *loc. cit.*

(114) D. P. 1930.149.

(115) Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145. Lyon 23 juin 1927, *Mon. jud. Lyon* 14 février 1928. Paris 12 juin 1928, S. 1928.2.125. Aix 27 octobre 1928, *Gaz. Pal.* 1929.1.7. Trib. Corr. Marseille 26 mai 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.146. Trib. Corr. Seine 12 février 1931, D. P. 1931.2.57. Douai 23 mars 1931, *Rec. Douai* 1931.144.

(116) D. P. 1930.2.64, D. H. 1931.503.

tingue deux genres d'unions libres : la première suppose une communauté de lit, la deuxième une communauté de vie.

La femme, en invoquant un lien avec son amant se traduisant exclusivement par des relations sexuelles et créant une communauté de lit, ne sera pas recevable : elle ne pourra pas baser son droit sur une situation immorale. Par contre, si le lien entre concubins suppose une communauté d'existence assez prolongée, la situation qui en découle est susceptible d'entraîner une affection réciproque et une association d'intérêts digne de respect et de protection. Par conséquent, la concubine qui, justifiant d'une communauté de vie, prouve que la rupture de celle-ci, causée par la mort de son amant, lui porte préjudice, sera admise à en demander la réparation.

Ce critérium a été vivement critiqué par la doctrine comme établissant une distinction très artificielle.

Les deux arrêts cités s'engagent dans un raisonnement abstrait qui est presque toujours contraire à la réalité. Si on examine l'état de concubinage tel qu'il est dans la vie, on remarque sans difficulté que la dissociation en communauté de lit et en communauté de vie est irréaliste et illogique. En pratique, ces deux communautés seront étroitement liées : il est difficile de s'imaginer une communauté d'existence entre deux personnes vivant maritalement qui ne soit pas doublée de relations sexuelles. On dira même plus : la communauté de lit est presque toujours la condition essentielle et déterminante de la communauté de vie ; cette dernière risquerait de tomber en cas de refus de l'une des parties de continuer les relations sexuelles. Par conséquent, la communauté

d'existence sera toujours entachée de la même immoralité qui caractérise la communauté de lit <sup>(117)</sup>.

Cette attitude vis-à-vis de l'action en réparation intentée par la concubine entraîne des conséquences très graves. Tout d'abord, elle introduit une incohérence dans les arrêts des Cours d'Appel, lesquels en se voyant attribuer la pleine liberté quant à l'appréciation de la non-précarité des avantages perçus par la concubine, ne se guident pas toujours par la même règle; les unes jugent que le dommage est certain lorsque les avantages se présentent sous forme d'entretien régulier, les autres demandent, au contraire, que les relations entre concubins aient un caractère d'apparente continuité <sup>(118)</sup>.

Mais, abstraction faite des inconvénients d'ordre jurisprudentiel, nous observons des conséquences d'ordre pratique qui sont beaucoup plus sérieuses. La Cour de Cassation, par le fait même d'admettre l'action de la concubine en tenant compte de la nature de l'union libre, reconnaît et consacre le concubinage. Elle arrive à la reconnaissance, en marge du mariage, d'une institution, laquelle, sans être réglementée par la loi, produira des effets analogues à ceux de l'union légitime. La jurisprudence prend sous sa protection une « élite morale » <sup>(119)</sup>. reconnaît parmi les concubines une sorte de « concubine attitrée » <sup>(120)</sup> dont les droits, en cas de perte de l'amant, seront les mêmes que ceux de l'épouse légitime.

---

(117) V. la note de M. VOIRIN sous Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.49, et la note de M. MARTY, citée.

(118) V. la note de M. LALOU sous Crim. 9 novembre 1928, citée.

(119) M. PLANIOL, dans sa note au D. P. 1905.2.305.

(120) Montpellier 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145, et la note de M. SAVATIER.

En admettant, à l'encontre de l'auteur de l'accident, l'action de la concubine qui subit un préjudice certain <sup>(121)</sup>, il n'y a pas d'obstacle à ce que, contrairement à la règle admise jusqu'ici, on reconnaisse un droit à la concubine, opposable à son amant; ce dernier serait civilement responsable si, par sa volonté, il mettait fin au concubinage.

Cette tendance, assez profondément enracinée dans la jurisprudence de nos jours, nous paraît peu défendable. Le concubinage est contraire à la morale et à l'ordre public <sup>(122)</sup>, il suppose des relations sexuelles libres qui sont réprouvées par les mœurs, et une situation qui, sans avoir un caractère juridique, n'assure pas la vie de la famille que seul un mariage régulier peut assurer: elle lutte par conséquent avec la société. En plus, le concubinage, lorsqu'il est entaché d'adultère, devient un délit pénal.

D'autre part, le critérium admis par la jurisprudence est dangereux; les tribunaux, en n'allouant l'indemnité qu'à la concubine justifiant d'une union qui présente un caractère de régularité apparente, encouragent implicitement les gens à révéler au public leur inconduite. La distinction consacrée par la jurisprudence peut être facilement interprétée de la façon suivante: « Gardez-vous d'entretenir les relations sexuelles hors mariage, en secret; les juges n'en tiendront pas compte, mais donnez plutôt au grand jour le spectacle de votre in-

---

(121) Paris 12 juin 1928, S. 1928.2.125. L'arrêt reconnaît en principe l'action de la concubine, il la lui refuse en l'espèce, car les circonstances prouvent que ses avantages étaient aléatoires.

(122) Voir cependant *contra* : VANDAMME, *op. cit.*, *loc. cit.*

« conduite, et la justice vous accordera les mêmes réparations qu'aux époux lésés par la faute d'un tiers dans leurs affections et leurs biens » <sup>(123)</sup>.

L'application à l'action en réparation d'une théorie purement objectiviste donne parfois des résultats contraires au bon sens : son caractère choquant apparaît dans le jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 12 février 1931, qui accorde l'indemnité à la concubine, en la refusant à la femme légitime du défunt, sous prétexte que celle-ci ayant été séparée de fait de son mari n'a pas pu démontrer l'existence d'un préjudice certain <sup>(124)</sup>.

Enfin, les droits de la concubine ne sont pas prévus par la loi. On pourrait invoquer des dispositions légales du temps de la guerre qui reconnaissent à son profit certains avantages <sup>(125)</sup>. Mais ce sont des dispositions de circonstance qui n'entrent pas en compte dans l'application du droit commun.

On s'est demandé si, cependant, la Cour de Cassation n'avait pas le pouvoir de régulariser la situation extra-légale du concubinage, en le convertissant jurisprudentiellement en institution nouvelle, comme elle a créé l'institution de l'inaliénabilité de la dot mobilière. La question est bien grave : il s'agit, dans le cas du concubinage, de la création d'une institution nouvelle, ce qui est différent de l'extension d'une institution existante, telle l'inaliénabilité de la dot. Cette création sup-

---

(123) M. VOIRIN dans sa note sous Crim. 28 février 1930, D. P. 1930.1.49.

(124) D. P. 1931.2.57, et la note de M. VOIRIN.

(125) Textes cités.

poserait chez les juges des pouvoirs exorbitants <sup>(126)</sup>. Il faut distinguer si la question est d'ordre public ou d'ordre privé. Or, les régimes matrimoniaux ne sont pas d'ordre public, tandis que la question du concubinage, qui touche à l'état des personnes, l'est. En plus, il est habituel qu'une jurisprudence nouvelle ait besoin du concours de la pratique juridique: dans l'affaire de la dot mobilière, la Cour de Cassation a validé les clauses habituelles insérées dans le contrat de mariage par la pratique notariale <sup>(127)</sup>.

C'est ainsi que la jurisprudence administrative s'oppose à celle du droit commun. Le Conseil d'Etat, fidèle à la théorie du droit acquis, refuse l'action à la concubine <sup>(128)</sup>. Il décide que, le concubinage étant une situation extra-légale, il n'accorde pas de droits juridiques à la concubine; celle-ci ne peut pas demander d'aliments à son amant. Après la mort de l'amant, la femme peut subir la lésion d'un intérêt, lequel, si respectable qu'il soit, n'est pas un intérêt juridique, *stricto sensu*, et ne peut pas donner lieu à un recours en contentieux de pleine juridiction <sup>(129)</sup>. Le Conseil d'Etat, tout en prenant connaissance de la jurisprudence de la Cour de Cassation, ne blâme pas celle-ci, mais déclare que l'interprétation large de l'article 1382 du Code Civil admissible dans les rapports entre personnes privées, est inappli-

---

(126) JOSSERAND, *L'avènement du concubinat*, D. H. 1932, *Chron.*, 50-51.

(127) V. la note de M. HAURIOU sous Conseil d'Etat 11 mai 1928, S. 1928.3.97.

(128) Conseil d'Etat 11 mai 1928, D. P. 1929.3.6, et le rapport de M. ANDRIEUX, Commissaire du Gouvernement. JOSSERAND, *op. cit.*, t. II, n° 424.

(129) Jugé dans le même sens : Amiens 28 juin 1924, D. P. 1924.2.146, et la note de M. SAVATIER. Rennes 26 mai 1926, S. 1926.2.120.

cable aux instances contre les personnes publiques, où le droit doit être interprété plus strictement : « Vu « l'inexistence de lien qui puisse créer une obligation qui « serait interrompue par l'accident, il n'y a pas d'action « devant le Conseil d'Etat » <sup>(130)</sup>.

Même si l'on n'adopte pas la thèse du « droit acquis » <sup>(131)</sup> préconisée par la jurisprudence administrative, on ne voit pas les raisons qui justifient le succès de la concubine dans l'action en réparation du préjudice subi par la mort de son amant.

Le droit de la concubine n'étant pas consacré expressément par le droit écrit, serait-il par hasard admis implicitement? Nous ne saurions le nier dans le cas où la concubine aurait justifié de l'interruption d'une obligation naturelle exécutée par son amant. Mais, alors, la concubine peut-elle se prévaloir d'une obligation naturelle existant à son profit?

On a prétendu que même en l'absence de dol, les relations que l'homme entretient avec la femme constituent une faute à sa charge. Il engage par conséquent sa responsabilité et, par le fait de mener avec elle une vie prolongée en commun, il assume l'obligation naturelle de pourvoir à son entretien et de ne pas l'abandonner <sup>(132)</sup>.

---

(130) V. le rapport de M. ANDRIEUX, cité ; voir la note de M. HAURIOT sous Conseil d'Etat, cité.

(131) V. la critique de la thèse, *supra*, page 494 et suiv.

(132) JOSSEMAND, *L'avènement du concubinat*, cité. Voir la note de M. SAVATIER sous Req. 8 juin 1926, D. P. 1927.1.113. Voir la note de M. MARTY, citée.

Les tribunaux reconnaissent assez largement l'existence d'une obligation naturelle au profit de la concubine. V. Dijon 27 mai 1892, D. P. 1893.2.183. Rennes 7 mars 1904, D. P. 1905.2.305. Grenoble 25 février 1925, *Rec. Gaz. du Pal.* 1925.2.48. Paris 8 juillet 1926, D. H. 262. Poitiers 28 mars 1927, *Gaz. Pal.* 1927.2.226. Lyon 23 octobre 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.885.

Cette opinion est fortement appuyée par la règle généralement admise par la doctrine et la jurisprudence, d'après laquelle les libéralités faites à la concubine, qui n'ont pas pour but la formation, le payement ou la continuation des relations sexuelles, sont valables, et lorsqu'elles ont lieu après la cessation du concubinage, elles sont considérées comme l'exécution d'une obligation naturelle à l'égard de la femme <sup>(133)</sup>.

Même en admettant la possibilité de faire à la concubine des libéralités dont la validité, du reste, prête à

---

(133) CAPITANT, *De la cause des obligations*, 3<sup>e</sup> éd., n° 215. PLANIOL, note sous Rennes 7 mars 1904, D. P. 1905.2.305. SAVATIER, note sous Req. 8 juin 1926, D. P. 1927.1.113. Aix 10 janvier 1878, S. 1878.2.119. Aix 25 janvier 1883, D. P. 1883.2.237. Dijon 22 mars 1900, D. P. 1901.2.45. Toulouse 25 juin 1900, D. P. 1901.2.313. Poitiers 13 mai 1907 et Bastia 31 juillet 1907, D. P. 1909.2.261 et 266-267. Req. 2 février 1853, D. P. 1853.1.57. Req. 26 mars 1860, D. P. 1860.1.255. Req. 23 juin 1887, D. P. 1889.1.35. Req. 4 janvier 1897, D. P. 1897.1.126. Req. 4 mars 1914, D. P. 1916.1.27. Req. 16 et 17 avril 1923, D. P. 1923.1.173. Req. 8 juin 1926, D. P. 1927.1.113. Req. 21 juin 1926, S. 1926.1.294. *Contra* : Besançon 19 mars 1862, D. P. 1862.2.50.

La reconnaissance d'une obligation naturelle au profit de la concubine aboutit parfois à des résultats exagérés : V. Trib. Civ. Seine 11 mars 1927 (D. H. 1927.262), qui découvre chez un homme marié rompant avec sa maîtresse l'obligation naturelle de verser une indemnité de congédiement de 15.000 francs, non parce qu'elle avait été séduite, mais parce qu'ayant quitté son métier pour vivre dans l'appartement qu'elle s'était fait offrir, elle y avait pris des « habitudes de vie facile » qu'il fallait maintenir jusqu'à nouvel emploi (voir la note de M. SAVATIER sous Req. 8 juin 1926, cité).

La doctrine et la jurisprudence déclarent que les libéralités faites à la concubine sont nulles lorsqu'elles représentent le prix de la débauche ; elles sont au contraire valables si, après la cessation du concubinage, elles sont la réparation du dommage causé par l'homme à la femme, par le fait d'établir des relations avec elle et l'exécution d'une obligation naturelle d'assistance, existant à son profit. Or, le critérium proposé est très délicat : il entraîne l'arbitraire du juge du fond. Et, d'autre part, la dissociation consacrée est, en pratique, contraire à la réalité : toute libéralité faite à la concubine, même celle qui est considérée valable, dissimule toujours l'élément de rémunération de la vie en commun. Elle révèle toujours un « parfum de reconnaissance galante » qui est le *pretium stupri*. Celui-ci étant à la base des libéralités faites à la concubine, suppose une cause immorale qui les entache toutes. (Voir dans ce sens la note de M. SAVATIER sous Req. 8 juin 1926 cité.)

discussion <sup>(134)</sup>, il paraît difficile de permettre à la concubine d'invoquer une obligation naturelle. Supposons que celle-ci existe à la charge de l'homme, issue de la faute qu'il a commise en établissant avec la femme des relations et une vie en commun; mais alors n'oublions pas que la femme est entrée de bon gré dans l'état de concubinage: nous ne saurions pas ne pas reconnaître à sa charge la même faute dont est coupable son amant, et qui consiste dans la participation volontaire dans une communauté contraire aux mœurs et à l'ordre social. Ces considérations nous conduisent à la négation d'une obligation naturelle en faveur de la concubine. Elle ne pourra pas, pour obtenir gain de cause, invoquer un droit ayant sa source dans une situation immorale, à la formation de laquelle elle aura collaboré: « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* ».

On a essayé d'invoquer en faveur de la concubine une obligation morale qui ne serait pas viciée par le caractère immoral du concubinage. La femme aurait allégué, non pas l'espoir de continuer les relations immorales, mais le droit de ne pas être abandonnée sans ressources. Cela ne serait pas une reconnaissance du concubinage en marge du mariage, mais le paiement d'une dette morale reconnue par le concubin-débiteur <sup>(135)</sup>.

Il paraît difficile d'opérer la distinction proposée; on ne voit pas clairement comment il est possible de purifier une obligation naturelle existant au profit de la femme,

---

(134) Voir *supra*, page 105, note 133 *in fine*.

(135) V. la note de M. MARTY citée et la note de M. PLANIOL citée.

laquelle, de toutes façons, prend sa naissance dans l'établissement et la durée du concubinage. Même si l'on arrive à oublier le caractère immoral de l'union libre, on ne voit pas comment la femme qui consent de sa propre volonté à vivre maritalement avec son amant, peut créer à son profit une source de droit, ne fût-ce qu'une obligation naturelle: « *volenti non fit injuria* » <sup>(136)</sup>.

En résumé, nous n'arrivons à distinguer au profit de la concubine aucun lien avec son amant qui, ayant une certaine valeur légale, aurait justifié sa demande contre l'auteur de la mort du concubin.

L'état de concubinage simple ne donne lieu non seulement à aucun droit acquis, expressément prévu par le législateur, mais à aucune obligation naturelle exécutée créant un lien valable aux yeux de la loi, lequel, invoqué par la concubine après la perte de son amant, aurait pu servir de base à l'allocation des dommages-intérêts.

Il semble que la jurisprudence, qui était presque unanime quant à l'admission de l'action de la concubine, est abandonnée avec l'arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 2 février 1931 <sup>(137)</sup>.

Il est vrai que l'arrêt en question n'examine pas la demande de la concubine après la mort de son amant,

---

(136) Les tribunaux refusent, en vertu de cet adage, de considérer la concubine comme une victime, en l'absence de dol ou de violence pratiqués en vue d'établir des relations sexuelles avec elle. V. Rennes 11 avril 1866, D. P. 1866.2.184. Dijon 20 décembre 1867, D. P. 1868.2.48. Bourges 6 juin 1881 et Amiens 1<sup>er</sup> décembre 1881, D. P. 1882.2.117. Dijon 27 mai 1892, D. P. 1893.2.183. Paris 17 décembre 1920, D. P. 1921.2.59.

(137) S. 1931.1.123 et le fameux rapport du conseiller PILON.

mais celle de la mère de la concubine après le décès accidentel de la fille naturelle du concubin. En plus, l'arrêt s'occupe en premier lieu, non pas du dommage matériel, mais du dommage moral subi par le demandeur. Néanmoins, on dirait que M. PILON, dans son rapport qui précède et détermine l'arrêt, veut écarter, d'une manière générale, la conception trop large de l'article 1382 du Code Civil; il constate, conformément à notre thèse, que bien que le texte ne demande pas quelle est la nature du lien unissant le demandeur à la victime, il postule un lien ayant un caractère juridique. Par conséquent, un lien de fait ne sera jamais protégé par la loi.

Il faut espérer que l'arrêt de la Chambre des Requêtes marque l'avènement d'une nouvelle tendance dans la jurisprudence <sup>(138)</sup>. Le rejet de la demande intentée par la concubine s'impose; le fait de découvrir dans l'union libre des droits, dont la lésion justifierait l'action de la concubine, est non seulement une violation de la loi <sup>(139)</sup>, mais, en plus, et c'est là, à notre avis, l'objection insurmontable, il est contraire à la volonté des parties. Si les amants ont vécu en concubinage, c'est parce qu'ils ont entendu ne pas engager les obligations réciproques qu'entraîne le mariage; la jurisprudence, en reconnaissant des droits issus du concubinage, dénaturerait l'intention des parties qui ont voulu rester libres. De même ceux-ci, après avoir dédaigné les prescriptions de la loi, ne peu-

---

(138) Les dernières décisions de la jurisprudence marquent ce changement de tendance : voir Paris 18 mars 1932 et Trib. Corr. Seine 25 février 1931, *Gaz. Pal.* 28 mai 1932, et Trib. Civ. Cusset 27 avril 1932, *Gaz. Pal.* 1932.2.147.

(139) Voir la note de M. Roux citée.

vent pas venir un jour demander à cette loi la protection de leurs intérêts<sup>(140)</sup>.

Il faut remarquer que le droit à l'indemnité ne saurait être refusé à la concubine si celle-ci apporte la preuve d'un lien légal issu du lien de concubinage. Ce cas exceptionnel a été envisagé par la Chambre Criminelle accordant, dans son arrêt du 2 mai 1929<sup>(141)</sup>, des dommages-intérêts à la femme annamite après la mort accidentelle de son amant, lorsqu'il a été constaté que l'état de concubinage est admis entre indigènes par les coutumes annamites et produit en Cochinchine des effets de droit entre concubins.

Mais nous ne saurions reconnaître, au contraire, le bien-fondé de l'arrêt de la Cour de Nancy du 22 décembre 1931<sup>(142)</sup>, allouant une indemnité à la concubine qui a contracté mariage avec la victime *in extremis*, après l'accident. Bien que la demanderesse ait été, au moment de l'instance, l'épouse légitime de la victime, lors de l'accident elle n'avait que la qualité de concubine, donc elle ne justifiait d'aucun lien de droit avec celle-ci. La Cour s'est rendu compte de cette circonstance en justifiant l'admission de la concubine par le fait que le mariage entre elle et la victime de l'accident avait été envisagé depuis longtemps, et que seule l'attente de la naturalisation de son amant en avait retardé la célébration. Les juges, en attribuant par anticipation à la concubine

---

(140) Voir dans le même sens : JOSSEKAND, *L'avènement du concubinat*, loc. cit. ; ROUX, note citée.

(141) *Gaz. Pal.* 1929.2.100.

(142) *Rec. de Dijon et de Nancy*, 1932, p. 51, 2<sup>e</sup> espèce.

la qualité d'épouse légitime, susceptible de donner base à l'allocation des dommages-intérêts, ont agi, poussés par un esprit de charité, en oubliant que leur décision dépassait les limites de la loi <sup>(143)</sup>.

Telle est la situation de la femme qui a vécu avec l'homme en concubinage simple. Cette circonstance doit toujours amener l'échec de sa demande. Cependant, la concubine aura des chances de en pas se voir déboutée si elle prouve que l'établissement des relations avec son amant n'a pas été déterminé par sa libre volonté. Examinons la question en détail :

## 2. *Concubinage ayant pour origine la séduction dolosive*

Le fait d'avoir séduit une jeune fille constitue pour le séducteur une faute. Cette faute engendre sa responsabilité civile lorsque la séduction a été le résultat de moyens illicites ou de manœuvres dolosives. C'est ainsi que la jurisprudence condamne régulièrement l'homme, sur la plainte d'une femme qui établit que, séduite par lui, à la suite de violences, d'abus d'autorité, d'une promesse de mariage ou d'autres manœuvres dolosives, elle a subi un dommage <sup>(144)</sup>.

Supposons maintenant une situation un peu différente. La femme séduite par le dol de l'homme ne s'est pas adressée à celui-ci pour lui demander la réparation

---

(143) Voir dans ce sens la note de M. VOIRIN sous l'arrêt en question.

(144) Bourges 6 juin 1881 et Amiens 1<sup>er</sup> décembre 1881, S. Ref. Alger 13 février 1908, S. 1909.2.215. Chambéry 17 mars 1908, S. 1909.2.309. Trib. Civ. Seine 13 janvier 1928, *Gaz. Pal.* 1928.1.411. Rouen 19 novembre 1928, *Gaz. Pal.* 1929.1.496. Civ. 2 décembre 1907 et Req. 10 février 1909, S. 1909.1.553.

du dommage causé par sa faute. Elle a vécu avec lui en qualité de concubine entretenue, et, un jour, après la mort accidentelle de son amant, elle s'adresse à l'auteur de l'accident pour lui demander des dommages-intérêts. Les juges feront-ils bon accueil à sa demande?

Il est évident qu'elle ne sera pas recevable pour la rupture du concubinage; celle-ci étant une raison insuffisante pour allouer des dommages-intérêts. Mais la femme ne pourra-t-elle pas invoquer la rupture d'un lien légal qui lui porte préjudice?

Nous savons que la séduction dolosive crée au profit de la victime un droit à réparation. Si cette séduction a eu lieu à l'origine d'une vie en concubinage, la femme n'en demande pas la réparation à son auteur. Le dommage engendré par la séduction est compensé par les avantages et les subsides dont elle profite pendant la vie en commun avec son amant <sup>(145)</sup>. A la mort de celui-ci, elle perd ses avantages, mais son droit originaire à la réparation subsiste toujours <sup>(146)</sup>. Elle viendra demander une indemnité à l'auteur de la mort, qui a interrompu la réparation qui lui était due. La concubine ne pourra alors être déboutée: elle aura prouvé la privation des avantages qu'elle recevait en vertu d'une obligation légale, ayant sa naissance dans la séduction, que l'homme réparait par l'entretien de la femme comme étant civilement responsable <sup>(147)</sup>.

---

(145) Voir dans le même sens la note de M. VOIRIN sous Dijon 7 février 1928, D. P. 1929.2.169, et la note de M. MARTY citée.

(146) Dijon 7 février 1928 cité. Poitiers 29 octobre 1928, D. P. 1929.2.19.

(147) V. la note de M. VOIRIN citée; et la note de M. MARTY citée.

Néanmoins, avant de reconnaître chez la demanderesse cette qualité, la seule susceptible de justifier une réparation, les juges doivent examiner avec beaucoup de circonspection si le caractère dolosif de la séduction a été assez prononcé pour vicier la volonté de la femme, au moment de son entrée dans l'état de concubinage; d'autre part, il faut prendre en considération certaines circonstances comme par exemple l'âge et l'expérience de la femme: c'est ainsi qu'une jeune fille inexpérimentée est présumée assez facilement avoir succombé à la promesse de mariage faite de mauvaise foi, ou aux autres moyens dolosifs qui l'ont entraînée dans la « *copula carnalis* »; par contre, une femme âgée, expérimentée, quelquefois même mariée, ne pourra pas prétendre naïvement qu'elle a donné sa vertu contre une promesse de mariage <sup>(148)</sup>.

## b) DOMMAGE MORAL

### 1. *Concubinage simple*

On ne saurait nier que la concubine ressent une douleur après la mort de son amant. Bien que le lien qui unit les concubins soit aléatoire et fragile, il est incontestable que si la mort enlève l'un d'eux, l'autre partie subit une atteinte aux affections parfois bien profonde et bien certaine <sup>(149)</sup>.

---

(148) Notes de M. VOIRIN : sous Dijon 7 février 1928 cité et sous Poitiers 29 octobre 1928, D. P. 1929.2.19.

(149) Dans le même sens : MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, p. 275 et s. ; même auteur : *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral à la suite d'un décès accidentel*, D. H. 1932, *Chronique*, p. 77-83. V. la note de M. MARTY citée et la note de M. VOIRIN sous Crim. 28 février 1930, *loc. cit. Contra* : Rennes 26 mai 1926, S. 1926.2.120.

Mais alors, l'existence de ce dommage moral de fait suffit-elle pour former la base d'une allocation d'indemnité accordée à la concubine? Certains arrêts se sont prononcés pour l'affirmative <sup>(150)</sup>.

En général, la question du dommage moral subi par la concubine se pose très rarement. Presque tout le monde est d'accord pour constater qu'il y a quelque chose de choquant à en tenir compte: cette douleur existe, mais elle ne devrait pas exister. Les affections entre concubins sont un sentiment contraire à la morale: elles ne sont pas issues de la communauté de vie, mais ce sont elles qui l'ont déterminée.

Le caractère illégitime du dommage moral subi par la concubine est le premier argument contre l'accueil d'une demande en réparation <sup>(151)</sup>.

D'autre part, la concubine rencontre dans l'action un obstacle plus sérieux: la mort de son amant ne porte atteinte à aucun droit basé sur un lien ayant un caractère légal; dans l'ordre du dommage moral, elle ne justifie d'aucun « droit à l'affection », lequel ne peut exister qu'entre les membres d'une famille.

On a essayé de défendre l'intérêt de la concubine en invoquant l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 avril 1922 <sup>(152)</sup>, qui a reconnu le droit à réparation chez la belle-fille pleurant sa marâtre; il serait par consé-

---

(150) Montpellier 24 juin 1924, *loc. cit.*, et la note de M. SAVATIER. V. *supra*, page 100 ; Rennes 8 juillet 1931, *loc. cit.* V. *supra*, page 98.

(151) Dans le même sens : H. MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.* ; même auteur, *Chronique*, D. H., *loc. cit.* Voir de même les notes de MM. MARTY citée, VOIRIN citée, SAVATIER sous Amiens et Montpellier 24 juin 1924, *loc. cit.*

(152) *Loc. cit.*

quent juste d'admettre l'action de la concubine, laquelle, de même que la belle-fille, ne justifie d'aucun lien de parenté avec la victime <sup>(153)</sup>.

Cependant, la situation de la concubine et de la belle-fille ne sont pas identiques : celle-ci, bien qu'elle ne puisse établir l'existence d'un lien de sang avec la victime, est considérée comme membre légitime d'une communauté familiale. Cette qualité consacrée par les mœurs est susceptible de lui accorder un « droit à l'affection » <sup>(154)</sup>. Or, la concubine ne saura invoquer la même situation ; elle est une étrangère, et comme telle, même en présence d'un préjudice moral de fait, elle se verra toujours refuser le droit aux dommages-intérêts.

## 2. Concubinage ayant pour origine la séduction dolosive

Ici la question du dommage moral sera traitée de la même façon que dans le cas précédent : tout en étant séduite, la jeune fille, du moment où elle consent à vivre avec le séducteur, est présumée avoir de l'affection pour lui. Après la mort de celui-ci, la douleur de la concubine se manifestera bien des fois, mais elle ne pourra pas motiver une réparation pour les mêmes raisons qui imposent le rejet de la demande intentée par la concubine qui n'a pas été victime d'une séduction dolosive.

---

(153) M. LALOU dans sa note sous Paris 5 juin 1923, D. P. 1924. 2.34.

(154) Voir le rapport de M. PILON, Req. 2 février 1931, *loc. cit.*, et *supra*, page 74, et les renvois.

### III. — Créanciers

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

Il peut arriver que le décès accidentel d'un homme cause un préjudice matériel personnel à ses créanciers. Le désarroi que la mort soudaine du débiteur jette dans ses affaires est préjudiciable à ses créanciers : ils voient leur gage diminué et risquent de ne plus être payés. Seront-ils recevables à demander une indemnité à l'auteur de la mort qui leur a porté préjudice ?

Le créancier chirographaire a un droit sur le patrimoine, universalité juridique. Mais il n'a aucun droit au maintien du patrimoine de son débiteur dans un état déterminé. Il est vrai que si ce patrimoine s'accroît, l'augmentation profite au créancier qui voit son gage plus étendu. Cependant, celui-ci ne dispose d'aucun moyen pour empêcher le débiteur de s'appauvrir dans la suite, du moment où l'acte d'appauvrissement n'est pas entaché de fraude. S'il est déçu dans ses espérances — tant pis pour lui — il avait fait confiance au débiteur, il devra subir les fluctuations de son patrimoine, ce qui est la conséquence de la nature de son droit.

En outre, à défaut de droit acquis, le créancier ne peut pas invoquer l'obligation naturelle pesant sur le débiteur qui l'oblige à maintenir son patrimoine au même niveau de prospérité, afin que ses créanciers ne subissent aucune perte.

D'autre part, les créanciers ne pouvant pas prouver que si leur débiteur n'était pas mort il aurait maintenu son industrie au même niveau de prospérité en les rem-

boursant à l'échéance, le préjudice qu'ils prétendent subir n'est pas certain <sup>(155)</sup>.

Ces considérations nous conduisent au rejet de la demande du créancier intentée contre l'auteur de l'accident <sup>(156)</sup>.

#### b) DOMMAGE MORAL

Il n'y a rien à dire du dommage moral par rapport aux créanciers : comme tels, ils ne l'invoquent jamais.

### IV. — Quid des autres tiers ?

La mort d'un homme peut porter atteinte aux intérêts d'un grand nombre de tiers : à côté de ceux qui intente l'action en qualité de fiancée, de concubine, de créancier du défunt, il y en aura d'autres qui viendront se plaindre en qualité d'amis recevant des cadeaux, de personne entretenue, secourue par la victime, etc... Seront-ils recevables dans l'action en réparation ?

#### a) DOMMAGE MATÉRIEL

La question est en général résolue par la négative. En premier lieu, dans le cas de la personne qui recevait des cadeaux de la victime, et qui les perd avec la mort

---

(155) MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.* ; voir la note sous Besançon 1<sup>er</sup> décembre 1880, D. P. 1881.2.65.

(156) L'action des créanciers pourra avoir plus de succès, s'ils agissent au nom de leur débiteur en vertu de l'art. 1166 C. Civ.

de celle-ci, le demandeur va être débouté pour manque de préjudice certain <sup>(157)</sup>.

Quant aux personnes étrangères secourues par la victime de l'accident, elles peuvent prouver parfois que la privation des subsides servis avec régularité et continuité, constitue un dommage certain. Cependant, ce dommage ne pourra pas faire l'objet d'une réparation comme étant issue d'une situation de fait: le demandeur ne pourra invoquer aucun lien avec son bienfaiteur <sup>(158)</sup>.

D'autre part, le rejet de la demande est dicté par des nécessités d'ordre pratique: si l'on accordait une indemnité à une personne secourue par la victime, la liste des personnes réclamant des dommages-intérêts serait infinie.

L'opinion contraire a été cependant adoptée par le Tribunal Civil de Carcassonne, lequel, dans son jugement du 4 février 1923, a alloué une indemnité à l'Assistance publique pour le dommage matériel subi résultant des dépenses faites pour l'entretien du pupille, rendues inutiles après sa mort. Ce jugement, qui n'est guère défendable <sup>(159)</sup>, ne peut supposer que l'application de la thèse selon laquelle l'article 1382 du Code Civil aurait un sens illimité <sup>(160)</sup>.

---

(157) Req. 2 février 1931 et le rapport de M. PILON cité.

(158) Crim. 7 février 1913, D. P. 1913.1.373. Crim. 18 juillet 1913, *Bull. Crim.* 357.

(159) Cassé par Montpellier 4 février 1924, D. P. 1924.2.33. L'arrêt déclare qu'un droit doit avoir pour base un lien de parenté, qui ne ressemble en rien aux rapports officiels entre les pupilles et l'administration de l'Assistance.

(160) Voir *supra*, page 25 et suiv.

b) DOMMAGE MORAL

Une mort peut causer une douleur à un grand nombre de tiers. Leur action ne pourra pas être admise : l'atteinte à leurs affections, tout en étant bien certaine, ne sera pas protégée, comme n'étant pas née d'un lien de parenté ou d'alliance <sup>(161)</sup>.

Néanmoins, une décision de la jurisprudence s'est prononcée en faveur du droit à réparation étendu aux tiers. Le jugement cité du Tribunal Civil de Carcassonne a accordé une indemnité pour le dommage moral subi par l'Assistance publique après la mort de son pupille.

Or, dans l'ordre du dommage moral, le jugement du Tribunal de Carcassonne ne saurait également être soutenu <sup>(162)</sup> : il est inadmissible qu'une personne morale, qui est une fiction <sup>(163)</sup>, puisse invoquer une affection lésée : « La personne morale n'a pas de cœur » <sup>(164)</sup>.

---

(161) Principe posé par Req. 2 février 1931 et le rapport de M. PILON, *loc. cit.*

(162) Cassé par Montpellier 4 février 1924 cité.

(163) COLIN et CAPITANT, *Cours élém. de droit français*, 3<sup>e</sup> éd., t. II, p. 661 et s. L'idée est inconcevable pour la théorie d'après laquelle la personne morale est une « propriété collective ». V. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, n° 3016.

(164) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n°s 320 et s.

### CHAPITRE III

---

#### CAS, OU ENTRE LA VICTIME DE L'ACCIDENT ET L'AUTEUR, IL EXISTE UN CONTRAT CONTENANT UNE CLAUSE DE SECURITE

---

Ce chapitre sera consacré à l'étude d'une particularité accompagnant l'action de la personne qui agit de son propre chef dans le cas où il a existé entre la victime de l'accident et son auteur une convention contenant une clause de sécurité. Nous visons ici en particulier le cas du transport de personnes : ce contrat peut supposer des clauses d'après lesquelles, en cas d'accident, la victime peut réclamer à l'auteur une indemnité, sans observer les règles prescrites par l'article 1382 du Code Civil : en l'espèce, pour obtenir gain de cause, le demandeur pourra être dispensé de rapporter la preuve de la faute du défendeur. La responsabilité, au lieu d'être délictuelle, sera alors contractuelle. Or, il s'agit de savoir si la personne qui se plaint d'avoir subi un dommage personnel, du fait de la mort de quelqu'un, peut se prévaloir des clauses du contrat que la victime pourrait invoquer avant sa mort. Mais avant d'y arriver, il faut examiner en premier lieu comment se conçoit la clause de sécurité dans la circonstance qui nous intéresse, c'est-à-dire en présence d'un contrat de transport des personnes.

## § 1. — DE LA CLAUSE DE SECURITE

On a prétendu que les règles de la responsabilité contractuelle en matière de transport ne s'appliquent qu'au transport des choses : l'article 1784 du Code Civil qui régleme la responsabilité pesant sur le voiturier pour la perte ou l'avarie des choses qui lui sont confiées, exclut la possibilité de s'appliquer au transport des personnes. Par conséquent, le propriétaire de la chose perdue ou avariée pendant le transport pourra demander une indemnité au voiturier sans prouver que le dommage a été causé par sa faute. Il lui suffira de prouver l'inexécution du contrat. En ce qui concerne le voyageur blessé pendant le transport, celui-ci ne se trouvera pas dans une situation aussi avantageuse que le propriétaire de la chose : pour obtenir la réparation du dommage subi, il devra établir que l'accident est dû à la faute du voiturier ; bref, son action sera soumise aux dispositions prévues en matière délictuelle par l'article 1382 du Code Civil.

Cette conception <sup>(1)</sup> a suscité des protestations et des critiques très nombreuses.

Le fait de placer la personne transportée dans une situation inférieure par rapport à la chose transportée découle d'une fausse compréhension du droit commun.

Le voiturier assume l'obligation, vis-à-vis du voyageur, de l'amener à destination dans l'état où il l'a reçu.

---

(1) Civ. 10 novembre 1884, D. P. 1885.1.433. Civ. 13 mars 1895, S. Ref. et la note. Paris 31 janvier 1895, S. Ref. Rouen 3 décembre 1898, S. Ref. Grenoble 30 janvier 1904, S. 1906.2.94.

Cette stipulation est toujours sous-entendue dans chaque contrat de transport, dont elle est inséparable<sup>(2)</sup>. La sécurité est aussi importante pour le voyageur que le transport, lequel, autrement, manquerait de but<sup>(3)</sup>. Lorsqu'un accident survient en route, on ne peut pas admettre que le voyageur, voulant obtenir la réparation du dommage subi, soit obligé d'établir la faute du voiturier selon l'article 1382 du Code Civil. Cette preuve, qui suppose l'obligation pour le demandeur de trouver une faute dans le service de transport, est en pratique très difficile et très souvent impossible à rapporter; par conséquent, le voyageur se trouverait presque toujours dépourvu de protection. Cet état de choses est contraire à l'ordre public: il serait singulier de prétendre que la vie humaine soit moins protégée que la marchandise. La protection qui lui est due se trouve réalisée, si on applique au transport des personnes les règles prévues pour les choses par l'article 1784 du Code Civil: le voyageur n'aura pas à prouver la faute du voiturier, celui-ci sera responsable *de plano*, à moins qu'il n'établisse que l'accident est dû à la force majeure, au cas fortuit ou à un autre fait qui ne lui est pas imputable. Il est facile d'adopter ce système, surtout qu'il est contenu dans l'esprit général du droit.

Le principe se trouve exprimé dans l'article 1147 du Code Civil: « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit en raison de l'inexécution de l'obligation, soit en raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que

---

(2) *Contra* : Rouen 3 décembre 1898 cité.

(3) V. la note de M. ESMEIN sous Rouen 3 décembre 1898 cité.

l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée... » En cas d'accident survenu au cours du transport, on peut dire qu'il y a inexécution de la promesse : contrairement à son engagement, le voiturier n'a pas amené le voyageur sain et sauf à destination. On a prétendu que le voiturier serait condamné sans que sa faute soit prouvée, car celle-ci, en cas d'accident, serait toujours présumée (4).

Or, il est inutile d'avoir recours à l'hypothèse de la faute. Il suffit que le voyageur-créancier prouve l'existence de sa créance, le voiturier-débiteur sera condamné s'il ne démontre pas qu'il est libéré, soit par l'exécution de l'obligation, soit par des causes étrangères (5). On rencontre ici la règle normale de l'application de la preuve : « Vous m'avez promis de faire quelque chose, vous ne le faites pas, vous serez condamné ; si vous invoquez une exception, à vous de la prouver ». « *Reus in excipiendo fit actor* » (6).

Il faut remarquer que si l'on présumait une faute à la charge du voiturier, celui-ci serait libéré en prouvant simplement qu'il est exempt de faute et qu'il a apporté les soins d'un bon père de famille (7).

Nous voyons par conséquent qu'il n'y a aucune dif-

---

(4) Voir la note de M. SARRUT sous Civ. 10 novembre 1884, *loc. cit.*

(5) L'article 1315 C. Civ. dit : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ».

(6) Dans le même sens : PLANIOL, *Traité élém. de droit civil*, 5<sup>e</sup> éd., t. II, n° 887. SARRUT, note sous Civ. 21 novembre 1911, 21 janvier et 21 avril 1913, D. P. 1913.1.249. Lyon-Caen, note sous Civ. 10 novembre 1884, S. Ref.

(7) V. dans le même sens la note de M. SARRUT sous Civ. 21 novembre 1911, *loc. cit.*

férence entre les règles concernant le transport des choses et le transport des personnes. Les deux supposent la responsabilité contractuelle du voiturier engagée toutes les fois qu'il n'amène pas à l'endroit déterminé la marchandise ou le voyageur dans l'état où il les a reçus. L'idée de responsabilité délictuelle basée sur l'article 1382 du Code Civil doit être absolument écartée : en cas de dommage subi par le voyageur, il n'est pas question de la faute du voiturier, mais d'une garantie étrangère à l'article 1382 (8).

L'article 1784 du Code Civil, dont la fausse interprétation a déterminé la négation du principe de la responsabilité contractuelle quant au transport des personnes, n'est qu'une application concrète du droit commun au transport des choses. Les décisions de la jurisprudence qui se sont bornées à interpréter l'article 1784 par rapport au transport des personnes ont méconnu sa source qui est dans l'article 1147 du Code Civil, lequel, vu le silence complet du Code sur le transport des personnes, étend à celui-ci les règles générales du contrat.

On a essayé de justifier l'exclusion des personnes par deux autres arguments : tout d'abord, la responsabilité contractuelle du voiturier serait écartée, car le voyageur n'est pas soumis à sa maîtrise et circule librement : l'accident a pu avoir lieu par sa volonté de contrarier les dispositions de sécurité. Il ne faut pas oublier cependant que la liberté du voyageur pendant le transport est tout à fait limitée, en ce qui concerne la maîtrise du transport, laquelle dépend exclusivement du voiturier. Le

---

(8) PLANIOL, *op. cit.*, *loc. cit.*

voyageur n'a aucun contrôle sur lui, il est pour ainsi dire à sa merci; d'ailleurs, si le voiturier prétend que l'accident a eu lieu par la faute du voyageur, il n'a qu'à le prouver et il sera libéré<sup>(9)</sup>.

Comme deuxième objection, on a invoqué le fait qu'à la base de la responsabilité contractuelle il y aurait un *dépôt* entre les mains du voiturier. Or, l'idée de dépôt est inconcevable dans le transport des personnes<sup>(10)</sup>. L'objection est peu défendable, si l'on se rend compte que le dépôt n'est pas l'objet principal du contrat qui est le transport; la *garde* n'est qu'une obligation accessoire et conséquente. Pour le voyageur, l'objet immédiat c'est le transport de sa personne<sup>(11)</sup>.

Il est naturel que la responsabilité contractuelle ne s'applique pas au cas où il n'y avait pas de contrat entre le voyageur et le voiturier. Cela arrive si un voyageur de mauvaise foi voyage sans billet. Néanmoins, la question est plus délicate si le voyageur, tout en étant de bonne foi, a dépassé par mégarde la gare inscrite sur son billet et si l'accident survient quelque temps après. M. LALOU prétend que, dans ce cas, l'accident ayant lieu en l'absence de contrat, le voyageur est considéré comme un tiers qui, pour obtenir la réparation du dommage subi, doit observer l'article 1382 du Code Civil<sup>(12)</sup>.

---

(9) V. dans le même sens les notes de MM. ESMEIN sous Rouen 3 décembre 1898 cité, et SARRUT sous Civ. 21 novembre 1911 cité.

(10) Rouen 3 décembre 1898 cité.

(11) V. la note 9 ci-dessus.

(12) LALOU, *La responsabilité civile*, t. I, p. 120. V. aussi Pau 6 mars 1914, S. 1914.2.215. Civ. 6 juillet 1925, *Gaz. Trib.* 18 novembre 1925. Même situation si l'accident survient lorsque le voyageur a pris le train que son itinéraire ne prévoyait pas : Trib. de Compiègne 29 janvier 1913, D. P. 1913.5.59. Trib. de Saint-Brieune 18 novembre 1926, *Gaz. Trib.* 11 août 1927.

Il nous semble cependant que ce voyageur pourra se prévaloir de la responsabilité contractuelle. Envisageons le cas où le voyageur a dépassé la gare inscrite sur son billet. Le fait de voyager dans un wagon sans billet est une contravention punissable, lorsqu'il est établi que le voyageur a voulu se faire transporter gratuitement. Mais nous savons, d'autre part, qu'une volonté différente peut transformer cette situation en état légitime: le voyageur a le droit d'ajouter un supplément de prix à tout moment, même à la descente du wagon. Or, si le voyageur dépasse sa gare au moment où il est endormi, sa mauvaise foi est exclue; et après le réveil il peut toujours rectifier sa situation vis-à-vis de la compagnie. Par conséquent, après l'accident, il conserve le droit à prolonger le contrat par sa volonté, en payant un supplément; dès qu'il l'aura fait, il devra être considéré comme un contractant régulier. Il est vrai que le désir de régulariser sa situation après l'accident sera très souvent guidé par l'intérêt, et non pas par la réflexion, mais on ne peut pas s'engager dans l'analyse et la dissociation de ces deux sentiments <sup>(13)</sup>.

Il serait de même trop absolu de dire que la responsabilité contractuelle du voiturier doit être écartée en cas de transport gratuit. On a tenté de soutenir que, dans ce cas, il n'y a pas contrat <sup>(14)</sup>. Or, comme le remarque très justement M. LALOU <sup>(15)</sup>, il y a la même

---

(13) Toulouse 5 décembre 1893, S. Ref., et la note de M. LABBÉ. V. de même la note de M. JOSSERAND sous Angers 13 mai 1929, *in fine*, D. P. 1929.2.163.

(14) Toulouse 22 juin 1914, D. P. 1917.2.83. Trib. d'Avignon 22 octobre 1924, D. H. 1924, p. 70. Caen 26 novembre 1924, D. P. 1926.2.121.

(15) *Op. cit.*, *loc. cit.*

analogie entre un transport à titre onéreux et un transport à titre gratuit, qu'entre une vente et une donation : on est en présence de deux contrats. Il faut cependant distinguer les cas où un transport gratuit ne suppose pas l'existence d'un contrat : ainsi, par exemple, un voyageur transporté gratuitement en vertu d'un permis de circulation pourra invoquer la responsabilité contractuelle, tandis que la personne qui a été conduite à la promenade par son ami ne saura prétendre que celui-ci a pris vis-à-vis d'elle des engagements de nature contractuelle <sup>(16)</sup>.

La nécessité d'appliquer les règles de la responsabilité contractuelle au transport des personnes a cessé d'être un objet de controverses. Défendue par d'éminents arrêtilistes <sup>(17)</sup>, elle a été finalement consacrée dans la jurisprudence au cours des vingt dernières années <sup>(18)</sup>.

Il faut remarquer que cette jurisprudence a trouvé son application dans un arrêt assez ancien, celui de la Cour d'Aix du 7 juillet 1887 <sup>(19)</sup>. L'arrêt en question

---

(16) *Idem*.

(17) La thèse de la responsabilité contractuelle en matière de transport des personnes a été préconisée par les auteurs suivants : H. LALOU, *op. cit.*, *loc. cit.* ; SARRUT, note sous Civ. 10 novembre 1884 cité ; SARRUT, note sous Civ. 21 novembre 1911 cité ; RIPERT, note sous Req. 27 juillet 1925, D. P. 1926.1.5 ; ESMEIN, note sous Rouen 3 décembre 1898 cité ; LABBÉ, note sous Toulouse 5 décembre 1893 cité ; LYON-CAEN, note sous Civ. 10 novembre 1884 cité ; LYON-CAEN, note sous Civ. 21 avril 1913, D. P. 1914.1.5 ; ROUAST, note sous Grenoble 15 mars 1921, D. P. 1922.2.25.

(18) Civ. 21 novembre 1911, 27 janvier et 21 avril 1913, D. P. 1913.1.249. Civ. 21 avril 1913, D. P. 1914.1.5. Civ. 3 août 1918, D. P. 1919.1.46. Pau 2 février 1910, S. 1910.2.223. Grenoble 15 mars 1921, D. P. 1922.2.25. Grenoble 25 mars 1925, D. P. 1925.2.137. Paris 5 février 1930, *Gaz. Pal.* 1930.1.639. Voir de même : Cass. Belgique 8 janvier 1886, S. Ref, et 5 octobre 1893, S. Ref. Gênes 27 avril 1900, S. 1901.4.5, *nota*.

(19) S. Ref.

arrive à la reconnaissance des règles de la responsabilité contractuelle dans le transport des personnes, mais par un raisonnement un peu différent de celui que nous venons d'examiner : la Cour, loin de se baser sur l'article 1147 du Code Civil, applique tout simplement l'article 1784 sur le transport des choses, en déclarant qu'il s'applique également aux personnes, comme contenant la consécration des effets ordinaires du contrat de transport.

L'existence de la responsabilité contractuelle dans le transport des personnes place le voyageur dans une situation très avantageuse. Pour obtenir la réparation du dommage subi, il n'aura qu'à prouver qu'il y avait contrat entre lui et le voiturier.

Néanmoins, il en résulte également certains avantages pour le voiturier. En matière contractuelle, le débiteur qui manque à sa parole n'est tenu de réparer que le dommage qu'il a pu prévoir ; tandis que, en matière délictuelle, le défendeur sera tenu de réparer le dommage entier. Ensuite, l'action du passager contre le voiturier s'éteint au bout d'un an <sup>(20)</sup> ; en matière délictuelle, la prescription est de trente ans. Enfin, et c'est là l'avantage essentiel pour le voiturier, celui-ci peut inscrire dans le contrat certaines clauses dégageant dans une certaine mesure sa responsabilité.

---

(20) Art. 433 C. Com.

§ 2. — LES PERSONNES AYANT DROIT A INDEMNITE  
POUR REPARATION DU PREJUDICE  
SUBI EN PERSONNE, PEUVENT-ELLES INVOQUER  
LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE ?

L'admission du principe de la responsabilité contractuelle entre le voiturier et le voyageur est aujourd'hui un fait accompli. Ce qui est un objet de discussion, c'est la question de savoir si les effets de cette responsabilité peuvent rejaillir sur les tiers qui intentent une action *nomine proprio*.

La Chambre Civile et certaines Cours d'Appel décident que le conjoint et les parents en ligne directe de la victime qui demandent la réparation du préjudice subi personnellement sont dispensés de prouver la faute, selon la disposition de l'article 1382 du Code Civil, et peuvent se prévaloir de l'inexécution du contrat de transport existant entre le défendeur et la victime <sup>(21)</sup>.

En somme, la raison de l'action repose dans l'article 1382, mais elle est appréciée, prouvée et sanctionnée par les règles du contrat, contenues dans l'article 1147 du Code Civil <sup>(22)</sup>.

Il est assez difficile de comprendre ce raisonnement inspirant une partie de la jurisprudence. On ne voit pas très bien comment une personne qui intente une action en qualité de tiers peut invoquer le contrat auquel elle

---

(21) Civ. 3 août 1918, D. P. 1919.1.46. Civ. 21 avril 1913, D. P. 1914.1.5. Grenoble 15 mars 1921, D. P. 1922.2.25. Paris 5 février 1930, *Gaz. Pal.* 1930.1.639.

(22) LALOU, *Ayants-droit à indemnité à la suite d'accidents mortels*, D. H. 1931, *Chronique* 21-27.

est étrangère : les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent et ne profitent point aux tiers <sup>(23)</sup>.

La Cour de Grenoble <sup>(24)</sup> a essayé de justifier le principe en déclarant que l'on ne peut pas considérer comme tiers les personnes liées à la victime par un lien d'assistance réciproque <sup>(25)</sup>. Cet argument ne paraît pas décisif : on ne voit pas comment un lien d'assistance empêche d'être tiers une personne qui, de toute façon, a été étrangère au contrat <sup>(26)</sup>.

On a prétendu que le demandeur <sup>(27)</sup> pouvait se prévaloir de la responsabilité contractuelle, en vertu d'une stipulation pour autrui existant dans le contrat à son profit. L'idée de stipulation pour autrui, sous-entendue dans le contrat de transport, est une fiction <sup>(28)</sup> qui ne correspond pas à la réalité. Rien ne nous permet de supposer que les contractants ont songé à cette stipulation. Il faudrait que les parties s'entendent d'une manière expresse sur le versement des droits sur des tiers.

Comme deuxième argument, on a invoqué l'idée de représentation de la victime par son conjoint ou par ses enfants dans le contrat de transport. Cette conception lutte avec les principes du droit contractuel, en étendant

---

(23) L'article 1165 du Code Civil.

(24) 15 mars 1921, *loc. cit.*

(25) La question que nous examinons s'est posée au sujet de l'action intentée exclusivement par le conjoint, les enfants et les père et mère de la victime.

(26) MAZEAUD, *op. cit.*, t. I, n°s 138 et s.

(27) Personnes indiquées dans la note 25 ci-dessus.

(28) V. les notes de MM. ROUAST sous Grenoble 15 mars 1921, *loc. cit.*, et JOSSERAND sous Angers 13 mai 1929, D. P. 1929.2.163.

aux personnes agissant *nomine proprio* un droit qui n'appartient qu'aux héritiers et aux créanciers <sup>(29)</sup>.

D'ailleurs, si le demandeur n'est pas considéré comme tiers et peut se prévaloir du caractère contractuel dans un contrat où il n'était pas partie, comment se fait-il que le même arrêt <sup>(30)</sup> qui reconnaît cette qualité chez la veuve et chez les enfants de la victime agissant de leur propre chef, déclare en même temps que la transaction qui a eu lieu entre le voiturier et la victime ne leur sera pas opposable. Cette contradiction nous fait supposer que toutes les clauses dégageant la responsabilité du voiturier, contenues dans le contrat et défavorables au demandeur, ne lui seraient pas opposables.

M. RIPERT dit que les parents sont dispensés de prouver la faute du voiturier, laquelle découle de l'inexécution du contrat <sup>(31)</sup>. Il nous semble cependant que le demandeur ne pourra pas invoquer cette faute pour deux raisons : tout d'abord, nous avons vu qu'il n'est pas question de faute dans la responsabilité contractuelle ; celle-ci a pour base l'inexécution de la promesse <sup>(32)</sup>. D'autre part, même si l'on admettait l'idée de faute présumée à la charge du voiturier en cas de l'exécution défectueuse du transport, la dispense d'en rapporter la preuve ne peut profiter qu'au contractant, et ceci en vertu de l'article 1165 du Code Civil.

En somme, il paraît impossible de permettre que

---

(29) Dans le même sens : M. JOSSEMAND, dans sa note sous Angers 13 mai 1929, *loc. cit.*

(30) Civ. 21 août 1913, *loc. cit.*

(31) Note sous Req. 27 juillet 1925, D. P. 1926.1.5.

(32) Voir *supra*, page 121.

des personnes étrangères au contrat, et agissant *nomine proprio*, puissent s'en prévaloir de quelque façon que ce soit. Pour obtenir de l'auteur de l'accident la réparation, ils doivent observer les règles prévues pour la responsabilité délictuelle par l'article 1382 du Code Civil: il sera nécessaire de justifier d'un dommage et de prouver la faute du défendeur <sup>(33)</sup>.

C'est ainsi que la Chambre des Requêtes reconnaît, contrairement à l'opinion adoptée par la Chambre Civile de la Cour de Cassation, une séparation complète entre l'action de la victime et l'action d'un parent agissant de son propre chef <sup>(34)</sup>. Ce dernier ne sera admissible que suivant le principe de la responsabilité délictuelle <sup>(35)</sup>.

---

(33) Dans le même sens : MAZEAUD, *op. cit.*, *loc. cit.*, et les notes de MM. ROUAST sous Grenoble 15 mars 1921, *loc. cit.*; JOSSERAND sous Angers 13 mai 1929, *loc. cit.*; LYON-CAEN sous Civ. 21 avril 1913, *loc. cit.*

(34) Req. 12 février 1894, D. P. 1894.1.486.

(35) Req. 21 mars 1917, D. P. 1917.1.120. Req. 27 juillet 1925, D. P. 1926.1.5. Dans le même sens : Paris 21 février 1927, *Gaz. Trib.* 11 octobre 1927; Paris 1 juillet 1928, *Gaz. Pal.* 29 octobre 1928; Angers 13 mai 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.314.



## DEUXIÈME PARTIE

---

### LE REGIME D'EXCEPTION

---

#### LA LOI DU 9 AVRIL 1898 SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

De graves modifications sont apportées à l'action en réparation lorsque la mort survient à la suite d'un accident du travail. Depuis la loi du 9 avril 1898, les accidents du travail ne sont plus soumis au droit commun, ils sont entièrement régis par ce texte qui introduit des dispositions différentes de celles du droit commun. Ces dispositions se traduisent par une série de limitations apportées au droit des personnes agissant *nomine proprio* après la mort de quelqu'un. Nous nous proposons d'étudier en premier lieu la règle telle qu'elle est conçue par la loi de 1898, en deuxième lieu nous allons examiner les cas où cette loi ne s'applique pas à un accident du travail.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### REGLE

---

#### § 1. — LIMITATIONS QUANT A LA LISTE DES PERSONNES AYANT DROIT A L'INDEMNITE

Le nombre des personnes pouvant obtenir l'indemnité après un accident mortel est très restreint. Ne seront recevables que le conjoint survivant non divorcé et non séparé de corps, et les enfants légitimes et naturels reconnus de la victime, mineurs de seize ans <sup>(1)</sup>. Aux enfants légitimes et naturels peuvent être assimilés les enfants incestueux et adultérins dans le cas où leur filiation a été légalement établie <sup>(2)</sup>. L'indemnité attribuée aux enfants légitimes et naturels reconnus n'a pas le caractère de droit recueilli dans la succession de la victime, mais de créance d'aliments qu'ils ne pourront plus désormais faire valoir contre leur auteur disparu. Or, nous savons par ailleurs que les enfants adultérins et incestueux dont la filiation a été reconnue ont, d'après le droit commun, un droit aux aliments : par conséquent

---

(1) AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, t. V, § 372 *ter*, page 502.

(2) Voir *supra*, page 78 et suiv.

il est logique qu'ils soient protégés par la loi du 9 avril 1898 <sup>(3)</sup>.

A défaut de conjoint et d'enfants, l'indemnité sera accordée aux ascendants et aux descendants de la victime (petits-enfants). En ce qui concerne ces personnes, elles ne seront recevables que si elles prouvent qu'elles étaient à la charge de la victime, preuve dont sont dispensés le conjoint et les enfants <sup>(4)</sup>. Le texte de la loi est limitatif : c'est ainsi que ni les beaux-parents, créanciers alimentaires <sup>(5)</sup>, ni les parents collatéraux, dont l'action est admise en droit commun <sup>(6)</sup>, ne seront recevables en cas d'accident du travail.

La loi s'applique aussi bien aux Français qu'aux étrangers. Néanmoins, quand la victime de l'accident est un ouvrier étranger, les ayants-droit ne reçoivent pas l'indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français <sup>(7)</sup>.

## § 2. — LIMITATIONS QUANT AU PREJUDICE REPARE

La loi du 9 avril 1898 n'admet que la réparation du dommage matériel résultant de la privation d'aliments dus au demandeur par la victime. Par contre, la répa-

---

(3) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. V, § 372 *ter*, page 503, note 55.

(4) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. V, § 372 *ter*, page 502. V. l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

(5) Riom 24 juin 1905 et Trib. Civ. Meaux 19 février 1904, S. 1905.2.218.

(6) Bordeaux 14 mai 1907, S. 1909.2.221.

(7) Req. 16 novembre 1903, D. P. 1904.1.132. Paris 16 mars 1901, D. P. 1904.2.92. V. de même le rapport du conseiller FOCHIER sous Req. 16 novembre 1903, D. P. 1904.1.133.

ration du dommage moral, le *pretium doloris*, ne sera jamais accordée au demandeur <sup>(8)</sup>.

### § 3. — LIMITATIONS QUANT A L'ETENDUE ET LA FORME DE LA REPARATION

En droit commun, l'auteur d'un décès accidentel est obligé de réparer le dommage entier causé par sa faute. Quant à la loi de 1898, celle-ci établit un *quantum* qui, tout en pouvant augmenter ou diminuer, suivant certaines circonstances <sup>(9)</sup>, ne pourra jamais atteindre le montant du dommage entier si celui-ci dépasse le salaire de la victime. C'est ainsi que le conjoint aura droit à une rente viagère <sup>(10)</sup> représentant 20 % du salaire annuel du conjoint décédé. Quant aux enfants, ils ne pourront jamais obtenir, et ce jusqu'à l'âge de 16 ans, une rente supérieure à 40 % du salaire de leur auteur. Enfin, si l'action est intentée par le conjoint et les enfants, le montant de la rente ne pourra jamais dépasser 60 % du salaire de la victime.

D'autre part, il faut remarquer que le droit commun permet d'allouer l'indemnité, soit sous forme de rente, soit sous forme de capital. La loi de 1898 n'admet pas la réparation en capital : elle doit être faite sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites.

---

(8) V. la note de M. LALOU sous Trib. Com. Seine 28 octobre 1919, D. P. 1920.2.137.

(9) Voir *infra*, page 137.

(10) Elle perd ce droit en se remariant.

#### § 4. — CRITIQUE

La loi du 9 avril 1898 crée un nouveau droit dont dépendent les accidents du travail. Cette loi est exclusive du droit commun et a pour base le *risque professionnel*. L'industrie moderne étant très compliquée et très dangereuse, il est inadmissible que l'ouvrier lésé soit obligé de rapporter la preuve de la faute du patron, d'après l'article 1382 du Code Civil : cette preuve sera pratiquement très difficile et, d'autre part, l'accident peut se produire sans qu'il y ait faute condamnable de la part du patron. La loi de 1898 part d'un point de vue différent : celui qui tire des avantages de son industrie doit en supporter les risques. Ainsi le patron, en cas d'accident du travail, sera responsable *de plano*, sans envisager si l'accident est dû à sa faute, à celle de ses préposés, d'un tiers, à celle de l'ouvrier ou même au cas fortuit <sup>(11)</sup>.

Mais, par contre, le législateur, en créant une charge aussi lourde pour le patron, a voulu la compenser, dans une certaine mesure, en introduisant des limitations quant au montant de l'indemnité et quant à la liste des ayants-droit <sup>(12)</sup>.

Il faudrait en conclure que le régime restrictif sera écarté pour céder la place au droit commun, lorsque l'accident est la conséquence d'une faute inexcusable ou un fait intentionnel du patron. Si celui-ci commet un crime, il paraît difficile de permettre qu'il puisse se

---

(11) AUBRY et RAU, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> éd., t. V, § 372 *bis*, p. 441, note 16.

(12) V. le rapport du conseiller FOCHIER sous Req. 16 novembre 1903, *loc. cit.*

prévaloir des avantages créés par les limitations de la loi de 1898. L'idée du risque professionnel n'entre pas alors en jeu. Il serait d'autant plus logique d'appliquer dans cette circonstance le droit commun, que la loi de 1898 l'admet en cas de faute intentionnelle de la part de l'ouvrier : celui-ci ne reçoit pas alors l'indemnité <sup>(13)</sup>.

Cependant, la jurisprudence n'a pas adopté cette opinion. La Cour de Cassation a décidé à plusieurs reprises que la loi du 9 avril 1898 s'applique toujours, même si l'accident est dû à un fait intentionnel et délictuel du patron ou de son préposé <sup>(14)</sup>. Par conséquent, le patron ne sera obligé de payer qu'une indemnité restreinte et à un nombre de personnes limité par la loi de 1898.

Il est vrai que le législateur a voulu concilier dans une certaine mesure la loi sur les accidents du travail avec le droit commun. C'est ainsi qu'en cas de faute intentionnelle ou inexcusable du patron, la pension accordée à l'ouvrier se trouve majorée, mais sans que cette majoration puisse dépasser le salaire annuel.

Quant à la faute de l'ouvrier, celle-ci peut atténuer la responsabilité du patron, mais elle ne peut jamais

---

(13) La nécessité d'appliquer le droit commun en cas de faute inexcusable ou intentionnelle du patron a été préconisée par plusieurs auteurs : AUBRY et RAU, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> éd., t. V, § 372 bis, p. 441, note 16 ; LALOU, *Ayants-droit à indemnité à la suite d'accidents mortels*, D. H. 1931, *Chronique* 21-27 ; ROUAST, note sous Ch. Réunies 8 juin 1928, D. P. 1929.1.57.

M. SACHET distingue, dans son *Traité de législation sur les accidents du travail*, entre le délit commis par le patron dans le service ou en dehors du service. Dans le premier cas, c'est la loi de 1898 qui s'applique ; dans le deuxième, c'est le droit commun.

(14) Civ. 20 avril 1912, D. P. 1913.1.64. Req. 2 juin 1913, D. P. 1915.1.44. Ch. Réunies 8 juin 1928, D. P. 1929.1.57. Civ. 13 mai 1930, D. H. 1930.377.

la faire disparaître <sup>(15)</sup>. Si, cependant, la faute de l'ouvrier est intentionnelle, le droit à réparation est entièrement supprimé <sup>(16)</sup>.

Il faut avouer que ce principe paraît trop rigide et déséquilibré, et il faut souhaiter qu'il soit écarté surtout en cas de faute intentionnelle du patron.

---

(15) Civ. 10 mars 1902, D. P. 1903.1.403.

(16) V. la note de M. ROUAST sous Ch. Réunies 8 juin 1928, *loc. cit.*

## CHAPITRE II

---

### EXCEPTIONS

---

#### § 1. — CAS OU LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ADMET L'APPLICATION DU DROIT COMMUN

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 prévoit que l'action en réparation sera régie par le droit commun, lorsque l'accident est causé par un tiers. Ici, en effet, on ne voit aucune raison d'appliquer les dispositions exceptionnelles de la loi de 1898. Par conséquent, l'action pourra être intentée par toute personne justifiant d'un dommage, à condition de prouver la faute de l'auteur, conformément à l'article 1382 du Code Civil<sup>(17)</sup>. C'est ainsi que la jurisprudence a admis l'action de la fille de la victime âgée de 18 ans<sup>(18)</sup>, et même celle de la concubine<sup>(19)</sup>. En plus, d'accord avec le droit commun, la réparation va porter sur le dommage entier, matériel et moral<sup>(20)</sup>.

Néanmoins, le législateur, poussé par le désir de protéger l'ouvrier et ses ayants-droit, en les empêchant

---

(17) Crim. 26 juin 1908, S. 1911.1.422. Crim. 27 juillet 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.802. Crim. 15 et 28 mars 1930, *Gaz. Pal.* 1930.1.868.

(18) Crim. 19 novembre 1930, *Gaz. Pal.* 1930.2.984.

(19) Trib. Corr. Marseille 26 mai 1929, *Gaz. Pal.* 1929.2.146.

(20) Crim. 19 novembre 1930, *loc. cit.* Besançon 21 juillet 1926, *Gaz. Pal.* 1926.2.703.

de dilapider l'indemnité obtenue, a disposé, par la loi du 22 mars 1902 <sup>(21)</sup>, que celle-ci devra être allouée, en cas d'incapacité permanente ou de mort, non sous forme de capital, mais sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites <sup>(22)</sup>.

Il faut remarquer cependant que la Chambre Criminelle, dans son arrêt du 19 novembre 1930 <sup>(23)</sup>, a alloué en capital l'indemnité due à la fille de la victime âgée de 18 ans. On serait enclin à voir une contradiction avec les autres arrêts de la même Chambre. Or, en réalité, cette contradiction n'existe pas. La loi de 1898 a entendu protéger, en cas d'application du droit commun, les seules personnes auxquelles elle accorde un droit dans les cas où elle entre en jeu elle-même : par conséquent, si le tiers doit une indemnité au conjoint et aux enfants mineurs de 16 ans, ou à défaut de conjoint et d'enfants, aux ascendants et aux autres descendants, il sera obligé de la donner sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites ; par contre, une fille majeure de 16 ans n'est pas soumise à la protection de la loi de 1898, donc elle peut recevoir l'indemnité sous forme de capital <sup>(24)</sup>.

---

(21) Ajoutée à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

(22) Crim. 26 juin 1908, *loc. cit.* Civ. 8 janvier 1923, D. P. 1923.1.33. Crim. 24 avril 1929, *Gaz. Pal.* 1929.1.851. Crim. 27 juillet 1929, *loc. cit.* Crim. 28 mars 1930, *loc. cit.*

(23) *Loc. cit.*

(24) Dans le même sens : LALOU, *Ayants-droit à indemnité à la suite d'accidents mortels*, D. H., *Chronique*, *loc. cit.*

**§ 2. — CAS OU LES ACCIDENTS DU TRAVAIL  
NE SONT PAS REGIS PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898**

Dans les colonies où les accidents du travail ne sont pas soumis à la loi du 9 avril 1898, l'action en réparation devra être intentée par les ayants-droit, conformément à l'article 1382 du Code Civil <sup>(25)</sup>. Le demandeur devra prouver par conséquent la faute du patron ; celui-ci pourra se décharger en prouvant que l'accident est dû au cas fortuit ou à la force majeure, ou à une cause qui ne lui est pas imputable <sup>(26)</sup>.

---

---

(25) Cependant, dans certaines des colonies françaises, l'empire du droit commun a été écarté par des dispositions spéciales réglementant la réparation des accidents du travail. Voir pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, le décret du 19 juillet 1925 ; pour l'Afrique Occidentale Française, le décret du 2 avril 1932.

(26) Civ. 27 février 1929, D. P. 1929.1.129.

## CONCLUSIONS

---

En passant au crible de notre critique l'action des différentes personnes qui viendraient se faire indemniser du dommage subi à la suite de la mort accidentelle d'autrui, nous avons vu que les conclusions particulières auxquelles nous aboutissions ne coïncidaient pas toujours avec les opinions de certains auteurs, et même, bien des fois, se séparaient des décisions rencontrées à des moments différents dans la jurisprudence moderne.

Si nous prenons la liberté de suggérer des idées qui vont quelquefois à l'encontre des règles édictées par quelque éminent représentant de la doctrine, nous invoquons en défense de notre témérité le fait que la partie de la doctrine qui aurait condamné la tendance qui est à la base du présent ouvrage est elle-même très partagée : au cours de l'examen des différents cas envisagés dans notre étude, nous avons noté dans la doctrine des courants et des conceptions qui montrent des divergences très profondes, voire même des contradictions.

Quant à notre rôle, nous l'avons limité à rechercher, en nous y ralliant dans la mesure où la documentation fort restreinte qui était à notre disposition nous le permettait, des principes, dont l'application à la situation des personnes faisant l'objet de notre étude nous a paru satisfaire aux exigences de la légalité, des mœurs et des règles générales de l'équité.

Par ailleurs, en faisant ressortir de temps à autre l'absence de concordance entre notre point de vue et celui adopté par certaines décisions des Tribunaux et des Cours et même par celles de la Cour de Cassation, nous avons voulu, abstraction faite de la jurisprudence administrative du Conseil d'Etat où l'interprétation de la loi est plus stricte que dans la jurisprudence de droit commun <sup>(27)</sup>, accentuer avec plus de force les nouvelles tendances qui ont déterminé des arrêts rendus par la Cour Suprême pendant les quelques dernières années sur les questions envisagées.

*Varsovie, 1933.*

---

(27) Voir les conclusions de M. ANDRIEUX, Commissaire du Gouvernement, sous Cons. d'Etat 11 mai 1928, D. P. 1929.3.6.

---

*Vu :*

*Nancy, le 6 Novembre 1933.*

*Le Président de la Thèse,*

*Pierre VOIRIN.*

*Vu :*

*Nancy, le 7 Novembre 1933.*

*Le Doyen de la Faculté de Droit,*

*F. SENN.*

*Vu et permis d'imprimer :*

*Nancy, le 8 Novembre 1933.*

*Le Recteur de l'Académie,*

*BRUNTZ.*

*Président du Conseil de l'Université.*

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

- A. C. — *Note sous Civ.* 2 mars 1926, D. P. 1927.1.67.
- ANDRIEUX. — *Conclusions sous Cons. d'Etat* 11 mai 1928, D. P. 1929.3.6.
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil*, 5<sup>e</sup> éd., t. V et VI.
- BEAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Obligations*, 2<sup>e</sup> éd., t. III et IV.
- CAPITANT. — *De la cause des obligations*, 3<sup>e</sup> éd.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élém. de droit civil*, 7<sup>e</sup> éd., t. I et II.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, t. IV.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, t. XXXI.
- ESMEIN. — *Revue trimestrielle* 1903, 1932.
- *Note sous Rouen* 3 déc. 1898, S. Ref.
- *Note sous Req.* 10 avril 1922, S. 1924.1.153.
- FOCHIER. — *Rapport sous Req.* 16 nov. 1903, D. P. 1904.1.33.
- GIBOULOT. — *Note sous Aix* 14 janv. 1870, D. P. 1872.2.97.
- HAURIOU. — *Note sous Cons. d'Etat* 11 mai 1928, S. 1928.3.97.
- HÉMARD. — *Note sous Civ.* 2 déc. 1907 et *Req.* 10 févr. 1909, S. 1909.1.553.
- IHERING. — *Œuvres choisies*, traduction Meulenaère, t. II :  
« Intérêts non-économiques reconnus et protégés par le droit romain ».
- JOSSERAND. — *Cours de droit civil posit. français*, 2<sup>e</sup> éd., t. II.
- *L'avènement du concubinat*, D. H. 1932, Chronique 48-49.
- *Note sous Angers* 13 mai 1929, D. P. 1929.2.163.
- JOUSSE. — *Justice criminelle*, éd. de 1771, t. III.
- LABBÉ. — *Note sous Trib. de la Seine* 9 janv. 1879, S. Ref.
- *Note sous Toulouse* 5 déc. 1893, S. Ref.

- LACOSTE. — *Note sous Rouen* 24 févr. 1894, S. Ref.  
— *Note sous Toulouse* 17 avr. 1902, S. 1905.2.81.
- LALOU. — *La responsabilité civile*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> éd.  
— *Les ayants-droit à indemnité à la suite d'accidents mortels*, D. H. 1931, Chronique 21-27.  
— *Note sous Trib. de Com. de la Seine* 28 oct. 1919, D. H. 1920.2.137.  
— *Note sous Meaux* 29 juin 1920, D. P. 1920.1.157.  
— *Note sous Paris* 5 juin 1923, D. P. 1924.2.34.  
— *Note sous Assises de la Dordogne* 24 mai 1930, D. P. 1930.2.133.  
— *Note sous Crim.* 26 nov. 1926, D. P. 1927.1.73.  
— *Note sous Crim.* 9 nov. 1928, D. P. 1930.1.23.
- LYON-CAEN. — *Note sous Civ.* 10 nov. 1884, S. Ref.  
— *Note sous Civ.* 21 avr. 1913, D. P. 1914.1.5.
- MARTY. — *Note sous Crim.* 28 févr. et 30 oct. 1930, S. 1931.1.145.
- MAZEAUD (L. et H.). — *Traité théorique et pratique de la responsab. civile délict. et contractuelle*, t. I et II.
- MAZEAUD (H.). — *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral à la suite d'un décès accidentel*, D. H. 1932, Chronique 77-83.
- MEYNIAL. — *Revue pratique*, 1884.
- NAQUET. — *Note sous Aix* 5 avr. 1913, S. 1913.2.313.
- NOUGUIER. — *Rapport sous Crim.* 20 févr. 1863, D. P. 1864.1.99.
- PILON. — *Rapport sous Req.* 2 févr. 1931, D. P. 1931.1.38.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, 2<sup>e</sup> éd., t. I et II ; 5<sup>e</sup> éd., t. II ; 8<sup>e</sup> éd., t. III.  
— *Note sous Rennes* 7 mars 1904, D. P. 1905.2.305.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*, t. VI.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*, 2<sup>e</sup> éd.  
— *Note sous Req.* 27 juill. 1925, D. P. 1926.1.5.
- ROUAST. — *Note sous Grenoble* 15 mars 1921, D. P. 1922.2.25.

- *Note sous Ch. Réunies* 8 juin 1928, D. P. 1929.1.57.
- ROUX. — *Note sous Crim.* 26 nov. 1926, S. 1927.1.273.
- SACHET. — *Traité de législation sur les accidents du travail.*
- SARRUT. — *Note sous Civ.* 10 nov. 1884, D. P. 1885.1.433.
- *Note sous Civ.* 21 nov. 1911, 21 janv. et 21 avr. 1913, D. P. 1913.1.249.
- SAVATIER. — *Note sous Trib. de la Seine* 3 mai 1922, D. P. 1924.2.9.
- *Note sous Amiens* 28 juin et *Montpellier* 24 juin 1924, D. P. 1924.2.145.
- *Note sous Req.* 8 juin 1926, D. P. 1927.1.113.
- VANDAMME. — *La concubine doit-elle être admise à agir en réparation contre l'auteur de la mort de celui avec qui elle vivait ?* (Extrait de la *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, Paris 1933.)
- VOIRIN. — *Note sous Dijon* 7 févr. 1928, D. P. 1928.2.109.
- *Note sous Poitiers* 29 oct. 1928, D. P. 1929.2.19.
- *Note sous Trib. Corr. de la Seine* 12 févr. 1931, D. P. 1931.2.57.
- *Note sous Nancy* 22 déc. 1931, *Rec. de Dijon et de Nancy* 1932, p. 51, 2<sup>e</sup> espèce.
- *Note sous Crim.* 28 févr. 1930, D. P. 1930.1.49.

---

*Note sous Besançon* 1<sup>er</sup> déc. 1880, D. P. 1881.2.65.

*Note sous Civ.* 13 mars 1895, S. Ref.

*Note sous Crim.* 7 févr. 1913, D. P. 1913.1.373.

---

*Code Civil français.*

*Code d'instruction criminelle et Code pénal français.*

*Code de Commerce français.*

*Code de procédure civile français.*

*Code Civil allemand.*

*Projet de Code franco-italien des obligations et contrats.*

*Recueil Dalloz Périodique* (D. P.).

» *Dalloz Hebdomadaire* (D. H.).

» *Sirey* (S.).

» *Sirey Refonte* (S. Ref.).

» *de Dijon et de Nancy*.

» *de Douai*.

» *de Marseille*.

---

*Moniteur Judiciaire de Lyon*.

---

*Gazette du Palais* (Gaz. Pal.).

*Gazette des Tribunaux* (Gaz. Trib.).

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                      | PAGES |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                                                                                                                   | 5     |
| I. — OBJET ET PLAN DE L'ÉTUDE .....                                                                                                                                  | 5     |
| II. — NOTIONS OBJECTIVES SUR LE DOMMAGE .....                                                                                                                        | 10    |
| A. <i>Dommage matériel</i> .....                                                                                                                                     | 11    |
| B. <i>Dommage moral</i> .....                                                                                                                                        | 13    |
| a) Le dommage moral existe-t-il ? .....                                                                                                                              | 14    |
| b) Le dommage moral est-il réparable ? .....                                                                                                                         | 18    |
| c) Caractère de l'action en réparation du dommage<br>moral .....                                                                                                     | 21    |
| PREMIERE PARTIE. — LE DROIT COMMUN .....                                                                                                                             | 23    |
| CHAPITRE PREMIER. <b>Fondement de l'action des ayants-</b><br><b>droit</b> .....                                                                                     | 23    |
| § 1. ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL .....                                                                                                                                | 23    |
| § 2. CARACTÈRES QUE DOIT PRÉSENTER LE DOMMAGE<br>POUR DONNER L'ACTION : TROIS THÈSES .....                                                                           | 24    |
| I. — <i>Lésion d'un intérêt non aléatoire</i> .....                                                                                                                  | 25    |
| Dommage matériel et moral .....                                                                                                                                      | 25    |
| II. — <i>Lésion d'un droit acquis</i> .....                                                                                                                          | 34    |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                                                            | 34    |
| b) Dommage moral .....                                                                                                                                               | 37    |
| III. — <i>Lésion d'un intérêt certain et légitime</i> ....                                                                                                           | 38    |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                                                            | 38    |
| b) Dommage moral .....                                                                                                                                               | 46    |
| IV. — <i>Point de vue proposé : Lésion d'un droit<br/>                ayant pour base un lien légal, accompagnant<br/>                un préjudice certain</i> ..... | 47    |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                                                            | 47    |
| b) Dommage moral .....                                                                                                                                               | 56    |

|                                                                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. Détermination des ayants-droit .....                                                                            | 58  |
| § 1. PERSONNES JUSTIFIANT D'UN LIEN DE PARENTÉ<br>QUELCONQUE OU D'ALLIANCE ET LE CONJOINT ...                                | 58  |
| I. — <i>Parents en ligne directe légitimes, naturels et<br/>le conjoint</i> .....                                            | 58  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 58  |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 62  |
| II. — <i>Parents collatéraux</i> .....                                                                                       | 64  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 65  |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 69  |
| III. — <i>Alliés</i> .....                                                                                                   | 70  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 70  |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 74  |
| IV. — <i>Parents naturels dont le lien n'a pas été lé-<br/>galement constaté, parents incestueux et<br/>adultérins</i> ..... | 74  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 75  |
| 1. Parents naturels .....                                                                                                    | 75  |
| 2. Parents incestueux .....                                                                                                  | 78  |
| 3. Parents adultérins .....                                                                                                  | 81  |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 82  |
| 1. Parents naturels .....                                                                                                    | 82  |
| 2. Parents incestueux .....                                                                                                  | 83  |
| 3. Parents adultérins .....                                                                                                  | 84  |
| § 2. TIERS .....                                                                                                             | 84  |
| I. — <i>Fiancée</i> .....                                                                                                    | 85  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 85  |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 90  |
| II. — <i>Concubine</i> .....                                                                                                 | 93  |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 95  |
| 1. Concubinage simple .....                                                                                                  | 95  |
| 2. Concubinage ayant pour origine la séduc-<br>tion dolosive .....                                                           | 110 |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 112 |
| 1. Concubinage simple .....                                                                                                  | 112 |
| 2. Concubinage ayant pour origine la séduc-<br>tion dolosive .....                                                           | 114 |
| III. — <i>Créanciers</i> .....                                                                                               | 115 |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                    | 115 |
| b) Dommage moral .....                                                                                                       | 116 |

|                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| IV. — <i>Quid des autres tiers ?</i> .....                                                                                                              | 116 |
| a) Dommage matériel .....                                                                                                                               | 116 |
| b) Dommage moral .....                                                                                                                                  | 118 |
| CHAPITRE III. <b>Cas où, entre la victime de l'accident et l'auteur, il existe un contrat contenant une clause de sécurité</b> .....                    | 119 |
| § 1. DE LA CLAUSE DE SÉCURITÉ .....                                                                                                                     | 120 |
| § 2. LES PERSONNES AYANT DROIT A INDEMNITÉ POUR RÉPARATION DU PRÉJUDICE SUBI EN PERSONNE PEUVENT-ELLES INVOQUER LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ? ..... | 128 |
| DEUXIEME PARTIE. — <b>LE REGIME D'EXCEPTION</b><br>( <i>Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail</i> ) ....                                     | 133 |
| CHAPITRE PREMIER. <b>Règle</b> .....                                                                                                                    | 134 |
| § 1. LIMITATIONS QUANT A LA LISTE DES PERSONNES AYANT DROIT A INDEMNITÉ .....                                                                           | 134 |
| § 2. LIMITATIONS QUANT AU PRÉJUDICE RÉPARÉ ....                                                                                                         | 135 |
| § 3. LIMITATIONS QUANT A L'ÉTENDUE ET LA FORME DE LA RÉPARATION .....                                                                                   | 136 |
| § 4. CRITIQUE .....                                                                                                                                     | 137 |
| CHAPITRE II. <b>Exceptions</b> .....                                                                                                                    | 140 |
| § 1. CAS OU LA LOI DU 9 AVRIL 1898 ADMET L'APPLICATION DU DROIT COMMUN .....                                                                            | 140 |
| § 2. CAS OU LES ACCIDENTS DU TRAVAIL NE SONT PAS RÉGÉS PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898 .....                                                                 | 142 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                                        | 143 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                     | 145 |
| TABLE DES MATIERES .....                                                                                                                                | 140 |

---





